Profils des moyens d'existence
Household Economy Analysis (HEA)
Analyse de l'Économie des Ménages

BURUNDI

Septembre 2021

Zone BI02 (Cibitoke) : Crête Congo Nil – manioc, riz, banane et café

Zone BI05 : Haut Altitude Nord – cultures vivrières, banane, blé et thé

Zone BI06 : Haut Altitude Sud – pomme de terre, thé et bétail

Zone BI07 (TPP) : Plaine Imbo – cultures vivrières, riz et huile de palme

Zone BI09 : Plateaux Secs de l'Est – haricot, manioc et maïs

FEG FOOD ECONOMY GROUP

Table de matières

Remerciements iii

Abréviations v

I. Contexte et justification de l'étude 1

II. Contenu du présent rapport 2

III. Household Economy Analysis (HEA) ou Analyse de l'Économie des Ménages (AEM) 2

IV Conception méthodologique 3

A. **Échantillonnage** 4

B. **Programme de travail** 5

C. **Année de référence et année de consommation** 7

D. **Consolidation et présentation des données** 7

V. Profils des moyens d'existence 7

Crête Congo Nil : manioc, riz, banane et café (BI02 CIB) 8

Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé (BI05) 22

Haut Altitude Sud : pomme de terre, thé et bétail (BI06) 35

Plaine Imbo : cultures vivrières, riz et huile de palme (BI07 TPP) ménages très pauvres et pauvres 50

Plateaux secs de l'est haricot, manioc et maïs (BI09) 64

Remerciements

Les auteurs de ce rapport tiennent à remercier, en premier lieu, les équipes de collecte de données qui ont travaillé de façon consciencieuse et enthousiaste pour accomplir la difficile tâche de collecte de données en milieu rurale pendant une période très difficile en milieu de la pandémie globale de covid-19.

Ils remercient également les autorités locales et les agents gouvernementaux des directions provinciales et communales, notamment les agents des Bureaux Provinciaux du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE) et la direction des statistiques du MINEAGRIE qui ont appuyé la réalisation du travail et la mobilisation des communautés, ainsi que les communautés elles-mêmes pour leur accueil, leur temps et leur patience infinie.

Leurs remerciements vont aussi aux bureau pays des organisations membres du consortia Tubenoheza qui ont participé dans l'étude, de près et de loin : WHH, AVSI, Croix Rouge Espagnole, FAO, et WVI/Care, pour leur intérêt continu au projet et leur appui administratif, logistique et technique pendant plus de 24 mois depuis la première conception du projet. Des remerciements chaleureux vont en particulier au coordinateur inter-consortia Benjamin Frowein de WFP, ainsi que les personnes clés des cinq organisations membres du consortia Tubehoneza qui ont accompagné et soutenu ce travail directement : Cecile Gakima, Egide Niyondiko et Alain Ndakoze de la FAO, Isaac Ndoricimpa, Genel Joseph et Laura Plasencia de la Croix Rouge Espagnole, Bienvenu Vuvalya et Gabriela Solomie de WHH, Ernest Kamwenubusa et Andrea Fabiani de AVSI, Jules Nsabimana, Norbert Nduwayo, Donatien Buzoya et Emmanuel Nzambimana de WVI et Methode Niyongendako de FEWS NET. Leur intérêt et leur soutien actif ont été essentiels à l'implémentation de cette analyse et à sa réussite.

Finalement, de vifs remerciements sont adressés à l'Union Européenne pour leur appui financier, indispensable pour le déroulement de cette étude.

Le présent rapport a été écrit par les consultants de Food Economy Group consulting : Noura Garba, Festus Pyoko, Norbert Kyomushula, Anna Mays et Nora Lecumberri.

Les équipes de collecte de données étaient formés par les personnes suivantes :

Zone BI02
Lead: Noura Garba
Uwobikuwdiye Edmond
Bigirimana Samson
Manirafasha Marlene
Iradukunda Nicole
Aloys Irivuzimana

Zone BI 06
Lead: Norbert Kyomushula
Nshimayezu Didier
Safi Leonce
Kezakimana Kelia
Nduwayo Ildephonse
Ndayikeze Juvenal

Zone BI 05
Lead: Norbert Kyomushula
Kamwenubusa Ernest
Kaneza Carine
Niyogusenga Alexis
Muvira Pascal
Bitangimana Felicien

Zone BI 07
Lead: Festus Pyoko
Niyondiko Egide
Haragazika Nestor
Uwobikundiye Edmond
Ndagijimana Evode
Tuyisenge Donathe
Munezero Telesphore
Niyogusenga Alexis

Zone BI 09
Lead: Noura Garba
Nzambimana Emmanuel
Nduwayo Norbert
Kakunze Emery
Nshimirimana Richard
Migambi Nicodeme
Ndenzako Elvis
Ngabonziza Fabrice

Abréviations

AVSI	Association of Volunteers in International Service
BIF	Franc Burundais
BPEAE	Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage
FAO	Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FEG	Food Economy Group
FEWS NET	Famine Early Warning Sytems Network
HEA	Household Economy Analysis/ AEM Analyse de l'Économie des Ménages
M	Moyen
m	millions
MINEAGRIE	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et l'Élevage
N	Nanti
P	Pauvre
TP	Très pauvre
USD	Dollars Américains
WFP	World Food Program/PAM Programme d'Alimentation Mondial PAM
WHH	Welthungerhilfe
WVI	World Vision International

I. Contexte et justification de l'étude

Dans le cadre du 11ème Fonds Européen pour le Développement, l'Union Européenne finance le programme Tubehoneza au Burundi qui a comme objectif global de renforcer de façon durable la résilience de la population rurale, et plus précisément, d'améliorer, au cours d'une période de 36 mois, la sécurité alimentaire, la nutrition et la cohésion sociale de 1,2 million de personnes en renforçant durablement leurs moyens de subsistance dans 14 provinces du Burundi. Le ciblage géographique a mis en avant les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tout en limitant de possibles duplications avec d'autres intervenants. Les communes concernées par cette action sont également sujettes à de fortes concentrations de ménages déplacés internes, réfugiés et/ou retournés.

Depuis sa conception dans les années 1980, l'approche de l'économie des ménages (AEM/HEA-Household Economy Analysis) a démontré son utilité dans le cadre du travail humanitaire et de développement dans différents pays d'Afrique. Cette approche d'évaluation et d'analyse dans le domaine de la sécurité alimentaire et sur le besoin d'aide alimentaire à l'avantage de fournir dans des délais plus réduits des informations et données très utiles à la préparation, la planification et la mise en œuvre des actions.

Ainsi, cinq membres du consortium du Programme Tubehoneza (voir tableau à droite) ont commandité une enquête HEA en vue de permettre aux acteurs qui implémentent le programme d'avoir une bonne analyse du système de moyens de vie de leur zone d'intervention respective, de disposer des données améliorant le ciblage (catégorisation des ménages par niveaux de richesse et capacités économiques), de comprendre les revenues monétaires et valorisées (autoconsommation) de la population, avec quels moyens et quelle saisonnalité, et les interdépendances entre les différentes activités de la zone, etc. ce qui contribuera à la qualité du ciblage des ménages en besoin d'accompagnement pour l'amélioration de leur condition de vie. Les enquêtes HEA ont été menées dans les zones ne disposant pas encore d'une telle analyse, les cinq zones de moyens d'existence énumérées dans le tableau ci-haut.

Membre Tubehoneza	Zone de moyens d´existence
WHH	BI02 Crète Congo Nil
AVSI	BI05 Haute Altitude Nord
Croix-Rouge Espagnole	BI06 Haute Altitude Sud
FAO	BI07 Plaine Imbo
WVI	BI09 Plateaux Secs de l'Est

De façon générale, le but de cette étude est de fournir au programme Tubehoneza des informations sur une situation de référence en termes de sécurité alimentaire et moyens d'existence dans les zones sélectionnées. L'étude permettra de développer un système d'analyse de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle des ménages prenant en compte des indicateurs microéconomiques adaptés et apportera les éléments suivants :

- Un affinement du zonage des moyens d'existence : le démembrement de la zone d'action du programme Tubehoneza en des entités plus petites qui orienteront le ciblage géographique au sein des limites administratives plus larges (commune) de chaque projet.
- Une catégorisation de la communauté en différentes couches socio-économiques : caractérisation des ménages types de chaque zone selon quatre groupes de richesse en utilisant les principaux déterminants de la richesse au niveau local.
- Une analyse approfondie des stratégies des moyens d'existence : quantification de l'accès à la nourriture et au revenu et les principales dépenses – y compris leurs variations saisonnières - pour fournir une perspective des opérations et contraintes des ménages afin d'avoir une vision complète et logique des moyens d'existence convenables à l'analyse produite.
- Une analyse des effets des aléas sur les ménages et les stratégies d'adaptation que ces derniers adoptent : ce dernier objectif a été abordé avec un atelier de formation an Analyse

de Résultats (*Outcome Analysis*) l'approche HEA pour la réalisation de prévisions sur la sécurité alimentaire, tenu à Bujumbura du 19 au 23 juillet de 2021.

II. Contenu du présent rapport

Ce rapport comprend une brève introduction à l'analyse HEA, décrit la méthodologie utilisée dans cette étude et présente les résultats de chacune des cinq études de référence HEA sous forme de profils de moyens d'existence, qui fournissent une description détaillée de chaque zone de moyens d'existence étudiée.

Chaque profil comprend les sections suivantes :

- Description de la zone
- Marchés
- Historique aléas et année de référence
- Calendrier saisonnier pour l'année de référence
- Découpage socio-économique
- Source de nourriture
- Sources de revenus
- Postes de dépenses
- Aléas
- Stratégies d'adaptation
- Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire
- Recommandations communautaires

Ces profils fournissent une description détaillée des moyens d'existence dans chaque zone et peuvent donner au lecteur une compréhension approfondie des conditions de sécurité alimentaire. Elles sont accompagnées des bases de données qui contiennent toutes les variables examinées lors du travail sur le terrain et l'analyse postérieur.

III. Household Economy Analysis (HEA) ou Analyse de l'Économie des Ménages (AEM)

Cette section explique certains des termes clés utilisés dans la HEA et dans les profils et qui constituent les principaux piliers de l'approche analytique du HEA.

Zone de moyens d'existence : Une zone de moyens d'existence est une zone dans laquelle les ménages partagent à peu près les mêmes modèles d'accès à la nourriture (c'est-à-dire qu'ils cultivent en général les mêmes cultures, élèvent les mêmes types de bétail, etc.). Ils partagent également un niveau d'accès aux marchés similaire. Les modes de vie varient clairement d'une région à l'autre. Des facteurs locaux tels que le climat, le sol ou l'accès aux marchés influencent tous les moyens d'existence. La première étape de l'analyse de l'économie des ménages consiste donc à effectuer un zonage des moyens d'existence. Il délimite des zones géographiques à l'intérieur desquelles les gens partagent essentiellement les mêmes schémas d'accès à l'alimentation et ont le même accès aux marchés.

Découpage socioéconomique : Le lieu de vie d'un ménage est l'un des facteurs qui déterminent ses options pour obtenir de la nourriture et générer des revenus. Un autre facteur est la richesse, puisqu'il s'agit du principal facteur déterminant la capacité d'un ménage à exploiter les options disponibles dans une zone donnée. Il est évident, par exemple, que les ménages nantis qui possèdent de plus grandes superficies agricoles produiront en général plus de récoltes et seront plus en sécurité

alimentaire que leurs voisins plus pauvres. Toutefois, l'accès à la terre n'est qu'un aspect de la richesse, et les groupes de richesse sont généralement définis aussi en fonction de leur cheptel, de leurs autres actifs productifs, de leur capital, de leur éducation, de leurs compétences, de la main-d'œuvre disponible et/ou de leur capital social. Définir les différents groupes de richesse dans chaque zone est la deuxième étape d'une analyse de l'économie des ménages, dont le résultat est un découpage de la richesse. Il faut noter qu'aux fins de la présente évaluation, un ménage a été défini comme des personnes « qui mangent dans la même marmite » ; ils ne sont pas nécessairement directement liés mais dépendent financièrement l'un de l'autre.

Base de référence de l'économie des ménages : Après avoir regroupé les ménages en fonction de leur lieu de résidence et de leur richesse, l'étape suivante consiste à produire des données de base sur l'économie des ménages pour les ménages types de chaque groupe pour une année de référence ou définie. L'accès à la nourriture est déterminé en examinant la somme des moyens par lesquels les ménages se procurent de la nourriture - quels aliments ils récoltent ou reçoivent en cadeau, combien de nourriture ils achètent, combien d'argent ils gagnent en un an, et quels autres besoins essentiels doivent être satisfaits avec le revenu gagné.

Stratégies d'adaptation des ménages : Parallèlement à la collecte d'informations sur les moyens d'existence au cours d'une année libre d'aléas, il est important de comprendre comment les ménages réagissent aux chocs, quelles options s'offrent à eux (y compris des options additionnelles en dehors de leurs habitudes typiques) en fonction de leur niveau de richesse.

Analyse des scénarios : Une fois cette base de référence établie, il est possible d'analyser l'impact probable d'un choc ou d'un aléa au cours d'une mauvaise année. Pour ce faire, on évalue comment l'accès à la nourriture sera affecté par un choc, quelles autres sources de nourriture peuvent être ajoutées ou étendues pour combler les pénuries initiales, et quels déficits finaux apparaissent.

L'objectif est d'étudier les effets d'un aléa sur l'accès futur à la nourriture et au revenu, afin que des décisions puissent être prises sur les types d'intervention les plus appropriés à mettre en œuvre. La raison d'être de cette approche est qu'une bonne compréhension de la façon dont les gens ont survécu dans le passé fournit une base solide pour se projeter dans l'avenir. Trois types d'informations sont combinés : (i) des informations sur l'accès de base, (ii) des informations sur les aléas (c'est-à-dire les facteurs affectant l'accès à la nourriture/au revenu, tels que la production propre ou les prix du marché) et (iii) des informations sur les stratégies de réponse (c'est-à-dire les sources de nourriture et de revenu auxquelles les gens se tournent lorsqu'ils sont exposés à un aléa). L'approche peut se résumer comme suit :

Base de référence + Aléa + Réponse = Résultat

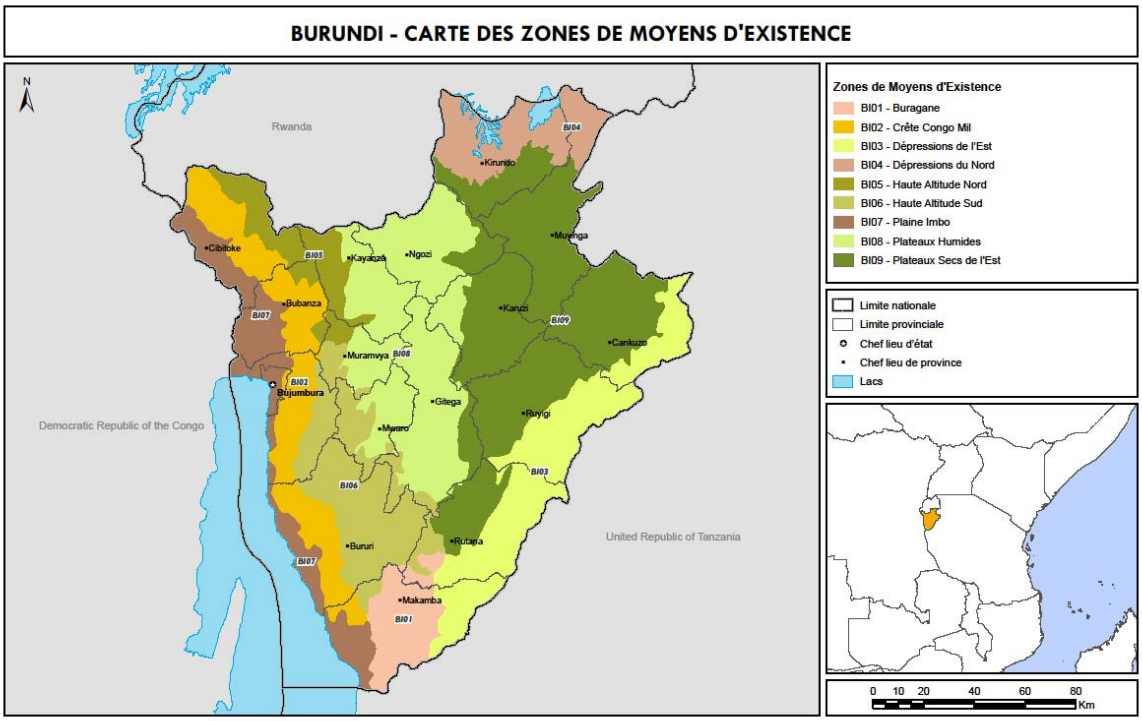
L'idée est qu'une fois les données de référence compilées, elles peuvent être utilisées à plusieurs reprises pour ce type d'analyse des résultats sur un certain nombre d'années - jusqu'à ce que des changements importants dans l'économie sous-jacente les rendent invalides. Une bonne base de référence pour l'économie alimentaire sera généralement valide pour une période de 5 à 10 ans. Ce qui varie, c'est le niveau de sécurité alimentaire qui prévaut, mais c'est une fonction des variations des aléas et non des variations du niveau de référence. En d'autres termes, le niveau de production agricole ou animale peut varier d'une année à l'autre (aléa), mais la structure sous-jacente de la production (les patrons au cours de l'année de référence) ne change généralement pas très rapidement.

IV Conception méthodologique

La section suivante présente les différents éléments de la conception méthodologique du travail sur le terrain.

A. Échantillonnage

Limites géographiques : la base géographique de l'étude se limite aux zones de moyens d'existence citées ci haut et telles que désignées par le FEWS NET et ses partenaires au Burundi en 2009 (voir la carte ci-dessous). L'exercice de zonage des moyens d'existence national a subi une révision en 2021[1], avant la réalisation des lignes de base présentées ici, afin de confirmer si la description des moyens d'existence caractéristiques des zones reflétait toujours - douce ans plus tard - les réalités locales de l'économie des ménages à travers le pays ou s'il y a eu des changements majeurs dans les options offertes aux ménages ruraux pour générer de la nourriture et des revenus. Seulement de faibles modifications se sont avérées nécessaire, dont l'inclusion des cultures supplémentaires typiquement cultivées dans certaines zones de moyens d'existence et des marchés supplémentaires qui desservent les populations locales.



Source : FEWS NET (2021)

Méthode de calcul de la taille de l'échantillon : la taille de l'échantillon est d'un minimum de dix communautés par zone de moyens d'existence selon l'approche HEA, estimé sur la base du point de saturation des données (*data saturation point*) en fonction de l'expérience pratique du Food Economy Group (FEG) au cours de dernies 20 ans dans la réalisation des études HEA avec des techniques d'évaluation rurale rapide.

Sélection de l'échantillon: La sélection des communautés pour les entretiens utilise un échantillonnage raisonné pour identifier les communautés représentatives de chaque zone de moyens d'existence sélectionnée. Il s'agit de s'assurer que les communautés choisies sont suffisamment homogènes et répondent aux caractéristiques typiques de la zone de moyens d'existence, pour que les données recueillies puissent être analysées ensemble. Les équipes de chaque organisation

[1] La révision de la carte et des descriptifs des zones s'est faite à travers un processus à distance qui a demandé la contribution de partenaires nationaux ayant la connaissance directe et la compréhension des moyens d'existence locaux dans chaque zone afin de pouvoir confirmer ou mettre à jour les descriptions des zones. Le réseau des membres du Groupe de Travail Technique IPC et points focaux provinciaux de collecte des données du MINEAGRIE ont été privilégiés pour la réussite de ce travail. Un atelier présentiel de révision n'a pas été possible en raison du contexte international de pandémie covid-19.

participante ont répertorié les collines où les organisations intervient avec le projet Tubehoneza ainsi que des collines similaires à l'intérieur de la même zone de moyens d'existence ne bénéficiant pas du projet. Cette présélection a été partagé avec FEWS NET et avec FEG pour revue, elle a aussi été validée avec les services décentralisés du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et l'Élevage (MINEAGRIE), les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (BPEAE) des provinces sélectionnées.

Validation de l'échantillon :
Une validation finale a lieu pendant la collecte des données elle-même. Si les caractéristiques de l'une des communautés ne correspondent pas à celles de la zone de moyens d'existence, elle est supprimée de l'échantillon.

Définition des variables : Les variables identifiées pour la collecte de données sont prédéterminées par la méthodologie HEA. La liste des variables est adaptée au contexte local lors de la formation de l'équipe de terrain pour refléter, par exemple, les cultures typiques localement, les unités de mesure locales, les aliments les plus courants, etc. mais la liste des principales catégories est standard pour toutes les lignes de bases HEA rurales.

Opérationnalisation des variables : la mesure des variables se fait à l'aide des quatre questionnaires de travail sur le terrain qui présentent déjà une désagrégation des variables du plus général au plus spécifique et incluent les indicateurs, les unités de mesure et les valeurs nécessaires (par exemple, type de céréale cultivée, unité de récolte, nombre d'unités, nombre d'unités vendues, prix, mois, nombre d'unités consommées, nombre d'unités pour d'autres utilisations). En outre, ces formulaires comprennent une variété de contrôles croisés qui permettent de comparer les mêmes informations collectées à partir de différentes sources à différents niveaux et de trianguler les variables clés à travers les groupes de richesse et les communautés au sein de la même zone de moyens d'existence afin de vérifier la consistance et la cohérence des réponses des participants et finalement la validité et la qualité des données.

B. Programme de travail

Les membres des équipes de travail de terrain qui ont développées les bases de référence HEA ont participé à une formation de six jours tenue à Bujumbura du 10 au 25 mai. Cinq équipes ont été formés à l'approche HEA, aux techniques d'entretien pour les évaluations rurales rapides et à l'utilisation des différents questionnaires, par deux des trois consultants responsables de l'évaluation. Les collectes de données ont été effectués simultanément dans les deux premières zones de moyens d'existence, BI02 et BI05, du 26 mai au 12 juin. Une deuxième phase de terrain pour couvrir les trois zones restantes, BI06, BI07 et BI09 a suivie du 13 au 30 juin.

Techniques utilisées : les lignes de base HEA sont réalisées par la collecte de données primaires, intégrant des techniques d'analyse participative d'évaluation rurale rapide (*rapid rural appraisal*). Les entretiens sont basés sur le format des discussions de groupe, ce qui permet de vérifier les informations sur le terrain avant de commencer la phase d'analyse des données.

L'évaluation rurale rapide est un processus d'apprentissage des conditions rurales de manière itérative et rapide. Elle est multidisciplinaire par nature et possède une flexibilité intégrée dans le processus de collecte d'informations qui comprend les éléments clés suivants : la triangulation (l'utilisation de plus d'une source d'information pour la validation), la concentration sur les informations les plus nécessaires, la compréhension holistique, l'apprentissage rapide et progressif (en raison de la nature exploratoire et itérative) et l'utilisation de la base de connaissances de la population locale (impliquant la communauté locale à la fois dans la définition des besoins de la communauté et dans l'identification des solutions possibles).

Les discussions de groupe sont à la base d'une méthode permettant d'obtenir des données d'un groupe d'individus sélectionnés à dessein plutôt que d'un échantillon statistiquement représentatif d'une population plus large.

Des entretiens semi-structurés ont été menés à quatre niveaux différents dans chaque zone :

1. Services techniques gouvernementaux au niveau provincial (2 entretiens par zone)
2. Commerçants sur les marchés (2 visites par zone)
3. Groupes de discussion d'informateurs clés communautaires (10 communautés par zone)
4. Groupes de discussion représentants des ménages (40 entretiens par zone)

Les collines visitées par zone de moyens d'existence sont énumérées dans la tableau suivant :

ZME	Collines visitées
BI 02	Mugina, Rugendo, Gitebe, Rugajo, Bwayi, Buhindo, Kagimba, Kahirwa, Kivumu et Mirombero - N.B. l'Analyse de cette zone se limite à la province de Cibitoke
BI 05	Ruharo, Rwagongwe, Nyamisagara, Mugera, Kaserege, Bwayi, Burarana, Rudehe, Kibande et Mukoma
BI 06	Jenda, Tara, Dong Burasira, Gitaramuka, Kigina, Mugomero, Bisoro, Gitunga, Ndava, Kibimba, Nyakigwa
BI 07	Munyika1, Mparambo 2, Murira 2, Buramata, Ndava Busongo, Muyange, Rangi, Bukeye, Mvugo, Kazirabageni
BI 09	Mugozi, Kigivu, Nyamusenge, Gatungurwe, Muhweza, Mugende, Bugwana, Ngayane, Gasasa et Maramvya

Lors des entretiens avec les informateurs clés de la communauté, il a été demandé aux dirigeants communautaires de diviser la population en quatre groupes de richesse différents (très pauvres, pauvres, moyens, nantis) et de produire un profil des moyens d'existence pour chacun. Des groupes de discussion de représentants des ménages ont ensuite été organisés avec 4 à 8 représentants de chacun de ces quatre groupes socioéconomiques. Les équipes ont essayé de s'assurer qu'elles interrogeaient à la fois des hommes et des femmes. Le tableau ci-dessous indique le nombre d'informateurs clés communautaires et de représentants des ménages interrogés par sexe dans chaque zone. Pour une description plus détaillée de la méthodologie de terrain HEA, veuillez consulter le chapitre 3 du Guide à l'intention des praticiens sur l'approche de l'économie des ménages.[2]

	REPRESENTANTS COMMUNAUTAIRES		**REPRESENTANTS DES GROUPES DE RICHESSE**	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
BI 02	42	58	180	140
BI 05	50	60	160	160
BI 06	55	60	160	160
BI 07	40	55	150	150
BI 09	48	52	160	157
Total	**235**	**285**	**810**	**767**
Total (%)	**45%**	**55%**	**51%**	**49%**
GRAND TOTAL	520		1577	

[2] *The Practitioners' Guide to the Household Economy Approach*, The Food Economy Group (FEG) and Save the Children UK, 2008. Le guide est disponible à l'adresse : http://foodeconomy.com/resources/

C. Année de référence et année de consommation

L'année de référence et l'année de consommation sont deux concepts clés dans les études sur les moyens d'existence en milieu rural, en particulier dans la HEA. Dans les zones essentiellement agricoles - comme c'est le cas pour les cinq zones étudiées - l'année de consommation commence avec la récolte principale et se poursuit pendant 12 mois jusqu'à juste avant le début de la prochaine récolte. Les mois pendant et après la récolte sont des mois d'abondance relative au cours desquels les ménages consomment et vendent leurs propres récoltes ; en revanche, les mois précédant la récolte sont généralement des mois difficiles, surtout pour les plus pauvres, car les récoltes sont épuisées et les prix des denrées de base sont élevés. Une année de consommation prend en compte toutes ces variations sur une période de douze mois.

Toutes les données d'une étude de référence HEA se réfèrent à une année de référence, qui est une année de consommation récente au cours de laquelle la sécurité alimentaire et des moyens d'existence étaient "normale" ou "typique". Il s'agit d'une année au cours de laquelle la production agricole et animale n'a pas été largement plus élevée ou plus faible que d'habitude et au cours de laquelle il n'y a pas eu d'événements importants (tels qu'un cyclone ou une grave perturbation du marché) qui pourraient entraîner un changement important dans les moyens d'existence des ménages.

Pour sélectionner les années de référence pour chacune des cinq zones de moyens d'existence étudiées, l'équipe a analysé les données sur la production agricole et les précipitations au niveau provincial. Une première sélection a ensuite été confirmée au cours d'entrevues avec des représentants du gouvernement au niveau provincial et des informateurs clés au niveau communautaire. L'année de référence pour les cinq zones est le suivant : juin 2019 - mai 2020. Cette année est la dernière année de consommation complète avant le début de la pandémie de covid-19.

D. Consolidation et présentation des données

L'analyse et consolidation des données a eu lieu immédiatement après le travail de terrain dans chaque zone de façon individuelle. Ces ateliers d'analyse ont compté avec la participation des équipes de terrain au complet. Chaque équipe a été dirigée par un chef d'équipe HEA qualifié du Food Economy Group. Les cinq ensembles de données de base ont ensuite été examinés pour vérifier leur exhaustivité dans le cadre du processus d'inclusion des données de base dans les outils d'analyse des résultats.

Le consultant principal a présenté les résultats préliminaires pour les cinq zones à Bujumbura le 2 juillet.

V. Profils des moyens d'existence

Les cinq profils se trouvent à continuation.

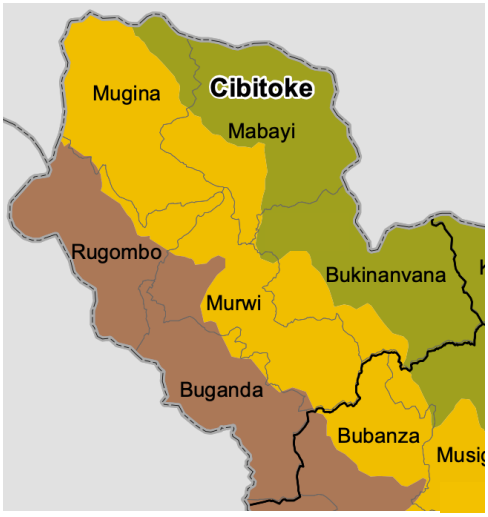
BURUNDI Profil Zone de Moyens d'Existence

Crête Congo Nil : manioc, riz, banane et café (BI02 CIB)

Juillet, 2021[3]

Description de la zone

La zone de moyens d'existence : Crête Congo Nil est une étroite bande qui s'étend de l'extrémité nord-ouest du pays vers le sud couvrant ainsi certaines parties des provinces de Cibitoke, Bubanza, Bujumbura mairie, Bururi et Makamba. Cette zone montagneuse s'élève au-dessus de la plaine d'Imbo et sert de transition spectaculaire entre les zones les plus basses à l'extrême ouest et les zones montagneuses plus à l'est. Les altitudes correspondantes vont de 1000 à 1800m. La zone est connue pour sa production extensive de petit bétail. Cette zone est particulièrement sujette aux glissements de terrain en raison de sa topographie montagneuse. Avec des sols limoneux dégradés généralement considérés comme peu fertiles, la production agricole de la zone est essentiellement pluviale, avec des précipitations moyennes de 1 000 à 1 250 mm par an. Il existe également quelques petites parcelles utilisées par des ménages nantis pour cultiver des cultures irriguées en contre-saison notamment les fruits (ex. ananas, pastèque), le maïs, ainsi que les légumes. Les principales cultures vivrières sont le manioc, le haricot et le maïs. Les principales cultures de rente vendues par les ménages plus aisés sont le riz, le café et les bananes. Les ménages nantis sont en mesure de tirer la majorité de leur alimentation de leur propre production, tandis que les ménages plus pauvres dépendent du marché (à travers la vente de la main d'œuvre) pour leur principale source de nourriture. De même, les sources de revenu varient en fonction de la richesse, les ménages les plus pauvres gagnant principalement leur vie grâce à la main d'œuvre agricole et aux opportunités de travail non agricole. La principale source de revenu pour les ménages plus aisés provient de la vente et de la revente des cultures, de l'auto-emploi et de l'élevage.



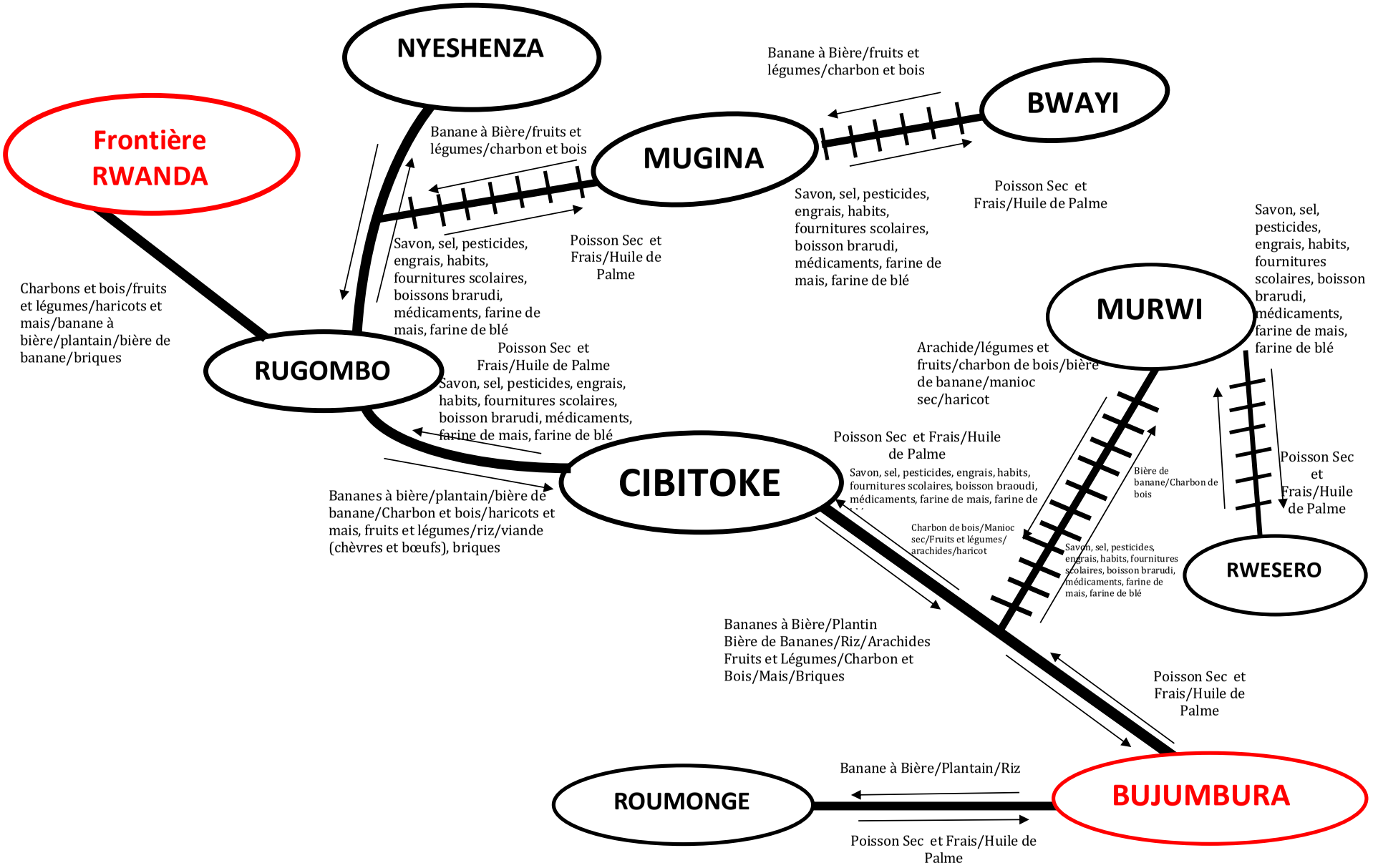
Pour des raisons programmatiques, le travail de terrain pour la création de cette ligne de base a été limité à la zone BI02 dans la province de Cibitoke uniquement. Par conséquent, il n'est pas possible d'affirmer que les informations présentées dans ce profil et dans la base de données d'informations quantitatives qui l'accompagne sont représentatives de l'ensemble de la zone de moyens d'existence. Les informations ne sont représentatives que des moyens d'existence des ménages ruraux qui résident dans la zone BI02 dans la province de Cibitoke.

Marchés

Le graphe ci-dessous de la zone étudiée indique globalement les types de relations commerciales entre les populations locales et les acteurs de marchés autour des principales voies d'accès de la zone vers Bujumbura et de la zone vers la frontière du Rwanda voisin.

L'existence et le fonctionnement normal des marchés sont des conditions indispensables pour garantir des moyens d'existence stables et durables aux populations locales durant toute l'année même si les voies routières à l'intérieur de la zone sont impraticables pendant la saison de pluie.

[3]Le travail sur le terrain pour le profil actuel a été entrepris en juin de 2021. Les informations présentées dans ce profil se rapportent à l'année de référence, qui couvre la période allant de juin 2019 à mai 2020. Dans la mesure où il n'y a pas de changements fondamentaux dans l'économie, l'information contenue dans ce profil devrait demeurer valide pendant environ cinq à dix ans (c.-à-d. jusqu'en 2024-2030). Tous les prix mentionnés dans le document se rapportent à l'année de référence.


NYESHENZA
Frontière RWANDA
Banane à Bière/fruits et légumes/charbon et bois
BWAYI
Banane à Bière/fruits et légumes/charbon et bois
MUGINA
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boisson brarudi, médicaments, farine de mais, farine de blé
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boissons brarudi, médicaments, farine de mais, farine de blé
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
Charbons et bois/fruits et légumes/haricots et mais/banane à bière/plantain/bière de banane/briques
MURWI
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boisson brarudi, médicaments, farine de mais, farine de blé
RUGOMBO
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boisson brarudi, médicaments, farine de mais, farine de blé
Arachide/légumes et fruits/charbon de bois/bière de banane/manioc sec/haricot
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boisson braoudi, médicaments, farine de mais, farine de ...
Bière de banane/Charbon de bois
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
CIBITOKE
Bananes à bière/plantain/bière de banane/Charbon et bois/haricots et mais, fruits et légumes/riz/viande (chèvres et bœufs), briques
Charbon de bois/Manioc sec/Fruits et légumes/ arachides/haricot
Savon, sel, pesticides, engrais, habits, fournitures scolaires, boisson brarudi, médicaments, farine de mais, farine de blé
RWESERO
Bananes à Bière/Plantin
Bière de Bananes/Riz/Arachides
Fruits et Légumes/Charbon et Bois/Mais/Briques
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme
Banane à Bière/Plantain/Riz
ROUMONGE
BUJUMBURA
Poisson Sec et Frais/Huile de Palme

Les échanges se font principalement autour des produits locaux et importés. La plaque tournante de cette interconnexion reste les marchés de Cibitoke, Rugomboet Bujumbura qui constituent les centres d'approvisionnement. Les principaux marchés de collecte mais aussi de destination de la zone sont : Rumonge, Nyeshenza, Mugina, Bwayi, Murwi et Rwesero. Ces principaux marchés servent de carrefour de collecte des produits locaux notamment le manioc sec, le haricot, le maïs, les arachides, le riz, les fruits, les légumes ainsi que la bière locale à base de banane. Les producteurs pauvres qui ont besoin d'argent avant la récolte vendent ces produits au moment des récoltes ou parfois quand les produits sont encore dans les champs, à un prix très bas pour revenir les acheter à un prix élevé après quelque mois. En retour, ces marchés reçoivent des produits agricoles comme les pommes de terre, le petit pois provenant du Kayanza (situé entre la zone de moyens d'existence BI05 et BI08).

Malgré le mauvais état des routes, toutes les denrées alimentaires sont disponibles en fonction de leurs périodes de récolte sur les marchés locaux. En plus des produits agricoles, les commerçants qui arrivent dans ces marchés apportent diverses denrées alimentaires comme les huiles, le sucre, les pâtes alimentaires, les farines de maïs et de blé, les poissons ainsi que d'autres produits manufacturés. Les prix des céréales connaissent une évolution saisonnière qui explique les différentes fluctuations au cours de l'année. Les prix les plus bas pour les denrées de base sont enregistrés à la récolte (juin-août et décembre-janvier) alors que les prix les plus élevés à la soudure (septembre-octobre ainsi que mars-avril). Il est à noter que les ventes de bétail atteignent leur maximum en septembre, période qui coïncide avec la rentrée scolaire ainsi que le début de la période de soudure et surtout de la saison agricole où les ménages ont besoin de l'argent pour faire face aux dépenses y afférentes.

La principale culture de rente de la zone demeure le café dont les unités de transformation (décorticage) se trouvent dans les collines de Nyeshenza et Rwesero au niveau de la zone. Il y a également les bananes à bière dont la transformation sous forme de bière locale par des producteurs constitue une source de revenu importante. En effet, la route commerciale de cette bière locale commence avec les producteurs locaux qui vendent aux collecteurs locaux pour la revente sur les marchés des communes et soit aux collecteurs qui arrivent jusqu'aux collines avec leurs camions pour acheter pendant la saison de récolte (juin-août) afin de vendre sur le marché de Bujumbura.

Le marché du travail a toujours été local et les effets du covid-19 (notamment la fermeture des frontières) avec la RDC voisine a intensifié cet état des faits. Du coup, selon les informateurs clés communautaires interviewés 60 % de la main-d'œuvre occasionnelle est effectuée dans les zones rurales et comprend généralement les activités agricoles dans les champs des ménages moyens, aisés et nantis, comme la préparation des terres, le semis, le sarclage et la récolte. Environ 20 % de la main-d'œuvre est employée dans les villes locales, 15% de cette main d'œuvre se tourne dans le marché du travail hors zone et 5 % hors du pays notamment au Congo. Le pic de migration de la main-d'œuvre a lieu en mars-avril mais aussi juillet et août.

Il y a des opportunités de travail qui s'offrent aussi pour les populations des zones frontalières. Ce sont surtout les hommes qui arrivent dans la zone pour chercher du travail au niveau des centres villes, notamment Cibitoke et Rugombo. Les types d'activités exercées par ces travailleurs migrants sont généralement le transport de personnes et de marchandises à vélo ou à moto ainsi que la construction. Des migrants arrivent notamment de la province de Kayanza qui est plus peuplé que les autres provinces. Sa population se déplace pour la vente des petits pois mais aussi à la recherche du travail de main d'œuvre et s'y installe à cause du manque des terres cultivables dans la province suite à la surpopulation de la province.

Historique aléas et année de référence

La réalisation d'une évaluation de référence de l'AEM se réfère à une période très spécifique appelée année de référence qui en est la notion centrale. Cette période de référence dure 12mois et coïncide généralement avec l'année de consommation, c'est-à-dire une année qui commence à partir du début des plus importantes récoltes des principales cultures dans une zone. Pour cette étude, l'année de référence va de juin 2019 à mai 2020 ; le mois de juin marque le début des plus grandes récoltes du maïs, du riz, des haricots ainsi que du manioc qui constituent les denrées de base de cette zone et l'année de référence se termine avec la fin de la saison de soudure en mai.

L'année 2019/20 a été une année moyenne en termes de rendements agricoles et par rapport à la consommation malgré la perturbation de certaines activités économiques due à l'avènement du COVID-19 ainsi que la forte pluviométrie en 2020.

Année	Score	Évènements
2020 – 2021	**4**	Précipitations régulières et une bonne récolte ont permis d'assurer une bonne année.
2019 - 2020	**3**	Une année normale pour la consommation due aux rendements agricoles acceptables malgré l'impact tardif du covid-19 ainsi que la forte pluviométrie en 2020 qui a toutefois été largement profitable aux cultures dont les tubercules et les bananes.
2018 – 2019	**3**	Une année de consommation normale malgré les maladies animales et végétales.
2017 - 2018	**3**	Une année moyenne avec des précipitations et une production moyenne.
2016 - 2017	**2**	Faibles rendements agricoles dus à la sécheresse prolongée ainsi qu'aux maladies de plantes et à l'insécurité politique.

5 = une excellente saison pour la sécurité alimentaire des ménages (par exemple en raison de bonnes pluies, de bons prix, de bons rendements agricoles, etc.)
4 = une bonne saison ou une saison supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
3 = une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages
2 = une saison inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
1 = une mauvaise saison (par exemple en raison de la sécheresse, des inondations, des maladies du bétail, des attaques de ravageurs) pour la sécurité alimentaire des ménages

Calendrier saisonnier pour l'année de référence

Le calendrier saisonnier illustre les principales activités économiques ainsi que les principaux évènements vécus au cours de l'année de référence. Ce calendrier saisonnier montre que les communautés sont occupées durant toute l'année avec une prédominance des activités agricoles. La production agricole au niveau de la zone est essentiellement pluviale, avec des précipitations moyennes totales de 1 000 à 1 250 mm, pendant la période de septembre à avril. La saison sèche dure en moyenne 4 mois, de mai à août.

D'une manière générale, l'analyse du calendrier montre de grandes périodes de concentration des principales activités et des évènements majeurs. Avec trois saisons au niveau de la zone, la première période qui commence en septembre correspond principalement aux activités champêtres notamment la préparation de la terre de la saison A suivie des semis en octobre et novembre et des récoltes en janvier (saison A) mais aussi au mois de juin (saison C). Ainsi, les ménages très pauvres et pauvres ne possédant pas de propriété foncière conséquente tirent une partie de leur revenu à travers ces travaux champêtres pour combler leur déficit. Malgré le revenu tiré de ces activités, les ménages très pauvres et pauvres s'endettent pendant les mois de septembre et octobre coïncidant avec la première période de soudure, qui est la période la plus difficile en termes d'accès à la nourriture à cause de la cherté des prix des denrées et de l'épuisement des stocks alimentaires.

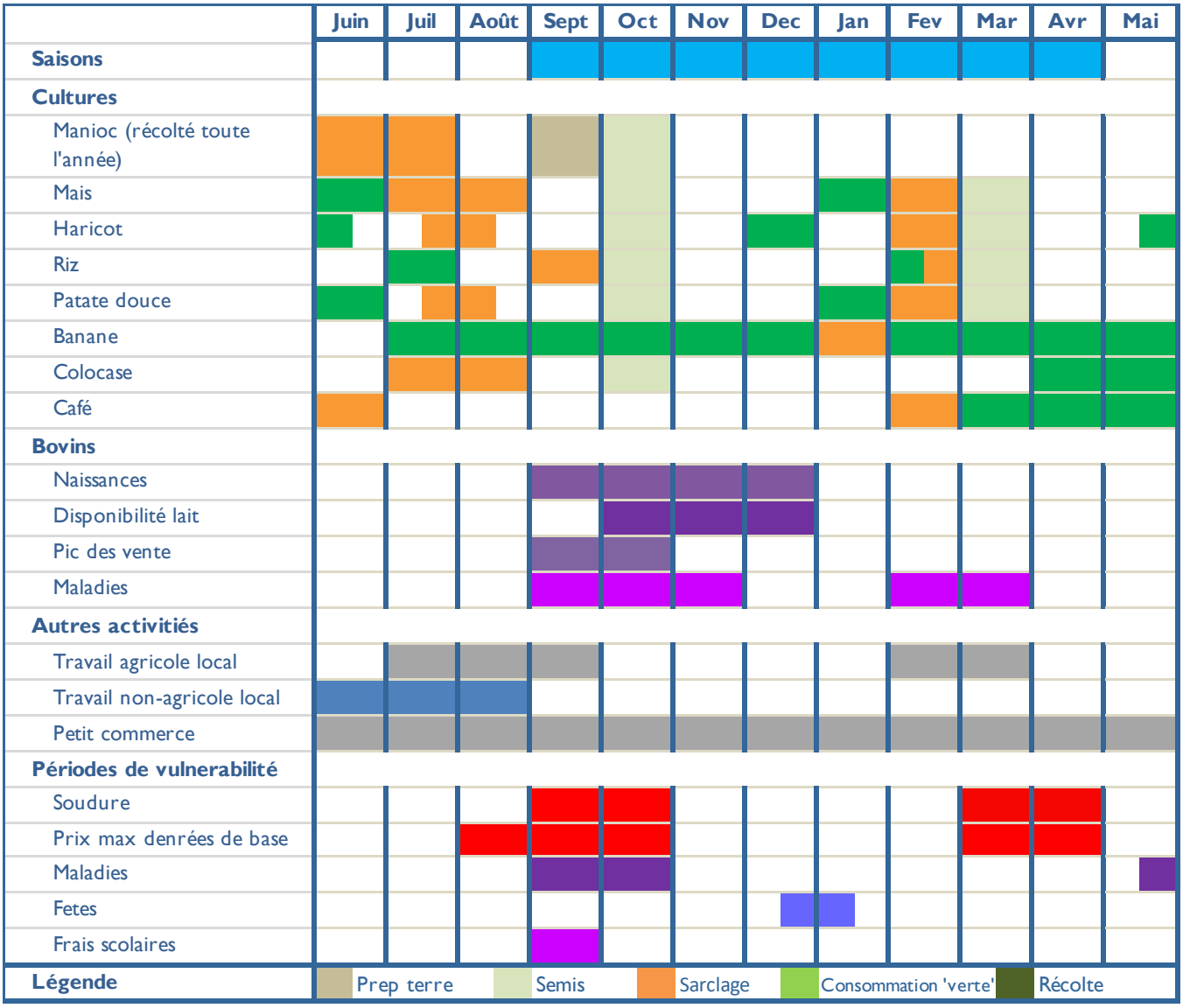
Le pic des naissances de bovins a lieu de septembre à décembre pendant la saison des pluies, lorsque de nouveaux pâturages permettent la production de lait. A partir des mois d'octobre, novembre et décembre, le pic de la production laitière est constaté ainsi que la vente de bétail qui constitue une source de revenu pour les ménages moyens et nantis. Les ventes de bovins atteignent un sommet en septembre – octobre correspondant à la période de rentrée scolaire et celle durant laquelle les agriculteurs ont besoin d'argent supplémentaire pour la préparation des terres et les semis. Ce sont aussi les mois où les maladies du bétail atteignent leur maximum, ce qui incite davantage les agriculteurs à vendre une partie de leur bétail avant qu'il ne soit affaibli ou qu'il ne meure d'une maladie. C'est pendant cette période de pluie que les maladies humaines notamment le paludisme sévit dans la zone entrainant des dépenses supplémentaires pour toutes les catégories de ménages.

La deuxième période qui correspond aux grandes récoltes de la saison B se déroule entre juin et juillet ; elle est donc considérée comme étant la période d'abondance en matière de nourriture pour toutes les catégories socio-économiques grâce aux bonnes disponibilités alimentaires. Elle est généralement marquée par la vente d'une partie de cette production généralement à bas prix par les ménages très pauvres et pauvres, le début de la

période active de labour des spéculations comme le maïs, le manioc, le haricot et la patate douce et de main d'œuvre non agricole (ex. construction).

La troisième période allant de janvier à avril. La période de préparation des champs au mois de mai à juin est suivie de semis aux mois de juin et juillet pour la saison C et la réparation des maisons ou des nouvelles constructions. Les récoltes de cette saison se font généralement au mois d'octobre (saison C).

D'autres périodes importantes du calendrier saisonnier sont des périodes de dépenses élevées et d'autres stress pour les ménages. Les prix des denrées alimentaires de base sont plus élevés d'août à octobre, lorsque les pluies commencent et de nouvelles cultures ont été plantées et que les réserves de la récolte précédente sont épuisées. La fête de Nouvel An est l'une des fêtes importantes où de grandes sommes d'argent sont dépensées pour les festivités, nourriture, vêtements et cadeaux en ces moments.



Découpage socio-économique

La catégorisation socio-économique des ménages de la zone a été faite par les communautés elles-mêmes sur la base des facteurs discriminants propres à la zone. Le type de ménage retenu dans la zone est le ménage économique qui est un groupe de personnes vivant ensemble, mettant en commun leurs revenus sous l'autorité d'un chef de ménage et partageant les mêmes repas. Dans la zone, le niveau de richesse réside dans la propriété foncière/superficies cultivées, la possession du bétail et des biens productifs. Plus le ménage est aisé, mieux il dispose de plus de terres cultivables, de bétail et d'autres biens productifs

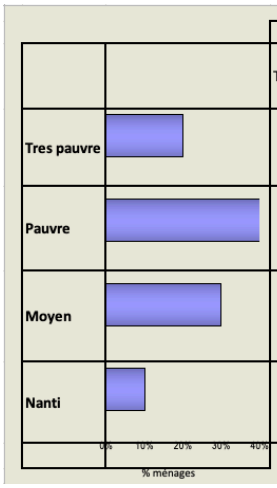
Cette différence entre les groupes socio-économiques montre que les nantis possèdent 3 à 5 ha et ont la possibilité de laisser leurs terres en métayage aux autres groupes. Ils ont cultivé en moyenne 3,5 ha pendant l'année de référence ; un peu mois de la moitié est du café. Les ménages moyens possèdent 1 à 2 ha et cultivent en moyenne 1,5 ha, dont une partie est loué ou accédée à travers le métayage. Entre un tiers et la moitié est réservé au café. Les ménages pauvres possèdent 0,3 à 0,6 ha, mais ils cultivent des terres supplémentaires en métayage, ce qui leur a permis de cultiver en moyenne 0,4 ha pendant l'année de référence. Les ménages très pauvres possèdent de plus petites parcelles, moyennant 0.05-0.3 ha en total. Ils arrivent à mettre en valeur environs 0,25 ha par an grâce au métayage. Du coup les ménages nantis avec 3,5 ha cultivés, mettent en valeur 14 fois plus de terre que les plus pauvres, ce qui met en exergue le grand problème du manque de propriété foncière parmi les ménages pauvres et très pauvres. Ces ménages sont obligés de faire les travaux agricoles dans les propriétés agricoles des ménages nantis pour partager la récolte à la production (cette pratique est appelée *Kurima Kigabure, '*cultiver pour partager la récolte').

Les ménages nantis possèdent en moyenne 2-4 bovins, 1-3 porc, 5-8 caprins et 10-13 volailles. Les nantis possèdent également un vélo et un téléphone, ce qui les distingue des autres groupes socioéconomiques, car ils leur permettent d'avoir plus de revenu. Les ménages moyens possèdent typiquement entre 0,5 et 1,5 bovin, 1-3 porc, 2,5 – 4 caprins et 6-12 volailles. Les ménages pauvres possèdent également de bétail, ils élèvent ainsi entre 0 et 1,5 porcs mais aussi caprins, 2 à 8 volailles et 4 à 6 cobayes par an. Les ménages très pauvres possèdent aussi quelques animaux ; ainsi on pouvait trouver chez eux 0 à 1,5 caprins, 1 à 3 cobayes et 1 à 4 volailles. L'élevage du bétail et l'accroissement des exploitations agricoles permettent aux ménages nantis et moyens de tirer une part importante de leurs revenus de la production agricole et de la vente de bétail.

Il existe d'autres différences dans la façon dont les divers groupes socioéconomiques génèrent des revenus. Ainsi en dehors de la vente de la production vivrière et du bétail, les ménages nantis et moyens s'engagent dans la production et la vente du café mais aussi dans le commerce de la bière de banane. Pendant ce temps leurs paires très pauvres et pauvres s'engagent beaucoup plus dans les activités aléatoires notamment le salariat agricole.

Selon les informateurs clés communautaires, les ménages pauvres représentent environ 60% des ménages de la zone (20% de très pauvres et 40% de pauvres) alors que les ménages les aisés représentent 40% (30% de moyens et 10% de nantis). Selon les données collectées, dans cette zone la taille des ménages augmente généralement avec la richesse. Ainsi les ménages très pauvres comprennent généralement 5 personnes, les ménages pauvres 6 personnes alors que les moyens et les nantis comptent respectivement 7 et 8 personnes. Cela ne signifie pas nécessairement que le nombre d'enfants du chef de famille est plus élevé, mais que le nombre de personnes à charge du ménage est plus important.

En dépit des potentialités agricoles de la zone, aucun groupe de richesse ne produit suffisamment de production agricole pour couvrir les 12 mois de l'année et cette capacité est encore plus faible pour les ménages les plus pauvres qui sont sans actifs suffisants.

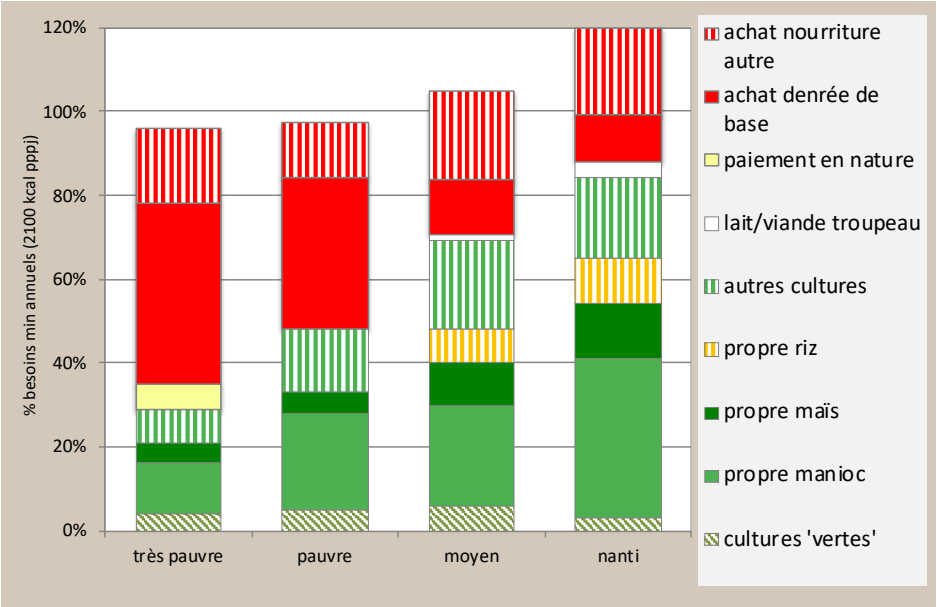


		Caracteristiques groupes socio-économiques								
		Taille ménage	Proprieté foncière (ha)	Superficie cultivée (ha)	Cultures vivrières (ha)	Cultures pérennes (ha)	Cultures	Bétail	Volaille	Autres actifs
Tres pauvre		4-6	0,05 - 0,3	0,1-0,3	0,1-0,3		maïs, haricots, manioc, bananes, patate douce	0-1,5 caprins; 1-3 cobayes	0-10	houe et machette
Pauvre		5-7	0,3 - 0,6	0,1-0,3	0,1-0,3		maïs, haricots, manioc, bananes, patate douce, colocase	0-1,5 caprins; 0-1,5 porcs; 4-6 cobayes; 0-1 lapins	0-10	houe et machette
Moyen		6-8	1-2	1-3	1-2	0,2-1,2	idem plus riz, légumes et café	0,5-1,5 bovins; 2,5-4 caprins; 1-3 porcs; 0-3 cobayes; 0-2 lapins	6-18	outils agricoles, 0-2 téléphones
Nanti		7-10	3-5	3-4	1,5-3	1-2,5	idem plus riz, légumes et café	2-4 bovins; 5-8 caprins; 1-3 porcs; 0-3 cobayes	0-30	outils agricoles, 1-3 téléphones; 0-1 vélo

Note : Le pourcentage de ménages par catégorie représente le point médian d'une fourchette.

Sources de nourriture

Le graphique ci-dessus présente les sources de nourriture pour les ménages de différents groupes de richesse dans la zone de moyens d'existence pour la période de juin 2019 à mai 2020. Juin 2019 représente le début de l'année de consommation parce que c'est la période à partir de laquelle se font les plus importantes récoltes. Les aliments sont présentés en pourcentage du seuil minimum de 2100 kcal par personne et par jour pour la période de 12 mois. Pendant la période de référence, il y avait deux sources principales de nourriture et deux autres sources mineures. Les principales sources étaient la



Dans le graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme un apport énergétique alimentaire moyen de 2100 kcal par personne et par jour. Il est à noter que les aliments sont présentés en pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour une période de 12 mois.

production agricole et le marché et les autres deux sources étaient les produits de l'élevage qu'on retrouve chez les ménage moyens et nantis et les paiements en nature qui sont une source de nourriture spécialement chez les très pauvres. Les ménages plus aisés et moyens cultivent plus de terres et dépendent donc davantage de leurs propres cultures ; ils ont aussi plus de bétail, ce qui leur permet de cultiver davantage et leur donne accès au fumier organique et surtout à la consommation du lait. Les ménages pauvres, cependant, avec moins de terres et moins de bétail, dépendent du marché pour leurs besoins alimentaires. Les ménages très pauvres de la zone ont accès à moins de terre pour la production alimentaire, de sorte qu'ils comblent environ 60% de leurs besoins alimentaires annuels en achetant sur le marché (dont environ 70% sur des aliments de base notamment le manioc et le maïs). Les paiements en nature représentaient environ 6 % de leurs calories annuelles, principalement le haricot reçu mais aussi du manioc en paiement de la main-d'œuvre agricole généralement pour le travail pendant la récolte. Pour les ménages pauvres, les cultures propres ont couvert presque50 % des besoins alimentaires annuels (dont les contributions les plus importantes sont 23 % des besoins annuels pour le manioc, 10% pour le haricot, 5 % pour le maïs). Les achats alimentaires représentaient un peu plus de 50% des calories annuelles des ménages pauvres au cours de l'année de référence.

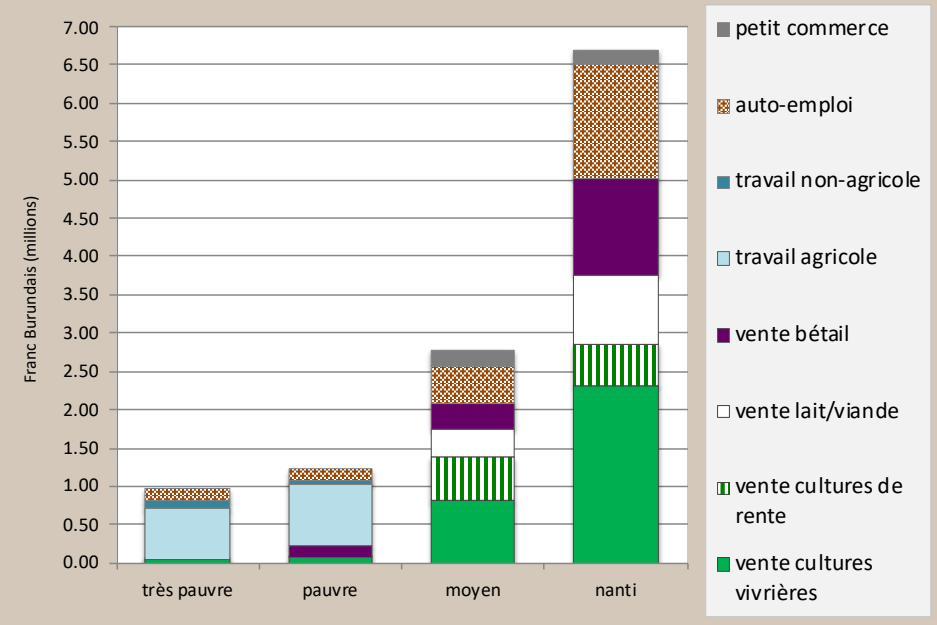
Pour les ménages aisés et moyens, les cultures propres ont couvert respectivement 85% et 70% des besoins alimentaires annuels. Ainsi, respectivement entre 40% et 25 % des calories provenaient du manioc, 15% et 10 % du maïs, 10% des haricots et 10% du riz. Les ménages plus aisés cultivaient plus de manioc, du maïs, de haricots et du riz que les ménages moyens, tandis que les ménages pauvres donnent la priorité à la production du manioc et de haricots. Les achats d'aliments ont couvert respectivement 35-30 % des besoins caloriques annuels chez les moyens et les nantis tandis que les produits d'élevage (lait) couvrent 2% et 4 %. Les ménages nantis achètent la plupart de leur viande et de leur poisson au marché. Le nombre total de calories consommées par les ménages varie en fonction de la richesse, les ménages plus aisés couvrant environ 120% de leurs besoins minimums au cours de l'année de référence - un pourcentage élevé, mais raisonnable sur la base de la superficie exploitée mais aussi des investissements effectués en intrants - et les ménages très pauvres couvrant à peine 96%, ce qui démontre une fois encore les écarts extrêmes en matière de richesse dans cette zone. Aussi les ménages très pauvres et pauvres ont malheureusement une forte consommation de tubercules notamment le manioc, la patate douce et la colocase dont la valeur nutritionnelle est plus faible, ce qui pourrait à la longue avoir des conséquences sur la nutrition des enfants et des adultes vivant dans ces ménages.

Sources de revenu

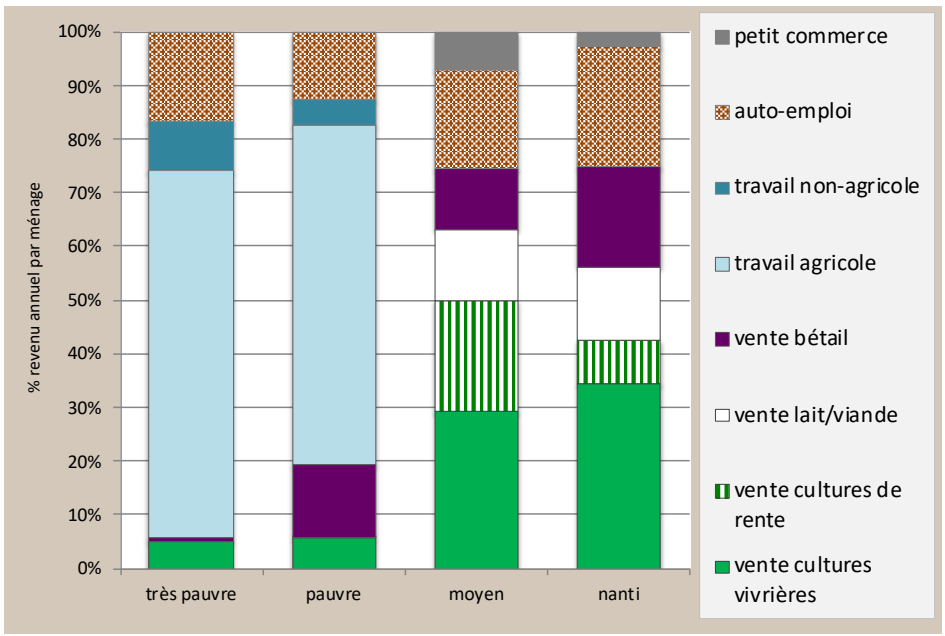
Les graphiques ci-dessus montrent le revenu en espèces d'un ménage type de chaque groupe socioéconomique, tant en termes absolus que proportionnels. Dans l'ensemble, les nantis gagnent généralement 2,5 fois plus que les moyens, 5 fois plus que les pauvres et 7 fois plus que les très pauvres.
Le tableau ci-dessous présente les fourchettes du revenu gagnés par chaque groupe.

Pendant l'année de référence, la principale source de revenus des ménages très pauvres et pauvres de la zone était la main-d'œuvre agricole locale. Tous les membres actifs du ménage ont participé à la préparation des terres, au semis, au labour ainsi qu'aux tâches liées à la récolte. Les revenus du travail agricole représentaient plus de 70 % du revenu annuel en espèces pour les très pauvres et environ 60 % pour les pauvres. Le glissement de terrain et les aléas climatiques impactent sur le rendement cultural et l'approvisionnement alimentaire, ils perturbent et limitent également les activités agricoles, mettant en péril les moyens d'existence les plus importants des ménages les plus vulnérables de la population.

La rubrique auto-emploi est la deuxième source de revenu la plus importante pour les ménages très pauvres. Ces ménages dépendent principalement de la fabrication et la vente des



Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en espèces du Franc burundais (FBU) selon la source de revenu.



Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en termes relatifs, par catégorie.

TABLEAU SYNTHESE REVENU ANNUEL (m=million de francs Burundais)				
Groupe socio-économique	**Très pauvre**	**Pauvre**	**Moyen**	**Nantis**
Revenu annuel par ménage[4]	780,000 – 1,3m	900,000 – 1,6m	1,8m-6m	6m-13m

[4]Le taux de change moyen de l'année de référence de juin 2019 à mai 2020 varie entre 1796 ET 1945 FBU pour 1 USD.

briques mais aussi du charbon de bois pour gagner environ 20 % de leur revenu annuel en espèces. Le pic de ces activités a lieu entre juin et août, ce qui constitue une importante source de revenus coïncidant ainsi avec la période de récolte après la période de soudure des mois de mars et avril.

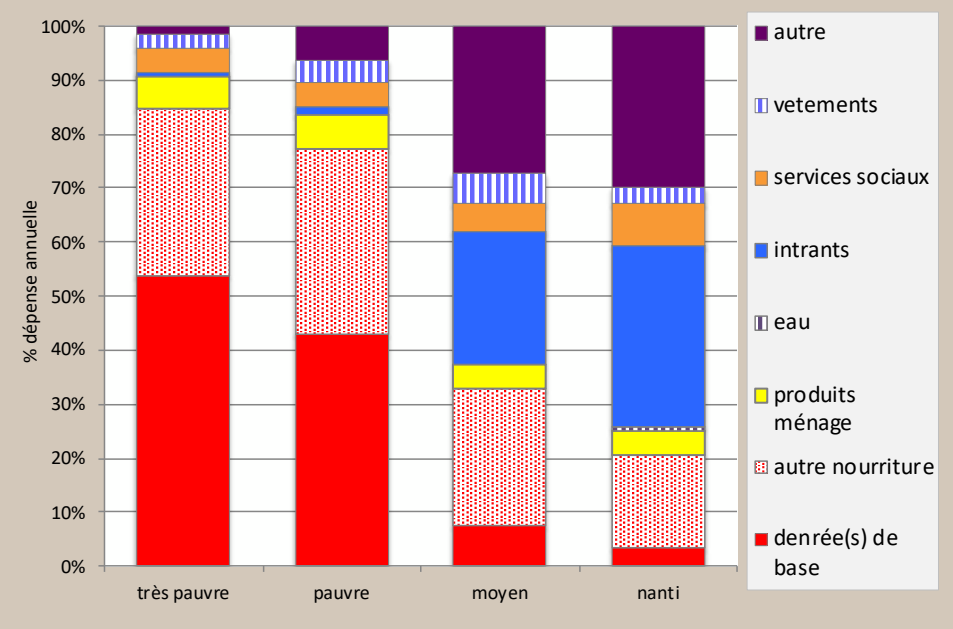
La maçonnerie et le transport des produits alimentaires et non alimentaires à travers les vélos (comme l'indique l'image ci-contre) ont également contribué dans une faible mesure au revenu des ménages très pauvres provenant de la rubrique main d'œuvre non agricole. Il est à noter que ces derniers ont accès aux vélos comme moyens de transport (qui leurs permettent d'avoir un revenu) via les ménages aisés qui les achètent pour eux afin qu'ils puissent travailler et gagner 1000FBU par jour, si bien que ce gain peut augmenter les jours du marché où il ay plus d'opportunité de travail. Du coup après la main-d'œuvre agricole, l'auto-emploi sous forme de vente de charbon de bois et des briques ; la main d'œuvre non agricole était la troisième source de revenu la plus importante pour les très pauvres et la quatrième chez les pauvres, fournissant respectivement 10% et 5% du revenu annuel de ces ménages. Lorsque les ressources forestières locales sont épuisées, le bois est souvent récolté gratuitement sur des terres appartenant à des ménages aisés ou nantis, ce qui constitue une importante source de revenus pour les ménages très pauvres et pauvres.

Les ventes de bétail, principalement de la volaille ont contribué pour seulement1 % du revenu annuel des ménages très pauvres. Alors que chez les pauvres, ces ventes concernent aussi les caprins et les porcs en dehors de la volaille. Elles représentaient ainsi environ 15 % des revenus annuels des ménages pauvres. Les ménages pauvres cultivent en moyenne 0,4 ha de terres (y compris le métayage de quelques 0,05 hectares), cependant leur production agricole est réservée principalement pour la consommation. Ils vendent des bananes et du manioc pour tirer jusqu'à 5% de leurs revenus annuels.

Les ménages moyens et plus aisés, dont le capital foncier est plus important, ont tiré respectivement 45% et 40% de leur revenu annuel de la vente de récoltes, principalement les cultures vivrières ainsi que les cultures commerciales notamment les légumes et le café au cours de l'année de référence. Les ventes de bétail ainsi que le lait étaient la troisième source de revenus la plus importante chez les moyens et les nantis avec une contribution respective de 20% et 30% du revenu annuel. Ces ménages vendent généralement les porcelets après leurs naissances à 50,000FBU l'un sauf pour ceux qui ont plus de capacité leurs permettant de les engraisser pour les vendre plus tard jusqu'à 200,000FBU l'un. En plus des ventes de porcs, des caprins et bovins, les revenus proviennent surtout de la vente du lait de vache dont le litre est vendu pour environ 700FBU. Cette vente de lait contribuait pour 10% du revenu annuel des ménages moyens, légèrement plus 12% chez les nantis. Il faut en effet noter que ces ventes de bétail se font généralement au mois de septembre qui coïncide avec la rentrée scolaire et aussi le début de la période de soudure où l'argent est nécessaire pour le paiement de frais de scolarité ainsi que l'achat des produits alimentaires. Les ménages moyens et nantis tiraient environs 20% de leur revenu annuel en espèces de l'auto-emploi et le commerce : des activités de petites entreprises comme boutiquiers, marchands ou grossistes de cultures ainsi que la fabrication et la vente de la bière locale.

Postes de dépenses

Le graphique présente les tendances des dépenses pour l'année de référence de juin 2019 à mai 2020. Alors que les dépenses absolues augmentent avec la richesse en fonction du revenu total en espèces, la représentation des dépenses par pourcentage dans ce graphique montre le montant relatif des revenus consacrés aux différentes postes de dépenses. Tous les ménages doivent dépenser de l'argent tout au long de l'année pour une gamme de biens et de services. Il s'agit notamment des aliments de base et autres aliments, des articles ménagers, des intrants de



Le graphique présente les dépenses annuelles totales en espèces par ménage et par catégorie de dépenses.

production, des services sociaux ainsi que des vêtements et d'autres articles divers. Ainsi ces graphiques présentent quelques points importants sur les priorités et les besoins de dépenses des ménages dans cette zone. Bien que les ménages des quatre groupes socioéconomiques dépensent de l'argent dans presque toutes ces catégories, il existe de grandes différences. Tout d'abord, les deux groupes les plus pauvres ont dépensé une part beaucoup plus importante de leurs revenus annuels uniquement pour se procurer de la nourriture. Les dépenses consacrées à l'alimentation de base en sont l'exemple le plus frappant : les ménages très pauvres y consacrent plus de 50% de leur revenu monétaire annuel, contre 45% pour les pauvres, 10% pour les moyens et mois de 5% pour les nantis. Cela signifie qu'en plus de gagner moins que les deux groupes aisés, les très pauvres et les pauvres dépensent la majeure partie de leur argent pour l'alimentation de base et disposent donc proportionnellement de beaucoup moins d'argent pour acheter les produits non alimentaires qui offrent une diversité alimentaire. Cette faiblesse des dépenses alimentaires des ménages aisés s'explique par une production agricole nettement plus élevée, qui a constitué une source de nourriture pendant une grande partie de l'année de référence. La catégorie des aliments de base comprend ici le manioc, le maïs, et le haricot.

Les dépenses absolues pour les aliments autres que les aliments de base augmentent avec la richesse (la tendance inverse de celle observée pour les aliments de base). Plus un ménage est riche, plus il peut dépenser pour des aliments autres que les aliments de base et plus son alimentation est diversifiée. Cette catégorie d'aliments non essentiels comprend le sucre, l'huile, la viande et le poisson frais ; il est important de noter ici que les très pauvres n'achètent ni la viande ni le sucre à plus forte raison le poisson - Être très pauvre, c'est avoir une alimentation diversifiée très pauvre.

Les dépenses pour les intrants agricoles suivent la même tendance que les aliments autres que les aliments de base, mais avec une différence remarquable entre tous les groupes socioéconomiques. Pendant que les très pauvres et les pauvres consacrent respectivement 0,7% et 1,4% de leurs dépenses totales aux intrants, chez les ménages moyens elles représentent 30% et les nantis - pour lesquels les intrants constituent une catégorie de dépenses colossale allouent 35% de leur revenu annuel. Les moyens et les nantis consacrent respectivement 20% et 25% de leurs revenus annuels à l'emploi de la main-d'œuvre agricole (issue des ménages plus pauvres) alors que les très pauvres et les pauvres se focalisent sur uniquement sur l'achat des semences. L'achat de semences ne représentent que 2 à 3% des dépenses d'intrants des moyens et des nantis, qui disposent généralement de suffisamment de céréales de la récolte de l'année précédente pour les utiliser comme semences. La catégorie des intrants comprend également les produits vétérinaires ainsi que le fourrage pour le bétail (achetés uniquement par les ménages moyens et nantis), les engrais (achetés uniquement par les ménages moyens et nantis), les outils agricoles et autres intrants divers.

Les dépenses de santé et d'éducation augmentent aussi en termes absolus par groupe de richesse. Elles représentent environ 5% des dépenses annuelles pour les très pauvres, et les pauvres, contre respectivement 6% et 9% pour les moyens et les nantis. Les parents de cette zone ne paient pas les frais de scolarité pour l'école primaire mais ils paient les fournitures scolaires telles que les livres et uniformes. Les ménages moyens et nantis envoient généralement certains enfants au secondaire dans les villes où ces dépenses d'éducation peuvent s'accroitre. Ces paiements sont généralement effectués au début de l'année scolaire, en septembre, lorsque les prix des denrées alimentaires de base sont élevés et qu'il faut de l'argent pour commencer la saison agricole, ce qui n'est pas sans conséquence sur la vie des ménages mais aussi leur volonté de soutenir leurs enfants qui sont à l'école surtout pendant une mauvaise année.

La rubrique " articles ménagers " comprend notamment les condiments (comme le sel), le savon, l'éclairage, le meulage des grains (seuls les riches et les moyens y consacrent de l'argent à cet effet ; les pauvres et les très pauvres le font généralement à la main), et le bois de chauffe pour la cuisine qui est acheté seulement par les nantis.
Les dépenses d'habillement représentent 4% et 3% du revenu annuel gagné par les pauvres et les très pauvres contre 6% de celui des moyens. Enfin, la catégorie "autres" comprend les dépenses de transport et communication téléphonique, les fêtes, les obligations communautaires et autres dépenses non essentielles comme la bière locale dont l'achat représente respectivement 1% et 2% du revenu annuel des ménages très pauvres et pauvres contre 3% chez les moyens et 5% chez les nantis. Il est à noter enfin que seuls les ménages moyens et nantis sont en mesure d'épargner une proportion de leur revenu annuel et que ce sont notamment les ménages nantis qui s'efforcent typiquement de mettre suffisamment de l'argent de côté à travers l'achat des biens tels qu'un champ ou une parcelle.

Aléas

Les principaux **aléas chroniques** (c'est-à-dire ceux qui surviennent chaque année) sont les maladies des cultures, celles du bétail, les changements climatiques. Ces derniers ainsi que le glissement de terrain et les maladies de cultures constituent la plainte commune de toutes les communautés de la zone. Ces maladies des cultures affectent toutes les cultures et endommagent les produits dans les champs ou après les récoltes. En effet la mosaïque affecte le manioc tandis que le bananier et le maïs sont affectés respectivement par le flétrissement bactérien du bananier (Banana Xanthomonas Wilt; BXW) et la chenille légionnaire d'automne (CLA). Il est à noter que certains ménages des groupes moyens et nantis peuvent acheter des produits sur le marché pour lutter contre ces maladies des cultures. Les principales maladies du bétail sont la peste de petits ruminants (PPR) qui affecte les caprins, la grippe aviaire qui affecte la volaille et la peste porcine africaine (PPA) qui affecte les porcs sans compter les maladies bovines. Les ménages ayant les capacités paient en espèces pour vacciner leurs animaux si bien qu'il n'y a pas de prévention ou de traitement conséquent. Ce manque de facilités vétérinaires n'est pas sans conséquence sur la stabilité des moyens d'existence des communautés. Cette situation concerne principalement les ménages des groupes moyens et nantis qui possèdent du bétail.

Les principaux **aléas périodiques** sont les suivants :

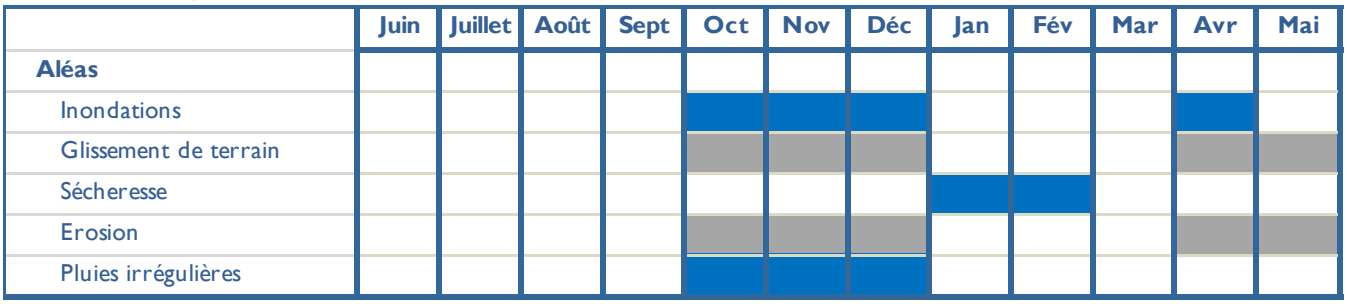
- Les changements climatiques (insuffisance, abondance ou mauvaise répartition de la pluviométrie). Cela nuit à la croissance des cultures et se produit une fois tous les deux ans si bien que les sécheresses plus graves soient moins fréquentes mais ont un effet plus négatif si elles arrivent.

- Les inondations dues à de fortes pluies qui détruisent les cultures, provoquent l'envasement des marais et augmentent l'incidence des maladies des cultures. Les inondations se produisent une fois tous les deux ans aussi. Ces inondations qui perturbent le calendrier agricole peuvent également réduire la demande de la main-d'œuvre agricole, ce qui a des répercussions sur les ménages très pauvres et pauvres qui dépendent beaucoup du salariat agricole pour leurs revenus.

- Le glissement de terrain avec ces conséquences notamment la perte des ressources naturelles ainsi que des dommages causés aux terres de manière générale et aux cultures en particulier.

- L'érosion du sol sur les collines, qui est exacerbée par certaines pratiques de culture et la déforestation, affecte les récoltes tous les deux ans environ. Les agriculteurs construisent des bermes (fossés

antiérosifs) qui empêchent temporairement l'érosion du sol, mais après une saison, la perte de sol se poursuit à cause du manque d'entretien de ces fossés antiérosifs (besoin d'un curage à chaque saison pour conserver leur efficacité). L'érosion des sols entraîne une baisse des rendements, des mauvaises récoltes, une dévaluation des terres.



Stratégies d'adaptation

mauvaise année. Lorsque cela se produit, les ménages s'engagent vers un certain nombre d'autres activités quotidiennes moins dépendantes de la météo, comme la maçonnerie, la fabrication de briques et l'artisanat.

Augmenter la vente du charbon de bois : La fabrication et la vente du charbon de bois sont courantes dans la zone et les ménages pauvres sont en mesure d'accroître ces activités en période de difficultés économiques. Le charbon de bois est vendu toute l'année, sauf pendant la saison des pluies, et les ventes s'intensifient pendant la période de mai à août malgré l'interdiction de couper les arbres par les autorités.

Réduction des dépenses d'articles non essentiels : Les ménages réduisent leurs dépenses en articles non essentiels comme l'huile, les vêtements, la bière locale ainsi que les cotisations religieuses.

Consommer des aliments moins préférés : En réponse aux aléas qui limitent la production agricole et augmentent les coûts alimentaires, les ménages modifient leurs habitudes de dépenses et de consommation notamment l'option de consommer les produits moins préférés et moins cher, par exemple augmenter la quantité du manioc réduisant l'achat de riz qui est plus cher.

Pendant les mauvaises années, les ménages emploient également certaines stratégies qui sont considérées comme des stratégies d'adaptation négatives. Il s'agit de stratégies préjudiciables qui ne sont pas recommandées car elles menacent la santé, la sécurité ou la dignité et affectent de manière irréversible la capacité des ménages à se rétablir. Les stratégies d'adaptation qui endommagent ou mettent en danger l'environnement sont également considérées comme des stratégies d'adaptation négatives. Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages très pauvres et pauvres de cette zone au cours d'une mauvaise année comprennent **la réduction de la taille des repas** et **le saut de repas, la vente du petit bien animalier** et **la vente de leurs terres**.

Les stratégies d'adaptation des ménages à revenu moyen et des ménages plus aisés comprennent :

Réduction des dépenses d'articles non essentiels : Les ménages réduisent leurs dépenses en articles non essentiels comme les fêtes, la viande, le poisson, l'huile, les vêtements, la bière, la communication ainsi que les cotisations religieuses et les cadeaux.

Vente et consommation de stocks de réserve : Les ménages nantis stockent généralement des réserves après la récolte pour les vendre en septembre-octobre lorsque le prix atteint un pic ou pour les consommer plus tard dans l'année. Dans une mauvaise année où la production est faible, ces ménages vendent leur stock ou le consomment plus tôt.

Vente de bétail : Bien que les troupeaux ne soient pas importants dans cette zone, les ménages moyens et nantis possèdent généralement 2 à 8 caprins, 1 à 4 bœufs et 1 à 3 porcs. Ces animaux peuvent être vendus en période de soudure pour économiser de l'argent afin d'acheter d'autres équipements ou d'utiliser l'excédent pour acheter des aliments complémentaires pour diversifier la ration alimentaire.

Réduction de la main d'œuvre agricole : Pendant une mauvaise année, il y a des limites évidentes au revenu supplémentaire qui peut être gagné surtout avec l'augmentation de demande de travail des pauvres. C'est pourquoi les ménages moyens et nantis réduisent l'emploi des travailleurs agricole en temps. Cette stratégie utilisée a un effet d'entrainement inverse pour les ménages pauvres car elle réduit les gains dont bénéficient ces ménages.

Les semis multiples sont une stratégie de réponse aux mauvaises récoltes fréquentes causées par les aléas climatiques. Les ménages qui peuvent se permettre d'acheter un deuxième et parfois un troisième lot de semences réensemencent plus tard dans la saison.

Emprunter de l'argent : Les ménages disposant d'actifs à utiliser en garantie contractent un prêt au cours d'une mauvaise année, généralement au début de la campagne agricole, en septembre. En supposant que la récolte est bonne, ils remboursent le prêt avec intérêts en juin ou janvier.

Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages moyens et nantis au cours d'une très mauvaise année comprennent **la vente de tous leurs bovins, caprins et porcs** et **l'hypothèque d'une partie ou de la totalité de leurs terres**. Ils prennent du temps pour les récupérer une fois que ces actifs productifs ont été vendus.

Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire

Les principaux paramètres énumérés dans le tableau ci-dessous sont les sources de nourriture et de revenus qui contribuent de manière substantielle à l'économie des ménages dans la zone d'existence BI02 crête Congo Nil. Celles-ci devraient faire l'objet d'un suivi afin d'indiquer les pertes ou les gains potentiels pour les économies locales des ménages, soit par le biais de systèmes de suivi permanent, soit par des évaluations périodiques. Il est également important de surveiller les prix des principaux postes de dépenses, y compris les denrées alimentaires de base.

	Paramètre clé - Quantité	**Paramètre clé - Prix**
Cultures	• Manioc – niveau de récolte • Haricot – niveau de récolte • Maïs – niveau de récolte • Banane – niveau de récolte	• Prix manioc • Prix haricot • Prix maïs • Prix banane
Production animale	• Porc – nombre vendu • Caprin – nombre vendu • Bovin – nombre vendu	• Prix porc • Prix caprin • Prix bovin
Autres sources de nourriture et revenu	• Main d'œuvre agricole (pré-récolte) -demande • Main d'œuvre agricole (récolte) – demande • Main d'œuvre non agricole (construction) - demande	• Taux de rémunération du travail agricole (pré-récolte et récolte) • Taux de rémunération du travail non agricole (construction)
Dépenses (denrée de base)		• Manioc • Haricot
Autres postes de dépenses		• Prix semences • Prix engrais

Recommandations

Les recommandations à plus long terme suggérées ci-dessous, classées par ordre de priorité par groupe de richesse, comprennent celles qui ont été mises en évidence par les personnes interrogées elles-mêmes et celles qui ont été faites par l'équipe d'évaluation à la suite de discussions détaillées et d'observations sur le terrain. Toutes ces suggestions nécessitent d'autres études de faisabilité détaillées.

Très Pauvres et Pauvres	Moyens et Nantis
Faciliter l'accès aux petits bétails à travers la distribution.	Faciliter l'accès et accroître la disponibilité des intrants agricoles (engrais, pesticides, semences améliorées).
Accès aux terres cultivables.	Formation en technique agricole et accroître la disponibilité des services vétérinaires.
Faciliter l'accès et accroître la disponibilité des intrants agricoles (engrais, semences améliorées).	Promouvoir et faciliter l'accès aux crédits agricoles et d'investissement.
Amélioration de l'approvisionnement en eau potable à travers l'adduction des eaux.	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable à travers l'adduction des sources d'eaux.
Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux notamment la santé et l'éducation.	Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux notamment la santé et l'éducation.
Réhabiliter et /ou améliorer l'infrastructure routière afin de permettre une facile accessibilité et accroitre le développement des activités économiques.	Réhabiliter et /ou améliorer l'infrastructure routière afin de permettre une facile accessibilité et accroitre le développement des activités économiques.

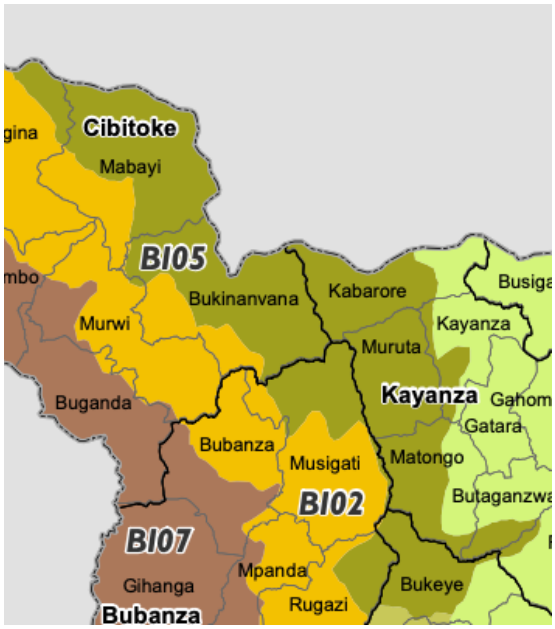
Burundi Profil Zone de Moyens d'Existence

Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé (BI05) — Juillet, 2021[5]

Description de la zone

La zone de moyens d'existence *Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé* (BI05) comprend la partie nord du terrain montagneux qui traverse le Nord-Ouest du pays. Elle est bordée à l'est par la crête supérieure de la zone de moyens d'existence *Plateaux Humides* (BI08), au sud par la zone *Haut Altitude Sud* (BI06) et à l'ouest par la zone *Crête Congo Mil* (BI02).

Comme le montre la carte ci-contre, la zone comprend des sections de la province de Muravya (commune de Bukeye), de la province de Kayanza (les communes de Matonga, Muruta et Kabarore) et de la province de Cibitoke (les communes de Bukinanyana au nord et de Mabayi au nord-ouest).



BI05 - Haute Altitude Nord

Cette zone de moyens d'existence est constituée de nombreux massifs montagneux dont les massifs Twinyoni, Cendajuru, Ruhwa, Nyamagana et Rugogo qui traversent le commune de Mabayi, ainsi que les massifs Ruvubu, Rutobo, Nyawisesera, Nampemba et Nkokoma dans la commune de Matongo. L'altitude de la zone varie de 1900 à 2500 mètres au-dessus du niveau de la mer. La végétation que l'on trouve à cette altitude est dominée par la forêt de montagne, qui offre une ressource importante en bois pour les ménages et un microclimat humide. Une réserve forestière gouvernementale s'étend de Kayanza à la province de Cibitoke. Les sols sont acides mais encore considérés comme modérément fertiles. Les sols de la commune de Matongo contiennent des ferrisols anthropiques et sont améliorés par des ajouts fréquents de fumier et des labours. Bien que ces sols aient généralement une bonne productivité, les pentes raides sur lesquelles ils se trouvent ne sont pas suffisamment protégées contre l'érosion, et l'érosion des sols est un défi fréquent pour l'agriculture.

Les précipitations sont fiables et cette zone n'a notamment pas connu d'aide alimentaire d'urgence ces derniers temps. La zone reçoit le plus grand volume de précipitations du pays avec 1300 mm à 2000 mm par an et bénéficie de températures douces à fraîches, deux facteurs qui favorisent la production d'une grande variété de cultures pluviales. Les températures moyennes varient entre 14°C et 27°C. La saison des pluies s'étend de septembre à mai, les mois d'octobre à avril enregistrant les plus fortes précipitations. Cette longue saison des pluies permet deux cycles de plantation par an pour une variété de cultures. La principale saison de récolte a lieu en juin, lorsque le maïs, les haricots, et les tubercules sont récoltés, avec une seconde récolte en décembre/janvier. La principale saison de soudure va de mars à mai, suivie d'une deuxième saison de soudure en septembre-novembre. La densité de population se situe en moyenne entre 500 habitants/km2 et 200 habitants/km2.

L'économie locale est basée sur l'agriculture pluviale. L'agriculture se fait à la main, ce qui génère une demande plus ou moins constante de main-d'œuvre - une source importante de revenus pour les ménages pauvres, qui ne produisent pas assez de cultures à vendre pour en tirer un revenu. Le travail occasionnel est la principale source de revenus en espèces pour les ménages les plus pauvres. Si la majorité de ce travail se fait dans l'agriculture locale, une part importante provient également des emplois dans les usines de thé, des mines, du petit commerce

[5] Le travail sur le terrain pour le profil actuel a été entrepris en mai-juin de 2021. Les informations présentées dans ce profil se rapportent à l'année de référence, qui couvre la période allant de juin 2019 à mai 2020. Dans la mesure où il n'y a pas de changements fondamentaux dans l'économie, l'information contenue dans ce profil devrait demeurer valide pendant environ cinq à dix ans (c.-à-d. jusqu'en 2026-2031. Tous les prix mentionnés dans le document se rapportent à l'année de référence.

de produits alimentaires et du travail dans les villes, notamment à Bujumbura. En plus des emplois dans les usines de thé, les communes de Muruta et de Mabayi possèdent des plantations de thé qui offrent des opportunités de travail agricole.

Le maïs est la principale céréale, et est cultivé par tous les ménages. Les patates douces et les haricots sont des cultures importantes cultivées dans la zone par tous les ménages, les ménages plus nantis étant capables de produire suffisamment pour vendre comme culture de rente en plus de l'utilisation pour la consommation du ménage. Les autres cultures comprennent le blé, les tubercules comme le manioc, les pommes de terre et le taro, ainsi que le thé et les légumes, comme le chou et les pois, et les fruits, notamment le plantain, la goyave et l'avocat. Les ménages pauvres sont loin de satisfaire leurs besoins minimum en aliments de base à partir de leurs propres champs, comme le font les ménages plus riches, et doivent dépendre fortement du marché pour se nourrir, ainsi que des aliments qui leur sont donnés en paiement direct du travail. Les ménages plus nantis tirent la plupart de leurs revenus de la vente des récoltes et du bétail, mais ils s'accaparent également le marché des petites entreprises commerciales, comme la production et la vente de bière locale à base de bananes.

Tous les ménages, à l'exception des plus pauvres, possèdent quelques animaux, les chèvres et les poulets étant les plus répandus. Les bovins, les porcins et les moutons sont présents dans la zone, mais seuls les ménages des groupes de richesse supérieurs en possèdent. Les vaches fournissent du fumier pour fertiliser les cultures, la viande et du lait pour le ménage et pour la vente. Les vaches et les chèvres paissent librement ou sont gardées près de la propriété dans des structures permanentes qui sont répandues dans toute la zone. Du fourrage est acheté toute l'année pour le bétail afin de compléter le pâturage. Les animaux et leurs produits apportent une contribution importante aux revenus des ménages les plus riches.

Marchés

Dans l'ensemble, l'accès au marché est modéré à médiocre. Les principales zones commerciales et marchés présents dans la zone sont Mabayi, Ndora, Rwegura (Muruta), Rugazi (Kabarore), Kayanza, et Matongo La route principale reliant Bujumbura au Rwanda traverse la zone, offrant des opportunités de commercialisation pour la vente de cultures, de légumes et de bétail. Alors que les routes nationales (RN1 Bujumbura Kayanza et RN10 Kayanza Rugombo) sont goudronnées et permet aux marchandises de circuler en toute saison, l'accès aux marchés intermédiaires est difficile en raison du mauvais état des routes au niveau des communes. En général, les routes communales sont des pistes en terre qui sont mal entretenues. Pendant la saison des pluies, l'accès devient plus difficile en raison du mauvais état des routes. L'accès s'améliore pendant la saison sèche mais la traversée des rivières reste un problème car les ponts ne sont pas bien entretenus. La commune de Kabarore est presque inaccessible pendant la saison des pluies en raison de l'impraticabilité des routes. De plus, les prix du marché sont bas et les vendeurs ont du mal à justifier les coûts de transport, ce qui décourage encore plus les déplacements vers le marché.

Les principales cultures commercialisées hors de la zone sont les patates douces, les pommes de terre, le thé, les plantains et le blé. Les récoltes sont achetées par les commerçants au niveau des villages pour être transportées vers le principal marché local. Les pommes de terre et le blé sont transportés à Bujumbura via Muruta et Kayanza, tandis que les plantains sont amenés à Bujumbura via Mabayi. Les ventes de pommes de terre sont maximales de mai à juillet, bien qu'elles soient vendues tout au long de l'année. Les ventes de blé atteignent un pic en août/septembre, juste avant la période de soudure et la préparation de l'année scolaire ; des périodes où les besoins en argent liquide des ménages augmentent. Le thé est vendu tout au long de l'année, bien que le volume diminue pendant la saison sèche. Le thé est commercialisé dans des centres de collecte (Hangar) au sein des collines et est transporté par des véhicules de l'entreprise vers les usines pour être transformé. Le thé transformé est vendu à l'intérieur du pays ainsi qu'à l'exportation. Les haricots et les légumes sont vendus en juin et en décembre/janvier, tandis que les plantains et les patates douces sont récoltés et vendus toute l'année.

Le bétail est commercialisé sur les mêmes marchés locaux que les cultures, les porcins étant le seul animal commercialisé jusqu'à Bujumbura. Les ventes culminent en décembre et janvier, lorsque la demande d'animaux vivants pour les célébrations augmente et que les agriculteurs peuvent obtenir le prix le plus élevé, et entre juin

et août, lorsque les ménages doivent combler des déficits alimentaires croissants et faire face aux dépenses scolaires.

Les aliments de base les plus importants achetés sur les marchés locaux sont le maïs et la farine de maïs, la farine de manioc, les patates douces et, dans une moindre mesure, le riz. Le riz et la farine de maïs sont tous deux importés d'autres localités nationales aussi que des marchés internationaux. Les achats d'aliments de base augmentent régulièrement de juin à septembre, à mesure que les stocks des ménages diminuent, bien que la farine de manioc et le riz soient achetés régulièrement toute l'année. Les voies d'approvisionnement en aliments de base sont les mêmes que pour les cultures, mais dans le sens inverse, de Bujumbura aux marchés locaux des six communes.

Les marchés du travail sont principalement locaux et liés à l'agriculture. Le travail non agricole dans les usines de thé est disponible dans les communes de Muruta, Mabayi et Bukeye tout au long de l'année, et les opportunités d'exploitation minière sont disponibles dans la commune de Mabayi principalement pendant la saison sèche. En outre, des opportunités de travail peuvent être trouvées en dehors de la zone à Bujumbura et dans la zone BI06, et occasionnellement à Kayanza, Ngozi et Cibitoke. Ce sont surtout les hommes qui se déplacent en dehors de la zone pour chercher du travail dans les villes. Les types d'activités exercées par ces travailleurs migrants sont le transport de personnes et de marchandises à vélo, la corvée d'eau, le travail domestique, la sécurité/gardiennage, la construction et le lavage de vaisselle dans les restaurants. Les mouvements de main-d'œuvre atteignent leur apogée de juin à août, lorsque les possibilités de travail agricole local sont rares.

Historique aléas et année de référence

L'évaluation de base se réfère à une période de temps très spécifique appelée " année de référence ". Dans la zone de moyens d'existence *Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé,* l'année de référence couvrait la période de consommation de juin 2019 à mai 2020. Lors des entretiens avec les chefs communautaires, il a été demandé aux informateurs de classer les cinq dernières années en termes de performance saisonnière, " 1 " indiquant une mauvaise saison et " 5 " une excellente saison. Le tableau ci-dessous, qui résume la réponse des chefs communautaires, montre que les niveaux de sécurité alimentaire sont considérés comme relativement stables et n'ont pas beaucoup fluctués au cours des cinq dernières années. Cela est dû en partie à la stabilité saisonnière générale et à des précipitations suffisantes, mais aussi à la nature des régimes alimentaires locaux, fortement dépendants de la patate douce et du manioc comme principaux aliments de base, des cultures très résistantes aux changements de régimes climatiques, capables de pousser sur des terres marginales.

L'année de référence juin 2019-mai 2020 était la dernière année de consommation complète avant que le travail de terrain n'ait lieu. Elle a été considérée comme une année moyenne car elle a bénéficié d'une bonne pluviométrie et de récoltes globalement normales. Les précipitations favorables ont toutefois été compensées par les maladies des cultures, qui ont réduit les récoltes de maïs, de haricots, de pommes de terre, de manioc et de plantain. Les maladies du bétail ont touché les porcs et les chèvres pendant l'année de référence. Les ménages pauvres ont répondu à ces défis en pulvérisant les cultures de maïs et de haricots avec des herbicides de novembre à février, après la plantation et avant la récolte, les chèvres ont été vaccinées en février et mars et les porcs infectés ont été mis en quarantaine de mai à juillet, période du pic de maladie.

L'année 2018-2019 a également été une année moyenne, avec de bonnes précipitations qui ont conduit à une récolte favorable pour la plupart des cultures, notamment le blé. L'année 2017-2018 a été une année inférieure à la moyenne pour la production alimentaire. Des pluies excessives, une attaque de chenilles légionnaires pendant l'automne, la peste des petits ruminants, la fermeture des marchés à bétail et l'exécution de bétail ont contribué à en faire une année inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire. L'année 2016-2017 a été une année moyenne, voyant de bonnes précipitations et des récoltes favorables. Les niveaux de récolte ont bénéficié de la formation parrainée par le gouvernement tout au long de l'année sur les pratiques modernes de semis en ligne pour protéger les cultures contre l'érosion.

Année	Score	Évènements
2019-2020	**3**	Bonne pluviométrie et résultats de production moyens. Variétés améliorées de patates douces et de pommes de terre irlandaises par les centres de recherche. Maladies des cultures affectant le maïs, les haricots, le manioc, les pommes de terre et les bananes. Maladies du bétail, affectant surtout les porcs et les chèvres. Niveaux de sécurité alimentaire moyens.
2018-2019	**3**	Bonne pluviométrie et niveaux de production moyens. Bons niveaux de récolte pour le blé. Maladie des cultures affectant les pommes de terre.
2017-2018	**2**	Niveaux de récolte inférieurs à la moyenne. Pluies excédentaires. Le maïs a été attaqué à un niveau élevé par la chenille légionnaire d'automne. La PPRpendant la saison A et fermeture des marchés du bétail et l'abattage des petits ruminants.
2016-2017	**3**	Bonne pluviométrie et niveaux de récolte moyens. Aide gouvernementale à la formation aux techniques agricoles modernes de semis pour protéger les cultures contre l'érosion.
5 = une excellente saison pour la sécurité alimentaire des ménages (par exemple en raison de bonnes pluies, de bons prix, de bons rendements agricoles, etc.) 4 = une bonne saison ou une saison supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages 3 = une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages 2 = une saison inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages 1 = une mauvaise saison (par exemple en raison de la sécheresse, des inondations, des maladies du bétail, des attaques de ravageurs) pour la sécurité alimentaire des ménages		

Calendrier saisonnier pour l'année de référence

Typique des latitudes tropicales, le calendrier saisonnier de la zone de moyens d'existence *Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé* est défini par une longue saison des pluies, avec une période de pluies plus faibles de mi-février à mi-mars, et une saison sèche mieux définie entre juin et septembre. Ce régime des pluies permet de réaliser deux saisons de culture pour la plupart des produits cultivés ici (haricots, maïs, patates douces et pommes de terre). Les pluies qui tombent de la mi-février à mai, appelées *impeshi* (saison des pluies B), sont considérées comme les pluies principales et, par conséquent, la récolte de juin à août est la récolte principale. La saison de soudure primaire va de mars à mai et se termine en juin avec la récolte principale. Les pluies qui suivent la saison sèche, appelées *agatasi* (saison des pluies A), tombent de septembre à la mi-février et donnent la deuxième récolte en décembre-janvier, ce qui met fin à la période de soudure moins sévère qui commence en septembre.

La majeure partie de la préparation du terrain doit avoir lieu lorsque les pluies se sont calmées, ce qui fait que le travail de la préparation des terrains est intense en septembre/octobre pour *agatasi* (saison A) et en janvier/février pour *impeshi* (saison B). Les semis et les plantations ont lieu lorsque les pluies reprennent en février/mars et en octobre. En raison de la pénurie de terres, l'association de cultures est très courante. Les ménages pauvres plantent généralement des patates douces, des haricots et du maïs ensemble. Les ménages moyens et nantis plantent les cultures de façon individuelle pendant les saisons A et B, et mélangent patates douces, haricots et pois pendant la saison C. Les champs de plantains et d'autres arbres fruitiers sont généralement cultivés en association avec des cultures saisonnières comme les haricots, le maïs, le manioc et le taro.

La récolte a lieu en juin/juillet et à nouveau en décembre/janvier, en commençant par la récolte principale de maïs et de pommes de terre en juin, suivie de la récolte de blé en juillet/août. À la mi-mai, il y a une récolte verte de haricots, ainsi que de maïs vert. La deuxième récolte a lieu après les pluies *agatasi* et commence par la récolte des haricots, des patates douces et des pommes de terre en décembre, suivie de la récolte du maïs en janvier/février. Le thé est récolté une fois par semaine tout au long de l'année dans les champs de thé privés de chaque colline et amené aux centres de collecte appartenant aux compagnies de thé. Les patates douces et le manioc sont récoltés tout au long de l'année, avec un pic de récolte pour les patates douces en juin et décembre. Le manioc sert de culture vivrière de réserve et reste dans le sol pendant une période initiale de 12 mois. Il est ensuite récolté selon les besoins, souvent pendant la saison sèche, lorsque le manioc est séché et utilisé pour la farine.

Grâce aux deux grandes saisons de culture (A et B) and une petite (C), la demande de main-d'œuvre locale est presque constante. Les ménages les plus riches emploient des travailleurs locaux pour aider au défrichage, au labourage manuel, aux semailles et à la plantation, au désherbage, à la pulvérisation et à la récolte. Les travailleurs peuvent choisir d'être payés en nature ou en espèces selon les besoins de leur ménage, mais les paiements en espèces domine largement.

Le travail non agricole connaît un pic de juin à août, pendant la saison sèche lorsqu'il n'y a pas assez de travail agricole pour ceux qui cherchent du travail ou immédiatement après la récolte. Les hommes migrent à l'intérieur de la zone pour trouver des emplois dans les mines ou les usines de thé ou cherchent des emplois dans les villes. Selon les chefs communautaires rencontrés, environ 5% des travailleurs migrent hors de la zone vers Bujumbura, Kayanza, Ngozi ou Cibitoke à la recherche d'un emploi. Le petit commerce et les activités commerciales connaissent également un pic de juin à août. Le petit commerce est principalement pratiqué par les femmes et a lieu dans les centres des villages collinaires sur de petits stands le long des rues principales. Les marchandises les plus vendues sont des produits alimentaires, par exemple des condiments, des légumes, des fruits, des petits sachets d'huile, du sucre, du riz ou de la farine. De juin à août, les ménages nantis vendent le bois des arbres de

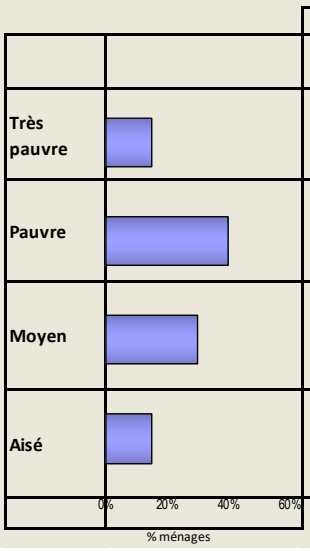
leurs champs pour fabriquer du charbon de bois afin de gagner un revenu supplémentaire pendant la saison sèche.

Les ventes de bétail (bovins) atteignent un pic dans les semaines précédant les grands festivals, lorsque la demande et les prix augmentent. Le prix des chèvres et des porcs augmente également de novembre à janvier, car la demande augmente avant les fêtes. Les ventes d'animaux augmentent également au plus fort de la période de soudure, entre septembre et novembre, lorsque les ménages ont besoin d'argent pour combler les déficits alimentaires. Les animaux peuvent également être vendus pour acheter des intrants agricoles au début des saisons agricoles ou pour couvrir les coûts de la nouvelle année scolaire. Certains ménages ont un surplus de lait disponible à la vente d'octobre à janvier.

La période de pointe pour les achats de nourriture se situe pendant les deux saisons de soudure, de septembre à novembre et de février à avril ; c'est également à ces moments que les prix des aliments locaux augmentent. L'incidence des maladies humaines augmente de décembre à février, pendant la saison des pluies, lorsque les maladies d'origine hydrique et le paludisme sont plus fréquents. Les maladies du bétail atteignent un pic d'octobre à décembre, pendant la première moitié de la saison des pluies, et lorsque les animaux sont les plus faibles au sortir de la saison sèche de juin-août.

Découpage socio-économique

Le graphique ci-dessous résume les types et le nombre d'actifs productifs que les ménages types de chaque groupe de richesse possèdent et/ou gèrent. La colonne de gauche indique le pourcentage des ménages de la zone qui appartiennent à chaque groupe de richesse. Environ 55% des ménages sont considérés comme très pauvres ou pauvres, 30% sont considérés comme à revenu moyen et 15% sont considérés comme nantis.



	Caracteristiques groupes socio-économiques						
	Taille ménage	Proprieté foncière (ha)	Superficie cultivée (ha)	Cultures	Bétail	Volaille	Autres actifs
Très pauvre	3-5	0.03-0.05	0.1-0.3	patates douces, haricots, maïs, blé, plantains	0-2 cobaye		
Pauvre	4-6	0.15-0.35	0.4-0.8	patates douces, haricots, maïs, blé, plantains, pommes de terre, manioc, légumes	0-2 caprins; 1-3 cobaye		
Moyen	5-7	1-2	1-2; 20% banane, 30% arbres, 50% thé/café	patates douces, haricots, maïs, blé, plantains, pommes de terre, manioc, legumes, thé, fruitiers	0-2 bovins; 0-2 porcins, 2-4 caprins	1-3 volaille	0-1 vélos
Aisé	6-8	2-3	1-3; 20% banane, 30% arbres, 50% thé/café	patates douces, haricots, maïs, blé, plantains, pommes de terre, manioc, legumes, thé, fruitiers	1-3 bovins; 1-3 porcins, 3-5 caprins; 0-2 ovins	2-6 volaille	1-2 vélos; 0-1 motos

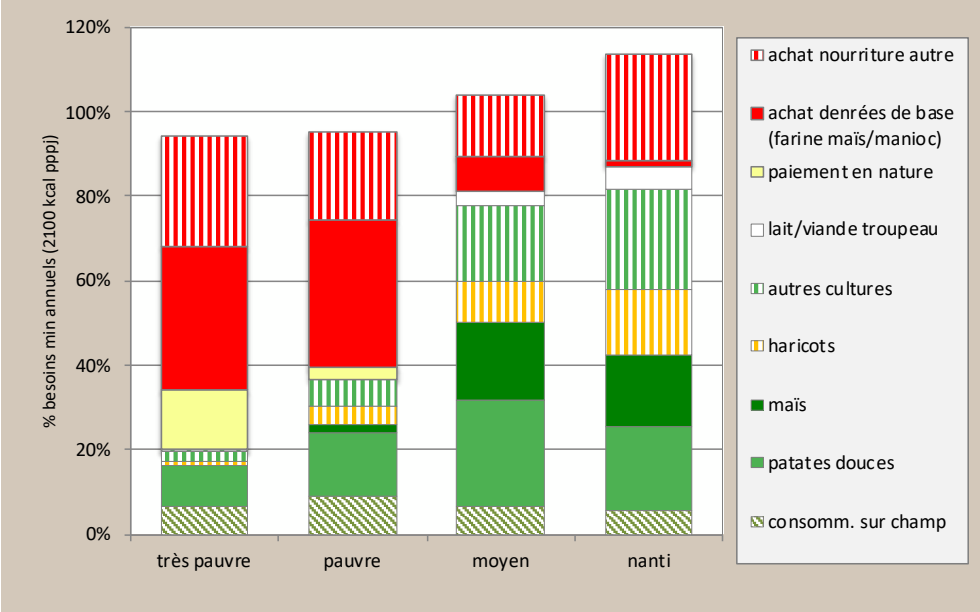
Note : Le pourcentage de ménages par catégorie représente le point médian d'une fourchette.

L'agriculture est la base de l'économie locale, à la fois comme source principale de nourriture et comme source principale de revenus. La terre est donc le principal moteur de la richesse dans la zone, avec le capital pour payer la main-d'œuvre agricole engagée ainsi que le bétail. Les ménages plus nantis exploitent en moyenne deux hectares de terre, tandis que les ménages pauvres exploitent en moyenne 0,6 ha et les ménages très pauvres 0,2 ha. Disposant de suffisamment de terres pour leurs besoins de production, les ménages plus aisés mettent une partie de leurs terres à la disposition des ménages très pauvres et pauvres, ce qui permet à ces derniers de cultiver plus de terres qu'ils n'en possèdent. Les ménages moyens et nantis disposent d'un capital suffisant pour embaucher des travailleurs agricoles et pour acheter des intrants plus nombreux et de meilleure qualité. Disposant de plus de terres, ils cultivent également une plus grande variété de cultures, notamment des cultures de rente comme le thé, les pommes de terre, les légumes, en particulier le chou, de grandes quantités de patates douces, et des fruits d'arbres, notamment le plantain, l'avocat et le fruit de la passion.
Les ménages moyens et nanti possèdent du bétail, notamment des chèvres, des porcs et des bovins, et disposent donc de leur propre source de lait.. Ces ménages disposent de suffisamment de terres pour faire paître les animaux et ont généralement suffisamment de résidus de récolte et d'herbes pour compléter leur alimentation

ou sont en mesure d'acheter du fourrage supplémentaire si nécessaire. Le revenu annuel généré par la vente du bétail et de ses produits dérivés est relativement élevé (entre 30%-35% du revenu total des ménages moyens et nantis) et constitue une importante activité économique complémentaire à l'agriculture pour les ménages aisés qui peuvent se permettre de posséder du bétail. Les animaux peuvent être vendus à tout moment de l'année lorsque le besoin d'argent liquide augmente.
Dans l'ensemble, la terre et le bétail sont les actifs les plus importants pour les ménages moyens et nantis, mais pour les ménages très pauvres et pauvres, l'actif le plus important est le travail agricole.

Sources de nourriture

Le graphique de droite montre les sources de nourriture des ménages de différents groupes de richesse dans la zone de moyens d'existence pour la période de juin 2019 à mai 2020. Juin 2019 représente le début de l'année de consommation car c'est le moment où les gens récoltent les principales cultures de maïs, de haricots, de patates douces et de pommes de terre. La nourriture est présentée comme un pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour la période de 12 mois.



Dans le graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme un apport énergétique alimentaire moyen de 2100 kcal par personne et par jour. Il est à noter que les aliments sont présentés en pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour une période de 12 mois.

Il y a deux sources principales de nourriture dans cette zone : la production agricole et les aliments achetés. Les autres sources mineures d'alimentation sont les paiements en nature pour le travail agricole des ménages pauvres et très pauvres. Il n'y a pas eu d'aide alimentaire pendant l'année de référence.

Les ménages nantis et à revenu moyen cultivent plus de terres et dépendent donc davantage de leurs propres cultures ; ils possèdent également plus de bétail, ce qui leur permet de cultiver davantage et leur donne accès au fumier, au lait et à la viande. Les ménages pauvres et très pauvres, en revanche, avec moins de terres et moins de bétail, dépendent du marché pour leurs besoins alimentaires.

Au cours de l'année de référence, les aliments achetés ont été la principale source de nourriture des ménages très pauvres et pauvres, couvrant environ 60 % de leurs besoins alimentaires annuels (dont environ 35 % provenaient des aliments de base que sont le maïs, la farine de maïs et la farine de manioc, et le reste des patates douces, des haricots, du riz et de l'huile). La dépendance des ménages pauvres à l'égard du marché a été quelque peu atténuée par la possibilité d'être payés en nature pour le travail agricole. Les aliments reçus par les ménages très pauvres et pauvres en échange de leur travail couvraient en moyenne 14 % et 3 % de leurs besoins annuels respectivement.

En combinant la récolte de leurs propres terres et des terres des ménages plus riches qu'ils cultivent, les ménages très pauvres et pauvres ont pu couvrir environ 20 % et 35 % de leurs besoins alimentaires annuels, respectivement, grâce à leur propre production. Pour les ménages très pauvres, 9 % provenaient des patates douces, 6 % du maïs et 5 % d'autres cultures, dont le plantain, les haricots et le blé. Pour les ménages pauvres, 15 % provenaient des patates douces, 9 % du maïs, 5 % des haricots et 6 % d'autres cultures, comme le plantain, le manioc et le blé.

Les ménages moyens et nantis possédant de plus grandes propriétés foncières étaient presque autosuffisants en termes de production alimentaire, atteignant environ 80 % ou plus de la couverture alimentaire, même après la vente de quantités importantes. Sur cette quantité, environ 23-25 % des calories provenaient du maïs, 20-25 % des patates douces, 10-16 % des haricots et les 18-24 % restants d'une combinaison d'autres cultures comme les pommes de terre, le plantain, le blé et le manioc. Le bétail étant élevé principalement pour le fumier, la traite et le commerce, les principaux produits d'élevage consommés sont le lait (3-5%). Les ménages nantis achètent la plupart de leur viande au marché, mais cela ne représente que 1% des calories annuelles. Les autres aliments achetés au marché par les ménages moyens et nantis comprenaient le riz (5-12%), l'huile de cuisson (6-9%) et le sucre (3%). Comme les ménages nantis produisent de grandes quantités de patates douces et de haricots, ils ne dépendent pas du marché pour ces aliments de base et n'ont acheté qu'une quantité minime de farines de maïs et de manioc (1 %).

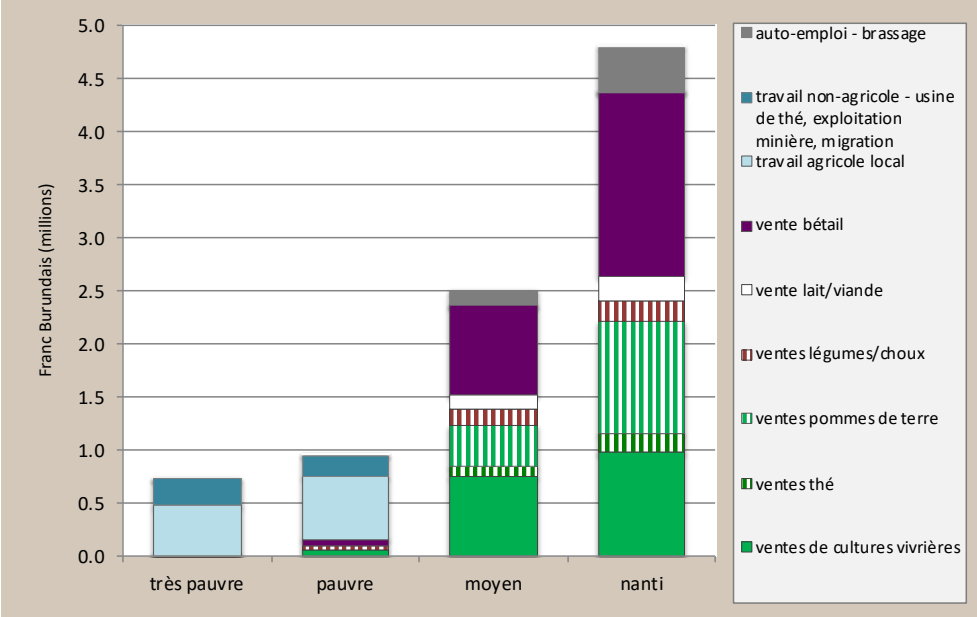
Le nombre total de calories consommées par les ménages varie en fonction de la richesse, les ménages nantis couvrant environ 114 % de leurs besoins minimums au cours de l'année de référence et les ménages très pauvres n'en couvrant que 94 %, se contentant souvent d'un seul repas par jour, ce qui démontre les disparités de richesse dans ce domaine.

Sources de revenus

Les graphiques ci-dessous montrent les sources typiques d'argent liquide et les niveaux de revenus pendant l'année de référence dans les quatre groupes de richesse. En moyenne, au cours de l'année de référence, les ménages moyens ont généré trois fois plus de revenus que les ménages très pauvres et pauvres, et les revenus des ménages plus nantis étaient plus de six fois supérieurs (voir le tableau ci-dessus).

Le deuxième graphique donne une image plus claire des profils de revenus des différents groupes de richesse. On peut y voir que les ménages très pauvres dépendaient de la vente de leur travail pour générer 98 % de leur revenu annuel.

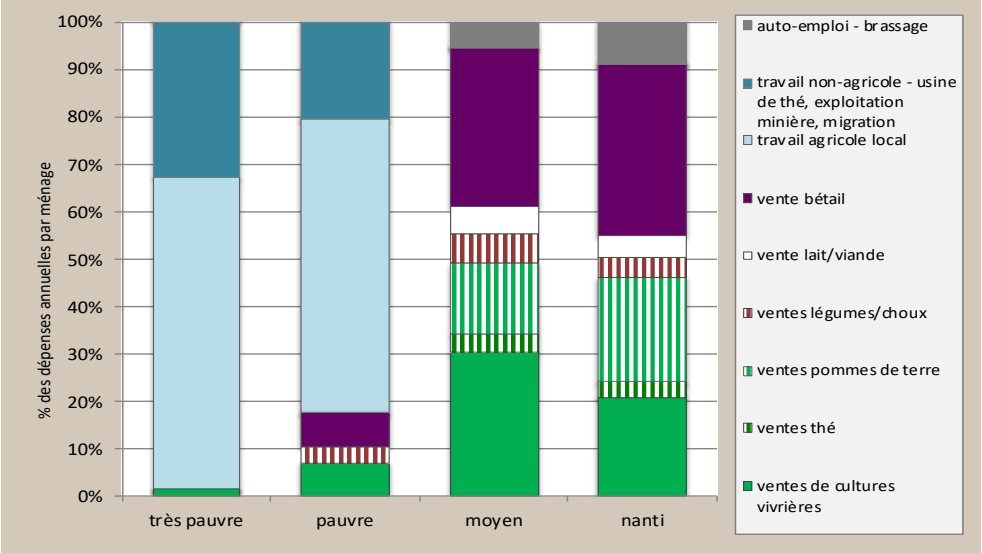
TABLEAU SYNTHESE REVENU ANNUEL (Franc burundais)				
Groupe socio-économique	**Très pauvre**	**Pauvre**	**Moyen**	**Aisé**
Revenu annuel par ménage [6]	600,000 à 800,000	800,000 à 1,000,000	2,000,000 à 3,000,000	3,000,000 à 6,000,000



Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en espèces du Franc burundais (BIF) selon la source de revenu.

[6] Le taux de change moyen de l'année de référence de juin 2019 à mai 2020 était de 1 USD = 2,000 BIF. Il est à noter que le revenu en espèces typique de chaque groupe socioéconomique ne correspond pas nécessairement au point médian de la fourchette.

Environ 65% de ce travail était agricole, incluant le défrichage, la plantation, le désherbage, la pulvérisation et la récolte. Un peu plus de 30 % du revenu annuel provenait du travail non agricole, qui comprenait le petit commerce de produits alimentaires dans le village ou les villes, le travail dans les usines de thé, l'exploitation minière et la migration vers les zones urbaines pour des petits boulots comme le transport de personnes ou de



Le graphique présente les sources de revenus par ménage en pourcentage du revenu annuel en espèces

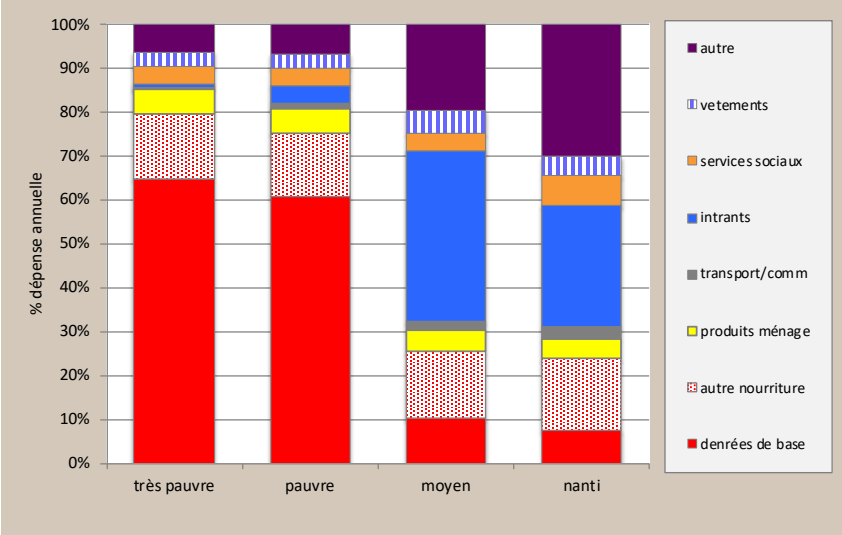
marchandises, le travail de sécurité et le lavage de vaisselle. La vente des récoltes représentait les 2 % restants du revenu annuel des ménages très pauvres, dont les seules récoltes présentant un excédent suffisant pour être vendues étaient les plantains, souvent récoltés pendant la période de soudure pour joindre les deux bouts. Le nombre de jours-personnes consacrés au travail agricole était plus élevé que ce qu'indique le revenu monétaire, car une partie de celui-ci était payée en nature, comme le montre le graphique des sources de nourriture de la section précédente.

Contrairement aux ménages pauvres, les ménages moyens et plus aisés possédant de plus grandes propriétés foncières ont généré plus de la moitié de leur revenu annuel par la vente de cultures. Les pommes de terre sont de loin la culture de rente la plus importante pour les ménages moyens et nantis, qui tirent 15 à 20 % de leur revenu total de cette seule culture. Les légumes, et en particulier le chou, sont une autre culture de rente importante (4-6% du revenu annuel) pour les ménages plus aisés. Le thé est une autre culture de rente importante dans la zone et contribue à environ 4 % du revenu annuel des ménages plus aisés. L'importance du thé n'est pas seulement une culture de rente pour les agriculteurs riches, mais aussi une source de travail pour les ménages plus pauvres qui gagnent leur vie en récoltant le thé ou en travaillant dans les usines de thé. Les haricots, les patates douces, le maïs, la banane plantain et, dans une moindre mesure, le blé, les fruits des arbres et le café sont d'autres cultures qui génèrent des revenus importants pour les ménages moyens et nantis.

Les ménages moyens et nantis tirent environ 45 à 50 % de leurs revenus annuels de sources non agricoles. Le commerce du bétail est une activité économique importante ; il contribue pour environ 40 % aux revenus annuels, les ménages plus nantis ayant vendu en moyenne 3 à 7 porcs, 2 à 3 chèvres, 1 mouton et 1 vache pendant l'année de référence. Le fumier fourni par ces biens d'élevage augmente également la productivité des cultures. Le lait des bovins a procuré aux ménages moyens et plus aisés environ 6 % de leurs revenus, grâce, en partie, à des races supérieures à forte production laitière et aux soins vétérinaires et à l'alimentation complémentaire que ces ménages peuvent se permettre. Si les ménages moyens et nantis ne participent généralement pas au petit commerce dans cette zone, ils produisent et vendent de la bière de banane.

Postes de dépenses

Le graphique de droite présente les schémas de dépenses pour l'année de référence juin 2019 - mai 2020. Alors que les dépenses absolues augmentent considérablement avec la richesse, conformément au revenu total en espèces, la répartition des dépenses en pourcentage dans ce graphique montre le montant relatif du revenu dépensé dans différentes catégories.



Le graphique présente les dépenses annuelles totales en espèces par ménage et par catégorie de dépenses.

Tous les ménages doivent dépenser de l'argent tout au long de l'année pour une série de biens et de services. Il s'agit notamment des aliments de base et autres, des articles ménagers, des intrants de production, des services sociaux, des vêtements et d'autres articles divers.

Le graphique fait ressortir quelques points importants concernant les priorités de dépenses et les besoins des ménages dans ce domaine. Tout d'abord, les deux groupes les plus pauvres consacrent une part beaucoup plus importante de leur revenu annuel, près de 80 %, à la nourriture uniquement, les aliments de base représentant près de 60 %.

Plus de 25 % de l'argent liquide dépensé pendant l'année de référence par les ménages très pauvres a servi à acheter de la farine de maïs, 20 % des patates douces et 20 % de la farine de manioc. Environ 15% ont été dépensés pour d'autres produits alimentaires tels que les haricots, les légumes et l'huile, et une petite quantité pour le riz. L'évolution des prix des aliments exercera une pression énorme sur le revenu des ménages très pauvres et pauvres.

Les ménages moyens et nantis ont un schéma de dépenses très différent. Ils achètent certains aliments de base (dans ce cas, leur achat le plus important est le riz, qu'ils ne cultivent pas, ainsi que la farine de maïs) et tous les mêmes produits non alimentaires achetés par les ménages très pauvres et pauvres, mais dans des quantités plus importantes, avec en plus de la viande et du sucre. Dans l'ensemble, les achats alimentaires ne représentaient qu'environ 30% de leur budget annuel, dont seulement 10% environ pour les aliments de base.

La deuxième différence frappante est l'investissement dans les intrants productifs, qui représentait environ 40% du total des dépenses en espèces des ménages moyens et environ 30% des dépenses en espèces des ménages nantis, contre seulement 2% environ pour les deux groupes les plus pauvres. Le pourcentage des dépenses totales consacrées aux intrants par les ménages nantis est inférieur à celui des ménages moyens, car les ménages nantis peuvent se permettre de consacrer une plus grande partie de leurs revenus à des dépenses non agricoles, telles que l'éducation, les cadeaux et la bière. Obligés de consacrer la majeure partie de leurs revenus à la nourriture et aux produits de première nécessité, les ménages pauvres ne peuvent pas investir beaucoup d'argent liquide dans leurs rares actifs productifs pour améliorer la production. Les ménages moyens et nantis dépensent le plus pour la location de main d'œuvre, représentant plus de 50% des dépenses en intrants.

Le budget consacré aux services sociaux est similaire en termes relatifs dans tous les groupes de richesse : entre 4% et 8% du revenu total. Cependant, la différence en termes absolus entre les ménages très pauvres et les ménages nantis est multipliée par 10, même en comparant les dépenses par personne. Les ménages moyens et

plus aisés ont un nombre plus élevé de personnes à charge scolarisées et, souvent, atteignent des niveaux d'éducation plus élevés et ont accès à de meilleurs soins médicaux.

Les dépenses relatives en articles ménagers étaient également similaires pour tous les groupes de richesse en termes relatifs (5%-6% des dépenses annuelles), mais augmentent avec la richesse en termes absolus. L'achat de bois de chauffage et de charbon de bois n'est pas typique de la zone car les ménages possèdent des arbres et des lots de bois de chauffage. Aucun argent n'a été dépensé pour l'eau, qui était accessible gratuitement.

Le reste du budget a été consacré à l'habillement et à des articles divers. L'habillement représentait 3 % à 6 % des dépenses dans l'ensemble de l'année de référence, les dépenses absolues augmentant avec la richesse. Les "autres" articles comprenaient les dépenses de communication et de transport (souvent liées à des activités commerciales pour les ménages moyens et nantis) et autres articles non essentiels tels l'argent dépensé pour la bière, les fêtes, les cadeaux, les dons religieux, les cosmétiques et autres dépenses discrétionnaires, dont certaines peuvent être réduites ou éliminées lors d'une mauvaise année. Tous les groupes de richesse ont consacré un pourcentage élevé de leurs dépenses à la bière, la bière industrielle pour les plus aisés et la bière locale pour les autres groupes.

Aléas

Aléas chroniques

Les risques chroniques constatés dans cette zone sont :

1. **Les maladies et ravageurs des cultures**, notamment le virus de la mosaïque du manioc et le *mildew* (ce dernier affecte la pomme de terre) ;
2. **Les maladies du bétail**, notamment la grippe porcine ou l'influenza porcine, la maladie de Newcastle qui affecte la volaille, la fièvre aphteuse et la fièvre de la côte Est (*theiléiriose*) qui affectent le bétail ;
3. **Les tempêtes de grêle** ; et
4. **L'inaccessibilité des routes** pendant les saisons des pluies.

Aléas chroniques

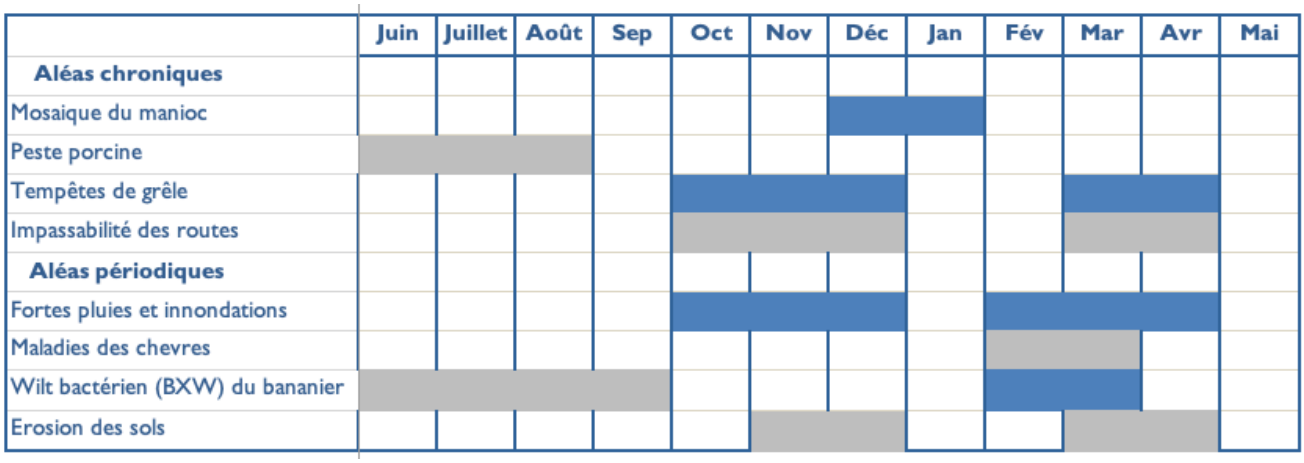
- Maladies et ravageurs des cultures
- Maladies du bétail
- Tempêtes de grêle
- Impassibilité des routes

Aléas périodiques

- Fortes pluies et inondations
- Érosion des sols
- Wilt bactérien du bananier
- Maladies des chèvres

Aléas périodiques

Les pluies abondantes, qui provoquent des inondations et des glissements de terrain en montagne, sont des risques périodiques qui affectent la zone tous les 2-3 ans. Les pluies excessives provoquent **l'érosion des sols des collines**. L'érosion du sol sur les collines affecte les cultures environ tous les deux ans. Les agriculteurs construisent des bermes qui empêchent temporairement l'érosion du sol, mais après une saison, la perte de sol continue. L'érosion du sol entraîne une baisse des rendements, des mauvaises récoltes et une dévaluation des terres. Certaines maladies des cultures et du bétail, telles que **le wilt bactérien du bananier** (ou flétrissement *xanthomonas* du bananier) et **les maladies des chèvres** sont périodiques et se produisent tous les 2 ou 3 ans.



Stratégies d'adaptation

En réponse aux aléas et aux années de mauvaise production, les ménages tentent de satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et leurs besoins en argent liquide par le biais d'un certain nombre de stratégies. Ces stratégies sont détaillées ci-dessous pour cette zone de moyens d'existence :

Tous les ménages essaient d'abord de **réduire les dépenses** sur les articles non-essentiels ou plus chers, en achetant moins de sucre, d'huile ou de viande, par exemple, ou en réduisant les dépenses pour les fêtes ou en éliminant les achats de vêtements. Tous les ménages tentent d'augmenter **le petit commerce** de divers biens et activités commerciales en fonction de leur capital disponible.

Les stratégies générales utilisées par tous les ménages à des degrés divers pour atténuer les risques affectant l'agriculture comprennent **la construction de terrasses à flanc de colline** et **la plantation d'arbres fruitiers** pour contrôler l'érosion, **la construction de canaux d'irrigation** pour irriguer les terres agricoles, l'utilisation de **semences améliorées** et de **variétés de haricots rampants** pour des rendements plus élevés, ainsi que **la plantation en ligne** (BPA) et **la culture intercalaire** de cultures permanentes et saisonnières.

Ménages très pauvres et pauvres:

- **Accroître la main-d'œuvre agricole** : Compte tenu de la productivité de la région, la demande de main-d'œuvre est souvent importante, surtout pendant les périodes de pointe autour de la préparation de la terre, du repiquage et de la récolte. Les ménages répondent aux difficultés en augmentant le nombre de jours qu'ils consacrent aux travaux agricoles ou en envoyant des membres supplémentaires du ménage dans les champs, souvent des enfants ou des personnes âgées.
- Augmenter les revenus en espèces par **la vente de main-d'œuvre non-agricole**, notamment dans les usines de thé - souvent à des taux réduits - et dans les centres urbains à l'intérieur et à l'extérieur de la zone où la demande de main-d'œuvre sera moins affectée par les aléas affectant la production agricole.
- **Consommer des aliments moins préférés** : En réponse aux aléas qui limitent la production agricole et augmentent le coût des aliments, les ménages se tournent vers des aliments de base moins coûteux comme le manioc, et consommeront également des haricots et des feuilles de manioc.

Ménages moyens et nantis :

- Essayer d'**augmenter leurs ventes de bétail** dans la mesure de leurs possibilités. Il faut garder à l'esprit que la valeur du bétail a tendance à baisser les mauvaises années, ce qui limite l'efficacité de cette stratégie, et que l'état physique des animaux les mauvaises années est mauvais, ce qui rend plus difficile de les vendre et d'en tirer un bon prix.
- **Vendre et consommer les stocks de réserve** : Les ménages plus aisés stockent généralement des réserves de maïs, de blé et de haricots. Lors d'une mauvaise année où la production est faible, ces ménages vendent ces aliments de base immédiatement après la récolte ou les consomment plus tôt.
- **Augmenter les activités commerciales** telles que la fabrication ou le commerce de bière de banane.
- **Vendre les arbres** de leurs champs pour fabriquer du charbon de bois. Les ménages les plus riches abattent les arbres au cours d'une mauvaise année pour les vendre comme bois de chauffage et charbon de bois, en particulier pendant la saison sèche.

Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire

Les principaux paramètres énumérés dans le tableau ci-dessous sont les sources de nourriture et de revenus qui contribuent de manière substantielle à l'économie des ménages dans la zone d'existence *Haut Altitude Nord : cultures vivrières, banane, blé et thé*. Celles-ci devraient faire l'objet d'un suivi afin d'indiquer les pertes ou les gains potentiels pour les économies locales des ménages, soit par le biais de systèmes de suivi permanent, soit par des évaluations périodiques. Il est également important de surveiller les prix des principaux postes de dépenses, y compris les denrées alimentaires de base.

	Paramètre clé – Quantité	Paramètre clé - Prix
Cultures	• Maïs – saisons A & B • Blé – saison B • Haricots – saisons A & B • Patates douces – saisons A & B • Pommes de terre – saisons A & B • Plantains • Thé • Légumes/choux	• Maïs – saison B • Haricots – saisons A & B • Patates douce – saison A • Pommes de terre – saisons A & B • Thé • Légumes/choux
Production animale	• Vente de lait de vache • Vente de porcins • Vente de bovins • Vente de chèvres • Vente de poules	• Prix lait de vache • Prix porcins • Prix bovins • Prix chèvres • Prix poules
Autres sources de nourriture et revenu	• Travail agricole - demande • Petit commerce - demande	• Taux de rémunération du travail agricole • Petit commerce
Dépenses (denrée de base)		• Farine maïs • Farine manioc
Autres postes de dépenses		• Intrants de production (ménages moyens et nantis)

Recommandations

Les recommandations à plus long terme suggérées ci-dessous, classées par ordre de priorité par groupe de richesse, comprennent celles qui ont été mises en évidence par les personnes interrogées elles-mêmes et celles qui ont été faites par l'équipe d'évaluation à la suite de discussions détaillées et d'observations sur le terrain. Toutes ces suggestions nécessitent d'autres études de faisabilité détaillées.

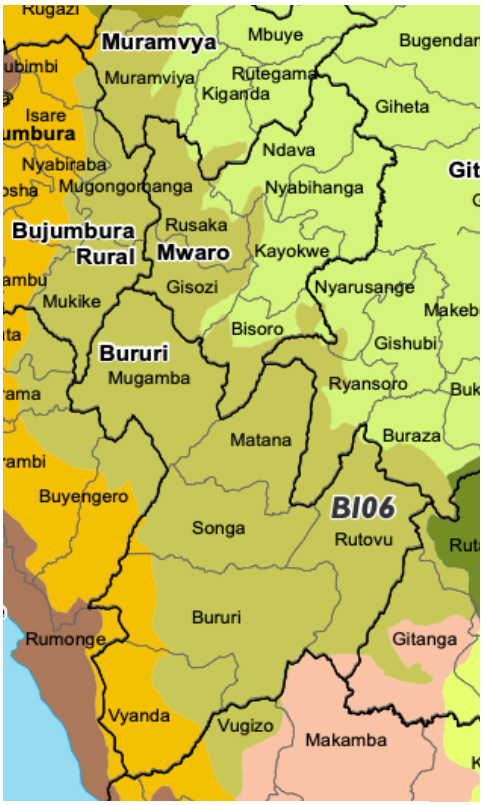
Très Pauvre / Pauvre	Moyens / Nantis
Améliorer l'accès aux intrants agricoles tels que les engrais, les semences améliorées et le fumier.	Améliorer l'accès crédits/prêtes et aux intrants agricoles, notamment les engrais, les bidons de fumigation, les semences améliorées à faible coût et le système d'irrigation.
Mettre à disposition des prêts agricoles accessibles pour l'achat de bétail et d'intrants.	Accès accru aux bovins de race améliorée ayant un meilleur rendement laitier et aux médicaments vétérinaires.
Fournir une formation à des techniques agricoles améliorées telles que la plantation en ligne.	Mettre à disposition l'accès à des panneaux solaires pour l'électricité.
Améliorer des infrastructures telles que les routes accessibles, les ponts locaux, et les logements permanents.	Améliorer les infrastructures telles que les routes accessibles, les écoles, les cliniques de santé dans les centres des villages et la construction de marchés.

BURUNDI Profil Zone de Moyens d'Existence

Haut Altitude Sud : pomme de terre, thé et bétail (BI06) Juillet, 2021 [7]

Description de la zone

La zone de moyens d'existence *Haut Altitude Sud : pomme de terre, thé et bétail* (BI06), nommé d'après les trois activités économiques les plus importantes dans la zone, comprend la partie sud du terrain montagneux qui traverse l'ouest du pays. Elle est bordée à l'est par la zone de moyens d'existence *Plateaux Humides* (BI08), au nord par le *Haut Altitude Nord* (BI05), à l'ouest par les hautes crêtes de la *Crête Congo Mil* (BI02) et au sud par *Buragane* (BI01). La zone de moyens d'existence *Haut Altitude Sud* couvre les provinces de Bururi, Mwaro et Muramvya, une partie de la banlieue rurale orientale de Bujumbura, y compris les communes de Mugongomanga, Mukike et Nyabiraba, les communes de Burambi et Buyengero de la province de Rumonge, et une partie de la Commune Ryansoro de Gitega.



BI06 - Haute Altitude Sud

La topographie de la zone est dominée par des montagnes, des hauts plateaux, des vallées et des plaines ondulées, et comprend la chaîne de montagnes volcaniques dormantes du Gihinga qui atteint une altitude de 3400 mètres au-dessus du niveau de la mer. La rivière Ruvyironza, la source la plus méridionale du Nil, et les rivières Kayokwe et Mubarazi desservent la zone, ainsi que les sources thermales de Kasumo et Munini, fournissant de l'eau pour le bétail et permettant la pratique d'agriculture dans la saison sèche. La végétation de la zone est un mélange de marais et de terres agricoles dans les vallées de basse altitude, de bambous, d'épicéas rabougris, de brousse et de forêts de montagne à moyenne altitude, et de prairies et de bruyères aux altitudes les plus élevées. L'altitude varie de 1500 à 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer dans la majorité de la zone. Les hautes forêts sur les propriétés foncières des ménages nantis offrent une ressource importante en bois, que les ménages vendent à des commerçants. Ces derniers emploient les ménages plus pauvres pour fabriquer du charbon de bois qui est vendu dans les villes. Un parc national s'étend sur la partie nord de la zone, où le gouvernement a planté une forêt protégée, et la réserve naturelle de la forêt de Bururi se trouve au sud. La densité de population se situe en moyenne entre 175 et 455 habitants par km^2[8], la partie nord de la zone, proche de Bujumbura, étant plus densément peuplée.

Les précipitations sont relativement fiables et élevées, allant de 1200 mm à 1400 mm par an. La principale saison des pluies s'étend de septembre à mai, permettant deux cycles de culture pour la plupart des cultures. Les températures moyennes varient entre 20°C et 25°C, les forêts de montagne en altitude étant généralement plus fraîches et plus humides que les basses terres. La région est autosuffisante sur le plan alimentaire et n'a pas connu d'aide alimentaire d'urgence ces dernières années. Des précipitations abondantes associées à des températures douces à fraîches favorisent une grande variété de cultures essentiellement pluviales. Les sols sont productifs mais considérés comme moins fertiles que ceux de la zone de moyens d'existence du *Haut Altitude Nord*, en raison de l'argile, de l'érosion et

[7] Le travail sur le terrain pour le profil actuel a été entrepris en juin de 2021. Les informations présentées dans ce profil se rapportent à l'année de référence, qui couvre la période allant de juin 2019 à mai 2020. Dans la mesure où il n'y a pas de changements fondamentaux dans l'économie, l'information contenue dans ce profil devrait demeurer valide pendant environ cinq à dix ans (c.-à-d. jusqu'en 2026-2031). Tous les prix mentionnés dans le document se rapportent à l'année de référence.

[8] Les données sur la densité de la population, les précipitations, et la température moyenne de la zone ont été tirées des profils gouvernementaux des provinces de Bururi et de Mwaro.

de la surexploitation. Le sol est généralement plus fertile dans les basses terres et les marais et moins sur les collines en pente. En général, la terre est couverte d'arbre eucalyptus.

La plupart des ménages vivant dans cette zone font des cultures, mais l'accès aux terres arables est difficile pour les groupes de richesse inférieure. L'agriculture est essentiellement pluviale et cultivée à la main avec une houe, sans recours à la traction animale. Selon les conclusions de l'étude sur Analyse de l'Économie des Ménages (AEM), les principales cultures de base sont le maïs, les haricots et les tubercules, principalement les pommes de terre mais aussi les patates douces et le taro ou *colocasse*. Les légumes tels que le chou et les pois sont cultivés, ainsi que les fruits des arbres, dont la banane, et de petites quantités de blé. Les principales cultures de rente cultivées dans la zone sont de grandes quantités de pommes de terre, de bois, de haricots, de légumes et de thé, bien que ce soit principalement les groupes nantis et moyens qui les vendent.

L'élevage du bétail est une activité économique importante dans la zone, bien qu'elle ne soit courante que pour les groupes les plus riches. Le bétail est élevé pour le fumier, le lait, le commerce et comme forme d'épargne économique ou d'investissement dans la richesse. Le bétail est un symbole important de richesse et de statut social dans la zone. L'étendue des pâturages favorise le pâturage extensif, et il y a suffisamment d'herbe pour élever des moutons en plus des bovins. Les ménages nantis et moyens possèdent des bovins, des porcs, des chèvres et des moutons, bien que la taille des troupeaux dépasse rarement quatre animaux. Les ménages pauvres possèdent généralement entre zéro et deux porcs et une et trois chèvres. Tous les ménages, à l'exception des très pauvres, possèdent des poulets qui peuvent être élevés près de la maison et nourris de restes de nourriture et de résidus de culture.

Les ménages les plus pauvres ne peuvent couvrir que 2 à 3 mois par an avec leur propre récolte, et dépendent donc fortement du marché pour leur alimentation, ainsi que de la nourriture qui leur est donnée directement en paiement de leur travail. La main-d'œuvre agricole locale est la principale source de revenus en espèces pour les ménages les plus pauvres. Pendant la saison sèche, lorsque la main-d'œuvre agricole est rare, les ménages pauvres obtiennent des revenus supplémentaires en vendant du charbon de bois et du bois de chauffage, en fabriquant des briques et en collectant et en vendant du *gamagrass* guatémaltèque (*Tripsacum laxum)* pour le fourrage du bétail. Les herbes guatémaltèques sont plantées pour l'aménagement des courbes de niveau et pour délimiter les champs et les petites parcelles de terre stérile afin de désigner l'utilisation et la propriété des terres. Ces herbes stabilisent les contours et sont utilisées pour compléter l'alimentation des animaux et comme fourrage de réserve pendant la saison sèche. Les ménages les plus riches tirent le plus d'argent de la vente des cultures et du bétail, mais ils s'accaparent également le marché de la vente de bois, du petit commerce en tant qu'intermédiaires entre les vendeurs de cultures et de bétail, et de la production et de la vente de bière de banane.

En ce qui concerne l'accès à l'eau et les services sociaux dans la zone, la plupart de la zone dispose de sources d'eau. Si certaines sources sont améliorées, de nombreuses sources d'eau ne le sont pas, en particulier dans les collines. Les sources d'eau non améliorées sont considérées comme dangereuses et s'assèchent parfois pendant la période sèche, ce qui conduit à des demandes d'aide gouvernementale pour améliorer les sources d'eau dans ces zones. L'éducation est généralement disponible au minimum dans les écoles primaires et secondaires. Cependant, la scolarisation est faible parmi les ménages des groupes de richesse inférieure, qui dépendent également des enfants pour le travail. Les taux d'abandon augmentent au fur et à mesure que le niveau s'élève, les filles terminant généralement un niveau d'éducation inférieur à celui des garçons. Les soins de santé dans la zone sont basiques, les hôpitaux n'étant disponibles que dans les centres urbains. Les cliniques rurales, qui ne sont pas toujours facilement accessibles aux villages qu'elles desservent, sont souvent mal approvisionnées en médicaments et manquent de personnel soignant pour répondre aux besoins de la population.

Marchés

Selon les résultats de l'étude AEM, les principaux centres de marché locaux utilisés par la population vivant dans cette zone de moyens d'existence sont les marchés de Mwaro, Gisozi et Rushuru dans la province de Mwaro, dans la région centrale, les marchés de Makamba, Matana et Songa dans la province de Bururi, dans le sud, et les marchés de Tora et Nyagasasa dans la commune de Mugamba. Mwaro et Matana sont les plus grands marchés de la zone.

La principale route reliant les villes de la zone est la *Route nationale 7*, qui va de Bujumbura vers le sud-est jusqu'à Mwaro, puis vers le sud à travers Matana jusqu'à Makamba dans la province méridionale de Bururi, desservant également Rutana. Une autre voie de communication importante est la *Route nationale 18,* reliant Nyakararo

(Mwaro) à Gitega, où elle rejoint la *Route nationale 15* pour se connecter à l'importante ville commerciale de Jenda, plus au nord. La distance entre le marché principal de Makamba, au sud, et Bujumbura est de 180 km, et entre Jenda et la capitale, de 90 km.

L'étude de l'AEM a révélé que dans l'ensemble, l'accès aux marchés est moyen à médiocre. Les routes principales sont goudronnées et accessibles toute l'année, mais les routes secondaires et intercommunales sont usées et souvent inondées ou difficiles à utiliser, car elles longent souvent des terrains montagneux dangereux. L'entretien des routes locales est laissé aux citoyens locaux, qui ne sont pas en mesure de maintenir l'accessibilité des routes locales pendant la saison des pluies. Les ponts sur les routes goudronnées sont bien entretenus, mais les ponts sur les routes locales sont mal construits avec des arbres abattus et cèdent souvent sous de lourdes charges ou sont emportés par les eaux. L'accès aux routes s'améliore pendant la courte saison sèche, mais se dégrade pendant la saison des pluies. Les motos sont utilisées pour le transport par les ménages qui en ont les moyens.

Les principales cultures commercialisées hors de la zone sont le maïs, les pommes de terre, les patates douces, les haricots et le thé. Pour le maïs, les pommes de terre et les patates douces, les récoltes sont achetées par les commerçants au niveau des villages jusqu'aux centres de colline et aux marchés hebdomadaires, où elles sont achetées par les ménages ainsi que par les commerçants qui les acheminent vers les marchés primaires des autres provinces. Le marché de la province de Mwaro est le principal point de collecte des récoltes et du bétail. Le maïs est principalement commercialisé dans les centres des communes et des provinces. Les pommes de terre sont apportées au marché principal de Bururi depuis les communes de Rutovu, Matana, Songa, Vyanda et Mugamba, ainsi qu'à Mwaro depuis les communes de Misoro, Gisozi, Kayokwe, Rusaka, Nyabihanga et Ndava. De là, les pommes de terre sont acheminées vers Jenda, Nyabiraba et Bururi, puis vers leur destination finale, Bujumbura. Le thé est récolté toute l'année dans la province de Mwaro et Bururi (Mugamba, Matana) et acheminé vers des centres de collecte. De là, il est vendu aux usines de thé où il est transformé et vendu dans les magasins urbains du pays et à l'étranger. Les ventes de récoltes culminent en mai/juin pour le maïs, en janvier, février et mars pour les pommes de terre et en juin, juillet et août pour les patates douces, mais les tubercules restent disponibles sur le marché pendant une période plus longue.

Les bovins et les petits ruminants sont principalement vendus entre juin et août, lorsque le besoin d'argent liquide augmente avant le début de la nouvelle année scolaire. Les autres animaux et produits animaux (poulets, œufs, lait et beurre) sont vendus tout au long de l'année, au fur et à mesure de leur disponibilité, bien que leur vente et leur demande atteignent un pic en décembre et janvier, au moment des fêtes. Les principaux marchés de bétail sont ceux de Mwaro dans la province de Mwaro et de Matana dans la province de Bururi.

Les aliments de base les plus importants achetés sur les marchés locaux sont le maïs, la farine de manioc, les patates douces et le riz. Le riz et le maïs sont principalement importés de Tanzanie par les ports de Dar-es-Salaam et entrent au Burundi par Muyinga, d'où ils sont transportés à Mwaro, Bururi, Makamba et Rutana pour être commercialisés sur les marchés locaux. Le maïs local est également disponible à l'achat sur les marchés. Les achats d'aliments de base augmentent régulièrement de septembre à janvier, au fur et à mesure que les stocks des ménages diminuent.

Historique aléas et année de référence

Une évaluation de référence de l'AEM se réfère à une période très spécifique appelée " année de référence ". En AEM, l'année de référence coïncide généralement avec l'année de " consommation ", c'est-à-dire une année qui commence avec la récolte principale et se termine à la fin de la saison maigre. Dans la zone de moyens d'existence *Haut Altitude Sud*, l'année de référence a couvert la période de consommation de juin 2019 à mai 2020. L'année plus récente 2020/2021, bien qu'étant une année moyenne en termes de sécurité alimentaire, n'a pas été utilisée comme année de référence en raison des impacts potentiels de COVID-19. Lors des entretiens avec les chefs communautaires menés pendant le travail de terrain de l'étude AEM en juin 2021, il a été demandé aux informateurs de classer les cinq dernières années en termes de performance saisonnière, " 1 " indiquant une mauvaise saison et " 5 " une excellente saison. Le tableau ci-dessous, qui résume la réponse des chefs communautaires, montre que la sécurité alimentaire est considérée comme ayant été relativement stable au cours des trois dernières années, après une période de récoltes inférieures de 2015 à 2018.

Le mois de juin de chaque année marque le début de la principale récolte de pommes de terre, patates douces et des haricots et l'année de référence se termine avec la fin de la saison de soudure en mai. L'année de référence a été une année moyenne par rapport à la consommation ; la récolte de maïs et de pommes de terre a été relativement bonne, cependant une attaque de chenilles (Fall Army Worm) et de foreurs de tiges sur la récolte de maïs a touché un nombre important de ménages et a réduit les stocks de maïs. L'année n'a pas subi de chocs climatiques, autre que la grêle qui a décimé les cultures dans certaines régions de la zone.

L'année 2018/2019 a été une année supérieure à la moyenne, avec des pluies favorables qui ont produit des récoltes supérieures à la normale, mais la maladie de Newcastle a tué des poulets. L'année 2017/2018 a été une mauvaise année en raison de fortes pluies, de grêle, d'une attaque de chenilles et de maladies du bétail qui ont provoqué une faible récolte et une faible production de lait. Les années 2016/2017 et 2015/2016 ont été des années inférieures à la moyenne en raison des vents forts, de la grêle qui a réduit la production des cultures et des maladies du bétail. En 2015/2016 l'insécurité dans la région a encore perturbé la production agricole et la consommation.

L'historique aléas ci-dessous a été établi sur la base d'entretiens avec les chefs communautaires pendant le travail de terrain, qui a ensuite été vérifié et confirmé pendant l'analyse de l'étude avec les membres de l'équipe AEM.

Année	Score	Évènements
2020-2021	**3**	Une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages. Des vents violents ont réduit le rendement des cultures et détruit des maisons et des écoles, tandis que la peste porcine a affecté les revenus du commerce des porcs.
2019-2020	**3**	Bonne production et niveaux moyens de sécurité alimentaire. La grêle a décimé les cultures et une attaque des insectes dans les stocks de maïs a diminué les réserves de stocks.
2018-2019	**4**	Des pluies favorables ont produit des récoltes supérieures à la moyenne. La maladie de Newcastle a causé la mort des poules.
2017-2018	**1**	Les pluies torrentielles, la grêle, les attaques de chenilles et les maladies du bétail ont entraîné une production agricole et laitière minimale.
2016-2017	**2**	La grêle et les vents violents, les maladies du bétail et des cultures ont diminué la production agricole.
2015-2016	**2**	La grêle et le vent ont entraîné une baisse des rendements agricoles. L'insécurité et la terreur ont provoqué l'abandon de l'école.

5 = une excellente saison pour la sécurité alimentaire des ménages (par exemple en raison de bonnes pluies, de bons prix, de bons rendements agricoles, etc.)
4 = une bonne saison ou une saison supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
3 = une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages
2 = une saison inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
1 = une mauvaise saison (par exemple en raison de la sécheresse, des inondations, des maladies du bétail, des attaques de ravageurs) pour la sécurité alimentaire des ménages

Calendrier saisonnier pour l'année de référence

Le calendrier saisonnier de la zone de moyens d'existence *Haut Altitude Sud : pomme de terre, thé et bétail* est défini par une longue saison des pluies de septembre à mai, avec une courte interruption des pluies de mi-décembre à mi-janvier, et une saison sèche mieux définie de juin à septembre. Ce régime des pluies permet de réaliser deux saisons de culture pour un certain nombre de produits cultivés ici (haricots, pommes de terre, patates douces et légumes). Il y a une récolte principale de maïs en février/mars, avec une récolte plus petite et moins importante en décembre. Les pluies qui tombent de la mi-février à juin, appelées Impeshi (saison des pluies B), sont considérées comme les pluies principales et, par conséquent, la récolte de juin à août est la récolte principale. La saison maigre primaire va de mars à mai et se termine en juin avec la récolte principale. Une deuxième saison sèche s'étend d'octobre à décembre. La saison sèche est appelée Ici (saison C). Les pluies qui suivent la saison sèche, appelées *Agatasi* (saison des pluies A), tombent de septembre à la mi-février et donnent la deuxième récolte en décembre-janvier.

La majeure partie de la préparation du terrain doit avoir lieu lorsque les pluies se sont calmées, ce qui fait de janvier/février, ainsi que du mois de juin suivant la saison des pluies B, des périodes chargées pour le défrichage et la préparation manuelle des champs. Les semis et les plantations ont lieu lorsque les pluies reprennent en février/mars et en juillet. En raison de la pénurie de terres, les cultures intercalaires sont courantes. Pendant la saison A, les ménages pauvres plantent ensemble généralement du maïs, des pommes de terre et des pois. Les haricots et les pois

sont plantés ensemble en saison B et en saison C, le maïs, les haricots, les pommes de terre et les pois sont plantés. Les ménages moyens et nantis plantent un peuplement pur pendant les saisons A et B, et mélangent patates douces, haricots et pois pendant la saison C. Les champs de bananes et d'autres arbres fruitiers sont généralement en culture intercalaire avec des cultures saisonnières comme le maïs, les patates douces et le taro.

La récolte a lieu en juin/juillet et à nouveau en décembre, en février/mars. La principale récolte de pommes de terre et de haricots a lieu en juin, suivie de la récolte de blé environ un mois plus tard, en juillet/août. La principale récolte de maïs a lieu en février/mars, suivie d'une plus petite récolte, souvent de maïs vert, en décembre. Les légumes, y compris la principale culture de choux, sont récoltés deux fois, une fois en août et une autre en décembre. La récolte des jeunes feuilles de différentes cultures est également courante, par exemple les feuilles de haricot (*imikubi*/*bishogolo*), qui comblent un important déficit alimentaire pour les ménages pauvres pendant la période de soudure.

Le thé et les patates douces sont récoltés tout au long de l'année, avec une légère baisse de la production de thé de juillet à octobre et un pic de récolte pour les patates douces en juin et décembre. Le thé est récolté dans des champs de thé privés et publics (appartenant à l'usine de transformation) dans les provinces de Mwaro et Bururi. Toutes les communes cultivent du thé, mais c'est dans les communes de Gisozi et de Mugamba que les rendements sont les plus élevés. Le thé est ensuite séché et transporté vers des centres de collecte, puis commercialisé jusqu'à Bujumbura et sur les marchés internationaux. La récolte du thé fournit un important revenu de travail aux ménages pauvres qui gagnent une somme fixe par kilo de thé récolté et transporté vers les centres de collecte.

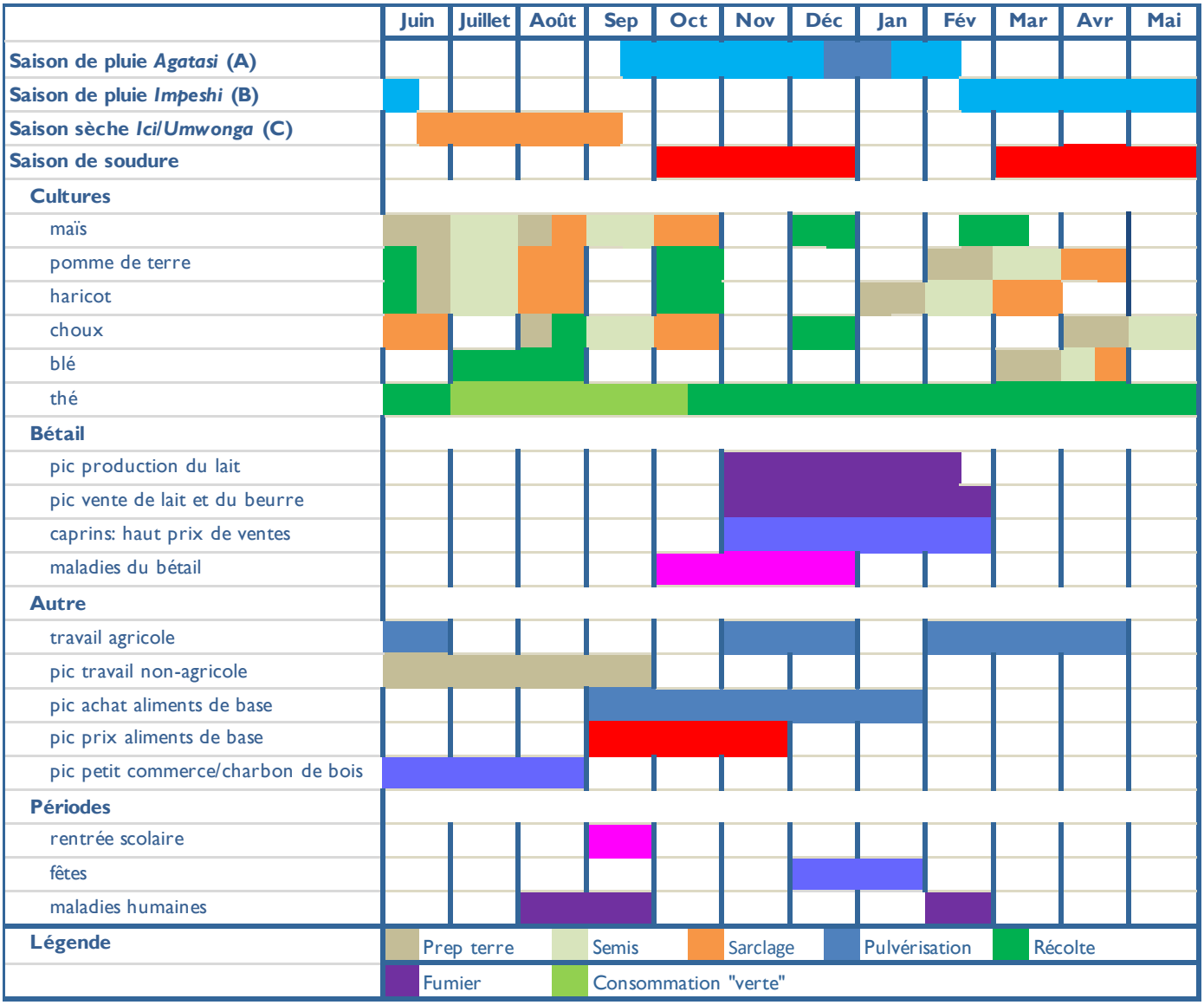
Grâce aux multiples saisons de culture, la demande de main-d'œuvre locale est presque constante. Les ménages les plus riches emploient des travailleurs locaux pour aider au défrichage, au labourage manuel, aux semailles et aux plantations, au désherbage, à la pulvérisation et à la récolte. Les travailleurs peuvent choisir d'être payés en nature ou en espèces selon les besoins de leur ménage, mais les paiements en espèces sont les plus courants.

La main-d'œuvre non agricole connaît un pic de juin à septembre, lorsqu'il n'y a pas assez de récoltes pour ceux qui cherchent du travail ou immédiatement après la récolte, avant que le nouveau cycle de culture n'offre de nouvelles opportunités de travail. Les hommes migrent à l'intérieur de la zone pour trouver des emplois dans les usines de thé ou cherchent des emplois dans les villes pour le transport, les services domestiques ou la vaisselle. Environ 5 % des travailleurs migrent hors de la zone vers Bujumbura et Rumonge à la recherche d'un emploi. Le petit commerce et les activités commerciales connaissent également un pic de juin à septembre. Le petit commerce est principalement pratiqué par les femmes et les enfants et a lieu dans les centres des villages collinaires sur de petits stands le long des rues principales. Les vendeurs peuvent proposer une variété de produits à la vente ou se concentrer sur un seul article. Les marchandises les plus courantes sont les produits alimentaires, par exemple les légumes, les fruits, les petits sachets d'huile, les condiments, le sucre, le riz ou la farine. Les garçons et les hommes vendent souvent du charbon de bois dans les centres des villages de la commune. De juillet à août, les ménages nantis vendent les arbres de leurs champs à des négociants qui emploient les ménages pauvres pour fabriquer du charbon de bois afin de gagner un revenu supplémentaire pendant la saison sèche.

Les ventes de bétail, notamment de bovins, atteignent leur maximum dans les semaines précédant les grands festivals, lorsque la demande et les prix augmentent. Le prix des chèvres et des porcs augmente également de novembre à janvier, car la demande augmente avant les fêtes. Les ventes d'animaux augmentent également au plus fort de la période de soudure, entre octobre et décembre, lorsque les ménages ont besoin d'argent pour combler les déficits alimentaires. Les animaux peuvent également être vendus pour acheter des intrants agricoles au début des saisons agricoles ou pour couvrir les coûts de la nouvelle année scolaire. Certains ménages choisissent de vendre leur lait, en le vendant de novembre à janvier, quand ils ont besoin d'argent, ce qui signifie que des quantités supplémentaires de cet aliment nutritionnel ne sont pas consommées par leur ménage. La migration du bétail n'est pas courante dans la zone de moyens d'existence, car les troupeaux sont de petite taille et les herbes *Tripsacum laxum* et *Pennisetum setaceum*, souvent cultivées en bordure de champ, ainsi que les résidus de culture, suffisent comme alimentation complémentaire.

La période de pointe pour les achats de nourriture se situe pendant les deux saisons maigres, d'octobre à décembre et de mars à mai ; c'est également à ces moments que les prix des aliments locaux augmentent. L'occurrence des maladies humaines augmente en septembre et février, pendant la saison des pluies, lorsque les maladies d'origine hydrique et le paludisme sont plus fréquents. Les maladies du bétail atteignent leur maximum d'octobre à décembre,

pendant la première moitié de la saison des pluies, et lorsque les animaux sont les plus faibles au sortir de la saison sèche de juillet-septembre.



Découpage socio-économique

Le graphique ci-dessous résume les types et le nombre d'actifs productifs que les ménages types de chaque groupe de richesse possèdent et/ou gèrent. La colonne de gauche indique le pourcentage des ménages de la zone qui appartiennent à chaque groupe de richesse. Selon les informateurs clés communautaires, environ 45% des ménages sont considérés comme très pauvres ou pauvres, 40% sont considérés comme à revenu moyen et 15% sont considérés comme nantis.

L'agriculture est la base de l'économie locale, à la fois comme la source la plus importante de nourriture et comme la source la plus importante de revenus. La terre est donc le principal moteur de la richesse dans la zone, avec le capital pour payer la main-d'œuvre agricole engagée ainsi que le bétail. Selon les conclusions de l'étude AEM, les ménages nantis exploitent en moyenne 2,25 hectares de terres. Les ménages très pauvres et pauvres ne cultivent que 0,25 à 0,5 ha, ce qui suffit à peine à couvrir une partie des besoins alimentaires de la famille et à vendre de très petites quantités de récoltes. Comme les ménages très pauvres et pauvres possèdent de si petites parcelles de terre, ils reçoivent des terres à cultiver des ménages moyens et nantis par le biais du métayage. Ainsi, les ménages à faibles revenus cultivent plus de terres qu'ils n'en possèdent réellement et payent les propriétaires fonciers avec une partie de la récolte. Les ménages moyens et nantis disposent d'un capital suffisant pour embaucher des travailleurs agricoles et acheter des intrants plus nombreux et de meilleure qualité. Disposant de plus de terres, ils cultivent également une plus grande variété de cultures, y compris des cultures de rente telles que de grandes quantités de pommes de terre,

des haricots, des légumes, notamment des choux, des fruits arboricoles, notamment des bananes et des avocats, du thé et du bois.

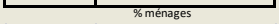
Tous les ménages, à l'exception des très pauvres, possèdent du bétail, le plus souvent des chèvres et des porcs, mais ce ne sont que les ménages moyens et nantis qui possèdent des bovins et des moutons et ont donc accès à leur propre source de lait. Ces ménages disposent de suffisamment de terres pour faire paître les animaux et ont généralement suffisamment de résidus de récolte pour compléter leur alimentation ou sont en mesure d'acheter du fourrage supplémentaire en cas de besoin. Le revenu annuel généré par la vente du bétail et de ses produits dérivés est relativement élevé (entre 30 et 35 % du revenu total des ménages moyens et nantis) et constitue une importante activité économique complémentaire à l'agriculture pour les ménages nantis qui peuvent se permettre de posséder du bétail. Les ménages très pauvres ne possèdent généralement pas de bétail, pas même des poulets. Les animaux peuvent être vendus à tout moment de l'année lorsque le besoin d'argent liquide augmente.

Globalement, la terre et le bétail sont les actifs les plus importants pour les ménages moyens et nantis, mais pour les ménages très pauvres et pauvres, l'actif le plus important est la force de travail.

En ce qui concerne le genre dans l'économie des ménages, les hommes sont généralement en charge des activités économiques primaires. Par exemple, les cultures de rente et le bétail sont dominés par les hommes, tandis que la plupart des cultures vivrières et le petit bétail sont le domaine économique des femmes. Les enfants, en particulier les garçons, possèdent et gardent également du petit bétail comme les poulets et les cobayes. L'abattage des arbres et la fabrication du charbon de bois sont effectués par les hommes, tandis que le brassage de la bière est principalement effectué par les femmes du ménage. Les ménages dirigés par une femme sont plus nombreux chez les très pauvres et les pauvres, et leur nombre diminue à mesure que la richesse augmente.

Selon l'étude, l'enseignement primaire et secondaire, au minimum, est généralement accessible à la plupart des ménages, cependant, la scolarisation est plus faible pour les enfants des ménages très pauvres et pauvres. En ce qui concerne le genre et l'éducation, les filles ont tendance à s'inscrire davantage dans l'enseignement de niveau inférieur, mais elles abandonnent au fur et à mesure qu'elles passent aux niveaux supérieurs. Dans les ménages pauvres, le faible taux d'inscription des garçons à l'école est visible. Au lieu d'aller à l'école, souvent les garçons cherchent un emploi dans les villes ou les centres de village pour aider leurs familles à échapper à la pauvreté.

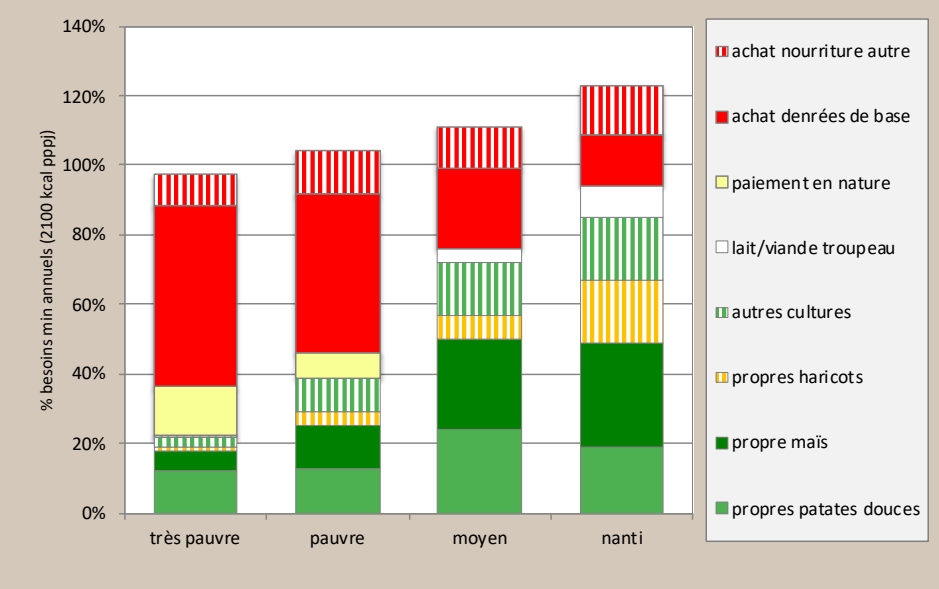
		Caracteristiques groupes socio-économiques						
		Taille ménage	Proprieté foncière (ha)	Superficie cultivée (ha)	Cultures	Bétail	Volaille	Autres actifs
Très pauvre		3-5	0.05-0.15	0.2-0.3	pommes de terre, patates douces, haricots, maïs, bananes			
Pauvre		4-6	0.1-0.3	0.25-0.75	pommes de terre, patates douces, haricots, maïs, blé, bananes	1-3 caprins; 0-2 porcins	2-4 volaille	
Moyen		6-8	1-2	1-2	pommes de terre, patates douces, haricots, maïs, blé, bananes, legumes, fruits, thé, arbres	1-3 bovins; 2-4 caprins, 0-2 porcins, 1-3 ovins	4-6 volaille	0-2 vélos
Aisé		6-8	2-3	2-2.5	pommes de terre, patates douces, haricots, maïs, blé, bananes, legumes, fruits, thé, arbres	3-5 bovins; 1-3 porcins, 3-5 caprins; 3-5 ovins	5-7 volaille	0-2 vélos



Note : Le pourcentage de ménages par catégorie représente le point médian d'une fourchette.

Sources de nourriture

Le graphique de droite montre les sources de nourriture des ménages de différents groupes de richesse dans la zone de moyens d'existence pour la période allant de juin 2019 à mai 2020. Juin représente le début de l'année de consommation car c'est le moment où les gens récoltent les principales cultures de pommes de terre et de haricots, marquant ainsi la fin de la saison de soudure. Dans le graphique, la nourriture est présentée comme un pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour la période de 12 mois. Cette période a été considérée comme une année moyenne.



Dans le graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme un apport énergétique alimentaire moyen de 2100 kcal par personne et par jour. Il est à noter que les aliments sont présentés en pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour une période de 12 mois.

Au cours de l'année de référence, il y avait deux sources principales de nourriture et deux sources mineures. Les sources principales étaient la production agricole et le marché. Les sources mineures étaient les produits de l'élevage et les paiements en nature pour le travail agricole des ménages pauvres et très pauvres.

Les ménages nantis et à revenu moyen cultivent plus de terres et dépendent donc davantage de leurs propres cultures ; ils possèdent également plus de bétail, ce qui leur permet de cultiver davantage et leur donne accès au fumier, au lait et à la viande. Les ménages pauvres, en revanche, avec moins de terres et moins de bétail, dépendent davantage du marché pour leurs besoins alimentaires.

Les ménages très pauvres de la région ont encore moins accès à la terre pour la production alimentaire, et ne couvrent que 22% de leurs besoins alimentaires par leurs propres cultures. Ils satisfont le reste de leurs besoins par des achats sur le marché et des paiements en nature. Environ 60 à 65 % de leurs besoins alimentaires annuels étaient couverts par des achats sur le marché (dont environ 50 % pour les aliments de base que sont le maïs, la farine de manioc et la patate douce). Une telle dépendance à l'égard du marché signifie que les variations des prix des aliments de base affecteront d'abord les ménages très pauvres et pauvres. La dépendance des ménages pauvres vis-à-vis du marché a été quelque peu atténuée par la possibilité d'être payés en nature pour le travail agricole. Environ 14 % de leurs besoins alimentaires provenaient de paiements en nature. Les paiements en nature comprenaient le maïs, les haricots, le taro et les patates douces et étaient plus courants pour le travail effectué avant la récolte, lorsque les besoins alimentaires des ménages sont plus aigus et que l'accès aux achats de nourriture est plus difficile. Pour les ménages pauvres, les cultures propres couvraient environ 38% des besoins alimentaires annuels. Les achats de nourriture représentaient environ 58% des calories annuelles des ménages pauvres au cours de l'année de référence, et ils recevaient environ 7% de paiements en nourriture pour le travail de récolte. Il n'y a pas eu d'aide alimentaire significative pendant l'année de référence.

Les ménages moyens et nantis possédant de plus grandes propriétés foncières et du bétail pour fournir de l'engrais pour augmenter les rendements--étaient presque autosuffisants en termes de production alimentaire, atteignant entre 70 et 84 % de la couverture alimentaire, même après la vente de quantités importantes. Sur cette quantité, environ 19-25% des calories provenaient du maïs, 19-24% des patates douces, 7-18% des haricots, 6-8% des pommes de terre, et le reste des calories d'une combinaison d'autres cultures comme le taro, le blé, les pois et les bananes. Le bétail étant élevé principalement pour le fumier, la traite et le commerce, les principaux produits d'élevage consommés sont principalement le lait (4-9%). Les ménages nantis achètent la plupart de leur viande au marché, mais celle-ci ne représente que 1 % des calories annuelles. Les autres aliments achetés au marché par les ménages moyens et nantis comprennent la farine de manioc (9-11 %), le riz (7 %), l'huile de cuisson (4-8 %) et le sucre (2-4 %), un produit

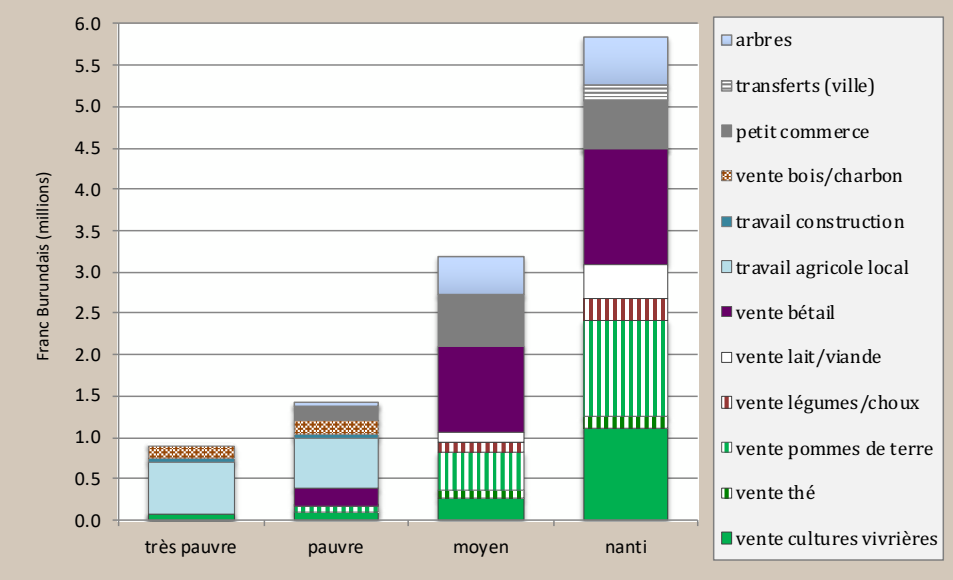
de luxe que les ménages pauvres ne peuvent pas se permettre. Comme les ménages nantis produisent de grandes quantités de patates douces, de maïs et de haricots, ils ne dépendent pas du marché pour ces aliments de base.

Le nombre total de calories consommées par les ménages varie en fonction de la richesse, les ménages nantis couvrant environ 123% de leurs besoins minimums au cours de l'année de référence et les ménages très pauvres ne couvrant que 97% de leurs besoins en calories, ce qui démontre les disparités de richesse dans cette zone de moyens d'existence.

Sources de revenus

Les graphiques ci-dessous montrent les sources typiques de revenu et les niveaux de revenus pendant l'année de référence dans les quatre groupes de richesse. La disparité des revenus entre les deux groupes les plus riches et les deux groupes les plus pauvres est très visible sur le premier graphique en bas. En moyenne, au cours de l'année de référence, les ménages moyens ont généré plus de deux fois plus de revenus que les ménages très pauvres et pauvres, et les revenus des ménages nantis étaient plus de quatre fois supérieurs (voir le tableau à droite). La différence entre les revenus des ménages très pauvres et pauvres n'était pas très significative, les ménages pauvres gagnant en moyenne 500,000 BIF de plus que les ménages très pauvres pendant l'année de référence.

TABLEAU SYNTHESE REVENU ANNUEL (millions francs Burundais)				
Groupe socio-économique	**Très pauvre**	**Pauvre**	**Moyen**	**Nanti**
Revenu annuel par ménage [9]	0.8 -1 m.	1,3 - 1,5 m.	3 - 3,3 m.	5,6 – 6 m.



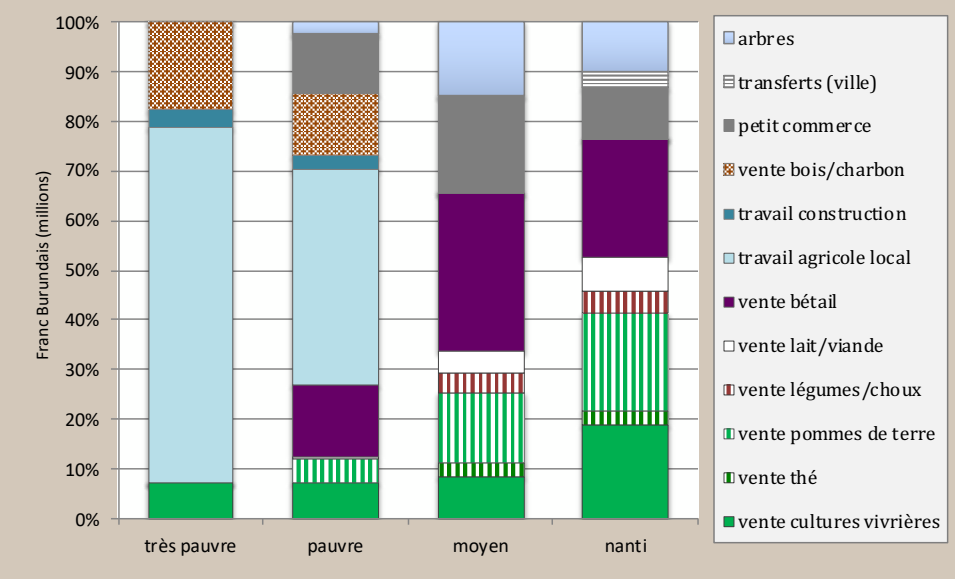
Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en espèces du Franc burundais (BIF) selon la source de revenu.

Le deuxième graphique en bas donne une image plus claire des profils de revenus des différents groupes de richesse. On peut y voir que les ménages très pauvres dépendent de la vente de leur travail pour générer 95 % de leur revenu annuel. Environ 70 % de cette main-d'œuvre était agricole, y compris le défrichage, la plantation, le désherbage, la pulvérisation et la récolte. Un peu plus de 20% du revenu annuel provenait d'une variété de travaux non agricoles, qui augmentent lorsque le travail agricole est difficile à trouver.

Ces activités économiques comprenaient la fabrication et la vente de charbon de bois et de bois de chauffage, la fabrication de briques, le petit commerce de produits alimentaires dans le village ou les villes, le travail dans les usines de thé, la migration vers les zones urbaines pour des petits boulots comme le transport de personnes ou de marchandises, la sécurité et le travail domestique, et la récolte d'herbes des champs pour les vendre en bottes comme fourrage pour le bétail. Les ventes de récoltes ont contribué pour les 7% restants au revenu annuel des ménages très pauvres. Le nombre de jours-personnes consacrés au travail agricole était plus élevé que ne l'indique le revenu monétaire, car une partie de celui-ci était payée en nature, comme le montre le graphique des sources de nourriture de la section précédente.

[9] Le taux de change moyen de l'année de référence de juin 2019 à mai 2020 était de 1 USD = 2,000 BIF. Il est à noter que le revenu en espèces typique de chaque groupe socioéconomique ne correspond pas nécessairement au point médian de la fourchette.

Les ménages moyens et nantis qui possèdent de plus grandes propriétés foncières, ont généré entre 45 et 55 % de leurs revenus annuels par la vente de cultures. Les pommes de terre sont de loin la culture de rente la plus importante pour les ménages moyens et nantis, qui tirent en moyenne 15 à 20 % de leur revenu total de cette seule culture, soit l'équivalent de 455 000 à 1 155 000 BIF en ventes de pommes de terre. Les arbres vendus pour le bois de chauffage et le charbon de bois sont une autre culture importante dans la zone à laquelle seuls les groupes de richesse supérieure ont accès.



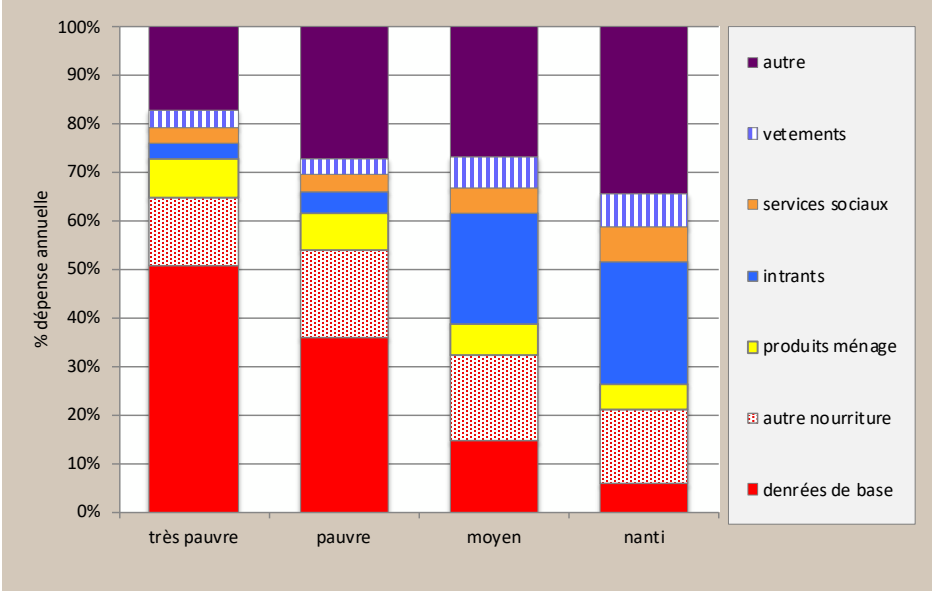
Le graphique présente les sources de revenus par ménage en pourcentage du revenu annuel en espèces

Les ventes de bois représentent entre 10 et 15 % du revenu annuel des ménages moyens et nantis. Les légumes, et en particulier les choux, sont une autre culture de rente importante, contribuant à 4 % du revenu annuel des ménages les plus riches. Le thé est une autre culture importante dans la zone et contribue à environ 3 % du revenu annuel des ménages nantis. L'importance du thé n'est pas seulement une culture de rente pour les agriculteurs riches, mais aussi une source de travail pour les ménages plus pauvres qui gagnent leur vie en récoltant le thé ou en travaillant dans les usines de thé. Les autres cultures qui génèrent des revenus pour les ménages moyens et nantis sont le maïs, les haricots, les patates douces, les bananes et, dans une moindre mesure, le blé et les fruits des arbres. Les ménages nantis ajoutent également de la valeur à leur récolte de bananes, en fabriquant de la bière de banane pour la vendre.

Les activités économiques non basées sur l'agriculture représentaient environ 45 à 55 % du revenu annuel des ménages moyens et nantis. Le commerce du bétail est une activité économique importante pour les ménages moyens et nantis de la zone ; il a contribué à environ 25-30% des revenus annuels, les ménages nantis ayant vendu en moyenne 6-10 porcs, 3-4 chèvres, 1-3 moutons et 1 vache pendant l'année de référence. Le fumier provenant de ces grands élevages de porcs, chèvres, moutons et bovins joue un rôle important dans la fertilisation des champs et l'augmentation de la productivité des cultures. Le lait et le beurre provenant des bovins fournissaient aux ménages moyens et nantis environ 4 à 7 % de leurs revenus, grâce, en partie, aux races supérieures à forte production laitière, aux soins vétérinaires et à l'alimentation complémentaire que ces ménages pouvaient se permettre. Alors que les ménages moyens et nantis participent à des activités de petit commerce en tant qu'intermédiaires pour la vente des récoltes et du bétail et en tant que commerçants, la principale activité commerciale non agricole dans la zone pour ces groupes de richesse est la production et la vente de bière de banane. La bière de banane est vendue en gros toute l'année à des commerçants qui viennent des centres urbains pour acheter de grandes quantités de bière locale. Enfin, les ménages nantis ont reçu en moyenne 180 000 BIF (3 % du revenu annuel) au cours de l'année de référence sous forme de transferts de fonds de la part de parents vivant en ville, ce qui contribue à renforcer les avantages économiques des ménages les plus riches de cette zone.

Postes de dépenses

Le graphique de droite présente les schémas de dépenses pour l'année de référence juin 2019 - mai 2020. Alors que les dépenses absolues augmentent considérablement avec la richesse, conformément au revenu monétaire total, la répartition des dépenses en pourcentage dans ce graphique montre le montant *relatif* du revenu dépensé dans différentes catégories. Tous les ménages doivent dépenser de l'argent tout au long de l'année pour une série de biens et de services. Il s'agit notamment des aliments de base et autres aliments, des articles ménagers, des intrants de production, des services sociaux,



Le graphique présente les dépenses annuelles totales en espèces par ménage et par catégorie de dépenses.

tels que les frais de scolarité et de soins de santé, les vêtements, des transports et d'autres articles divers. Le graphique ci-dessus montre que les deux groupes les plus pauvres consacrent une part beaucoup plus importante de leur revenu annuel, près de 65%, à la nourriture uniquement, dont environ 50% pour les aliments de base. Les ménages très pauvres et pauvres cultivent de très petites parcelles de terre qui ne sont pas suffisantes pour subvenir aux besoins de leurs familles, ils dépendent donc des achats sur le marché pour se nourrir. Environ 22% de l'argent dépensé pendant l'année de référence par les ménages très pauvres a servi à acheter du maïs, 20% des patates douces et 5% de la farine de manioc. Environ 10% ont été dépensés pour d'autres produits alimentaires tels que des haricots, de l'huile, des légumes et de petites quantités de riz. Les deux groupes les plus pauvres n'achètent pas de sucre et seuls les ménages pauvres peuvent se permettre d'acheter une petite quantité de viande. L'évolution des prix des aliments exercera une pression importante sur le revenu des ménages très pauvres et pauvres. De plus, lorsque l'argent est rare ou qu'un membre adulte de la famille ne peut pas travailler, les enfants abandonnent souvent l'école pour chercher du travail dans les villes et les centres des villages.

Les ménages moyens et nantis ont un schéma de dépenses très différent. Ils achètent certains aliments de base (dans ce cas, leur achat le plus important est la farine de manioc et le riz, qu'ils ne cultivent pas) et tous les mêmes produits non alimentaires que les très pauvres et les pauvres, mais dans des catégories plus importantes, avec en plus de la viande et du sucre. Dans l'ensemble, les achats alimentaires ne représentent qu'environ 30 % de leur budget annuel, dont seulement 15 % environ sont consacrés aux aliments de base.

La deuxième différence frappante est l'investissement dans les intrants productifs, qui représentait environ 23 % de l'argent total dépensé par les ménages moyens et environ 25 % de l'argent dépensé par les ménages nantis, contre seulement 3-4 % environ pour les deux groupes les plus pauvres. Obligés de consacrer la majeure partie de leurs revenus à la nourriture et aux produits de première nécessité, les ménages pauvres ne peuvent pas investir beaucoup d'argent liquide dans leurs rares actifs productifs pour améliorer la production. Ils ne dépensent qu'un montant minimal pour l'achat de semences et d'outils. La dépense d'intrants la plus importante pour les ménages moyens et nantis est le coût de l'embauche de la main-d'œuvre agricole pour leurs grandes propriétés foncières.

Le budget consacré aux services sociaux est similaire en termes relatifs dans tous les groupes de richesse : entre 4 % et 8 % du revenu total. Cependant, la différence en termes absolus entre les ménages très pauvres et les ménages nantis est multipliée par 10, même en comparant les dépenses par habitant. Les ménages moyens et nantis ont un nombre plus élevé de personnes à charge scolarisées et, souvent, atteignent des niveaux d'éducation plus élevés et ont accès à de meilleurs soins médicaux.

Les dépenses relatives en articles ménagers étaient également similaires pour tous les groupes de richesse en termes relatifs (4%-7% des dépenses annuelles), mais augmentent avec la richesse en termes absolus. Sont incluses ici les dépenses en sel et autres condiments, savon, éclairage, combustible et ustensiles de cuisine. Dans cette catégorie, la plupart des dépenses sont consacrées au savon, à l'éclairage et aux condiments. Dans quelques collines, l'eau est payée à un taux fixe, soit mensuellement, soit sur une base annuelle, mais ce n'est ni typique ni répandu ; en général, aucun argent n'a été dépensé pour l'eau, qui est accessible gratuitement dans la plupart de la zone. L'achat de bois de chauffage et de charbon de bois n'est pas typique dans la zone car les ménages possèdent des arbres et des lots de bois de chauffage.

Le reste du budget était consacré à l'habillement et à des articles divers non essentiels. Les vêtements représentaient 4 % à 6 % des dépenses de l'ensemble des ménages au cours de l'année de référence, les dépenses absolues augmentant avec la richesse. Les " autres " articles comprenaient les articles non essentiels tels que l'argent dépensé pour la bière, les transports, les crédits de téléphonie mobile, les festivals, les cadeaux, les dons religieux, les cosmétiques et autres dépenses discrétionnaires, dont certaines peuvent être réduites ou éliminées lors d'une mauvaise année. Au cours de l'année de référence, cette catégorie "autre" représentait 17% des dépenses des très pauvres, 25-26% de celles des pauvres et des moyens et 35% des dépenses des ménages nantis, qui disposaient de plus de revenus discrétionnaires à dépenser. Tous les groupes de richesse ont consacré un pourcentage élevé de leurs dépenses totales en articles non essentiels (plus de 65%) à l'achat de bière, de bière industrielle pour les nantis et certains ménages moyens et de bière locale pour les autres groupes.

Aléas

Aléas chroniques

Les risques chroniques constatés dans cette zone de moyens d'existence sont :

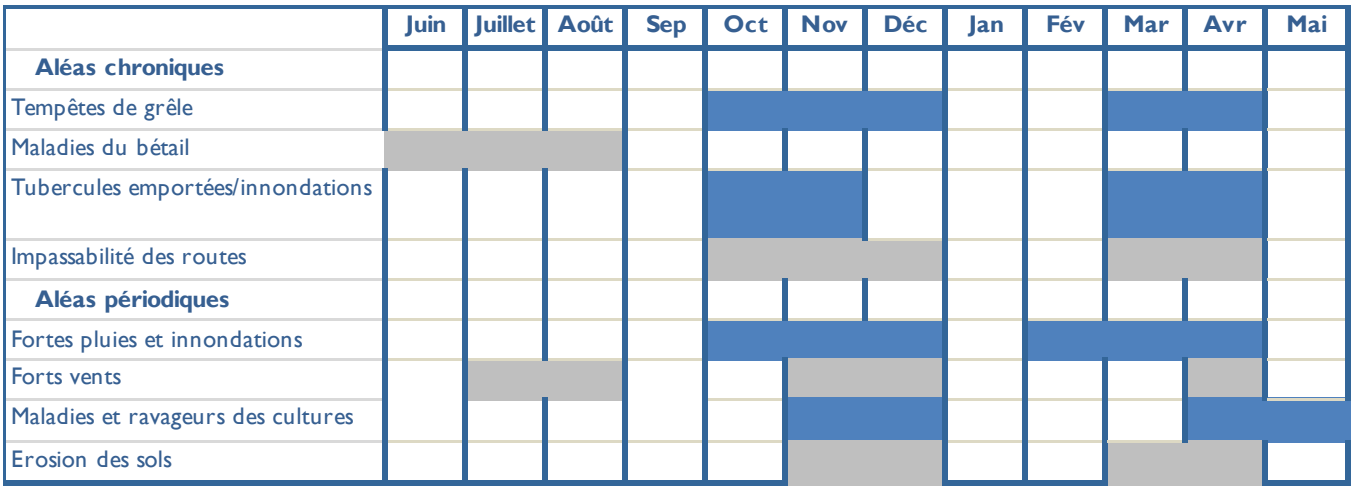
1. Les **tempêtes de grêle** déciment les cultures dans les champs; 2. les **maladies du bétail**, notamment la grippe porcine ou l'influenza porcine, la maladie de Newcastle qui affecte les volailles, la fièvre aphteuse et la fièvre de la côte Est (*theiléríose)* qui affectent les bovins ; 3. les **tubercules** plantés dans les marais, notamment les patates douces, sont emportés **par les eaux** pendant la saison des crues ; 4. l'**inaccessibilité des routes** pendant les saisons des pluies.

Aléas chroniques
- Tempêtes de grêle
- Maladies du bétail
- Tubercules des marais emportés par les eaux pendant la saison des inondations
- Impassibilité des routes

Aléas périodiques
- Fortes pluies et inondations
- Forts vents
- Maladies et ravageurs des cultures
- Érosion des sols
- Vol de biens

Aléas périodiques

1. Les **pluies torrentielles**, qui provoquent des **inondations**, des pertes de récoltes dans les marais et des glissements de terrain en montagne sont des risques périodiques qui affectent la zone tous les 2 ou 3 ans ; 2. les **vents violents** qui détruisent les récoltes et les bâtiments se produisent tous les 2 ou 3 ans ; 3. les **maladies et les ravageurs des cultures**, en particulier le mildiou, qui affecte les pommes de terre, les chenilles foreuses des tiges et maladies des bandes qui affectent le maïs en novembre/décembre et, et les Pucerons noirs causés par le départ précoce des pluies qui affectent les haricots en avril/mai, et les infestations de chenilles du légionnaire se produisent tous les 1 ou 2 ans ; 4. les pluies excessives provoquent l'**érosion des sols** sur les collines. L'érosion du sol sur les collines affecte les cultures environ tous les 2 ans. 5. Le vol grave dans la zone, notamment le pillage du bétail et des stocks de nourriture se produisent tous les 5 à 10 ans, en particulier pendant les périodes électorales.



Stratégies d'adaptation

En réponse aux aléas et aux années de mauvaise production, les ménages tentent de satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et leurs besoins en argent liquide par le biais d'un certain nombre de stratégies. Ces stratégies sont détaillées ci-dessous pour cette zone de moyens d'existence :

Tous les ménages essaient d'abord de **réduire les dépenses** sur les articles non essentiels ou plus chers, en achetant moins de sucre, d'huile, de viande, de bière ou de savon, par exemple, ou en réduisant les festivals, ou en éliminant les achats de vêtements. Tous les ménages tentent d'**augmenter le petit commerce** de divers biens et toute autre **activité indépendante en fonction** de leur accès au capital et aux marchés. Les stratégies agricoles générales utilisées par tous les ménages à des degrés divers pour atténuer les risques affectant les cultures comprennent l'utilisation de **semences améliorées, l'augmentation des cultures plantées dans les marais marginaux** et la **culture intercalaire de** plantes permanentes et saisonnières.

Ménages très pauvres et pauvres :

- **Augmenter la main-d'œuvre agricole** : Compte tenu de la productivité de la région, la demande de main-d'œuvre est souvent importante, surtout pendant les périodes de pointe autour de la préparation de la terre, du repiquage et de la récolte. Les ménages réagissent aux difficultés en augmentant le nombre de jours qu'ils consacrent aux travaux agricoles ou en envoyant des membres supplémentaires du ménage dans les champs.
- Augmenter les revenus en espèces par la **vente de main-d'œuvre non agricole**, en particulier dans les usines de thé - souvent à des taux réduits - et dans les centres urbains où la demande de main-d'œuvre sera moins affectée par les risques affectant la production agricole. Les ménages envoient d'autres hommes et garçons migrer vers les villes ou chez les ménages plus riches pour travailler. Les ménages pauvres augmentent également la vente d'herbes sauvages, de bois de chauffage et de charbon de bois.
- **Consommer des produits inferieurs** : En réponse aux aléas qui limitent la production agricole et augmentent le coût des aliments, les ménages se tournent vers des aliments de base moins coûteux comme le taro, les bananes à bière et les patates douces, et consomment également des feuilles de haricot. La réduction de la consommation alimentaire affecte l'ensemble de la famille, cependant les hommes peuvent consommer des aliments complémentaires en dehors de la maison (par exemple, sur les marchés, dans les cafés et les bars) tandis que les femmes et les enfants n'ont pas d'autre choix que les repas principaux pris au niveau familial.
- **Emprunter de l'argent** à des ménages plus riches.
- **Augmenter l'achat de produits alimentaires :** lorsque les récoltes sont mauvaises, les ménages pauvres augmentent leur dépendance vis-à-vis du marché, dans la mesure où leurs moyens le permettent.

Ménages moyens et nantis :

- **Vendre et consommer les stocks de réserve** : Les ménages nantis stockent généralement des réserves de maïs, de blé et de haricots. Lors d'une mauvaise année avec une faible production, ces ménages vendent ces aliments de base immédiatement après la récolte ou les consomment plus tôt.

- Essayer d'augmenter leurs **ventes de bétail** dans la mesure de leurs possibilités. Il ne faut pas oublier que la valeur du bétail a tendance à baisser les mauvaises années, ce qui limite l'efficacité de cette stratégie, et que l'état physique des animaux les mauvaises années est mauvais, ce qui rend plus difficile leur vente à un bon prix.
- **Vendre les eucalyptus** de leurs champs pour le bois d'œuvre et la fabrication de charbon de bois. Au cours d'une mauvaise année, et surtout pendant la saison sèche, les ménages plus riches vendent les arbres pendant qu'ils sont sur le terrain et/ou vendent sur la base de parcelles en gros où l'acheteur coupe les arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois, en fixant souvent son propre prix.
- **Augmenter les activités commerciales** telles que la fabrication ou le commerce de la bière de banane.
- **Recevoir des envois de fonds** de leurs enfants ou parents partis en ville ou à l'étranger.

Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages très pauvres et pauvres de la zone au cours d'une mauvaise année comprennent le fait de sauter des repas ou de réduire la taille des repas et de vendre leurs terres. Lorsqu'un membre du ménage est malade ou incapable de travailler, les enfants abandonnent souvent l'école pour travailler comme ouvriers afin de combler le manque à gagner. Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages moyens et riches comprennent la vente de tous leurs bovins et porcs et la vente de tous leurs arbres. Une autre atténuation négative est le vol de la récolte ou d'autre bien du ménage surtout par les très pauvres et pauvres, et aussi le vagabondage sexuel chez surtout les jeunes. Il est difficile pour les ménages de se rétablir une fois que ses actifs productifs ont été vendus ou volés.

Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire

Les principaux paramètres énumérés dans le tableau ci-dessous sont les sources de nourriture et de revenus qui contribuent de manière substantielle à l'économie des ménages dans la zone d'existence *Haut Altitude Sud.* Celles-ci devraient faire l'objet d'un suivi afin d'indiquer les pertes ou les gains potentiels pour les économies locales des ménages, soit par le biais de systèmes de suivi permanent, soit par des évaluations périodiques. Il est également important de surveiller les prix des principaux postes de dépenses, y compris les denrées alimentaires de base.

	Paramètre clé - Quantité	**Paramètre clé - Prix**
Cultures	• Maïs - saison A • Haricots - saisons B et C • Pommes de terre - saisons A, B et C • Patates douces - saisons A, B et C • Bananes • Légumes/choux • Arbres • Thé • Fagots de *Tripsacum*	• Maïs - saison A • Haricots - saisons B et C • Pommes de terre - saisons A, B et C • Légumes/choux • Arbres • Thé • Fagots de *Tripsacum*
Production animale	• Vente de lait de vache - saisons A & B • Ventes de porcs • Ventes de vaches • Ventes de chèvres	• Prix lait de vache - saison A • Prix porcs • Prix bovins • Prix chèvres
Autres sources de nourriture et de revenus	• Travail agricole - demande • Bois/charbon - demande • Petit commerce - demande • Rémittence (N)	• Taux de rémunération du travail agricole • Prix bois/charbon • Petit commerce • Rémittence (N)
Dépenses (denrée de base)		• Maïs (TP & P) • Patates douces (TP & P) • Farine de manioc (M & N) • Riz (M & N)
Autres postes de dépenses		• Intrants de production (M & N)

Recommandations

Les recommandations à plus long terme suggérées ci-dessous, classées par ordre de priorité par groupe de richesse, comprennent celles qui ont été mises en évidence par les personnes interrogées elles-mêmes dans les dix villages représentatifs de la zone et celles qui ont été faites par l'équipe d'évaluation à la suite de discussions détaillées et d'observations sur le terrain pendant l'étude AEM en juin 2021. Toutes ces suggestions nécessitent d'autres études de faisabilité détaillées.

Très Pauvre	Pauvre	Moyens	Nantis
Octroi du petit bétail comme ovins, caprins, porcs et volailles	Octroi du petit bétail comme ovins, caprins, porcins et volailles et des fertilisants	Octroi des vaches de race ameliorée qui peuvent produire plus du lait et avoir du fumier pour l'agriculture	Octroi des vaches de race ameliorée qui peuvent produire plus du lait et avoir du fumier pour l'agriculture
Creuser des puits et rendre l'eau potable disponible dans la zone	Creuser des puits et rendre l'eau potable disponible dans la zone	Réduction du prix des intrants agricoles et distribution en temps voulu aux agriculteurs	Réduction du prix des intrants agricoles et distribution en temps voulu aux agriculteurs
Construire des cliniques et rendre les cliniques existantes plus accessibles	Construire des cliniques et rendre les cliniques existantes plus accessibles	Formation aux techniques agricoles modernes pour obtenir un meilleur rendement	Formation aux techniques agricoles modernes pour obtenir un meilleur rendement
Rénover les maisons et rendre les structures résistantes aux vents et aux inondations	Rénover les maisons et rendre les structures résistantes aux vents et aux inondations	Construction d'un hôpital, d'écoles et d'un marché	Construction des coopératives, d'un hôpital, des écoles secondaires, et d'un marché sur la colline
Accès aux semences améliorées pour obtenir un meilleur rendement	Accès aux semences améliorées pour obtenir un meilleur rendement	Accès aux semences améliorées de qualité	Diminuer les taxes pour les commerçants
Formation aux techniques agricoles modernes et apprentissage des métiers	Formation aux techniques agricoles modernes et apprentissage des métiers	Creuser des puits et rendre l'eau potable disponible dans la zone	Fournir de l'électricité et améliorer les routes

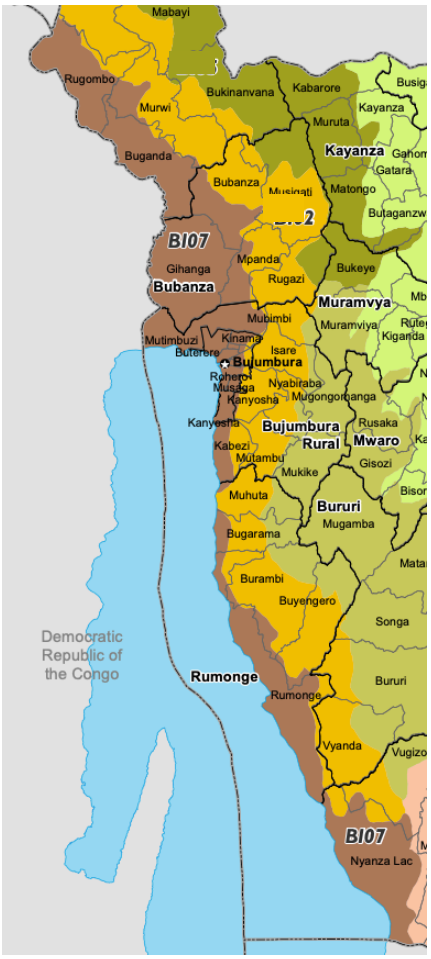
BURUNDI Profil Zone de Moyens d'Existence

Plaine Imbo : cultures vivrières, riz et huile de palme (BI07 TPP) ménages très pauvres et pauvres

Juillet, 2021 [10]

Description de la zone

La *zone de moyens d'existence de la Plaine Imbo : cultures vivrières, riz et huile de palme* (BI07) est une zone plate de faible altitude avec une élévation de 780-1000 m au-dessus du niveau de la mer couvrant la longueur de la partie la plus occidentale du pays. Elle est située du nord-ouest au sud-ouest du Burundi. Elle partage une frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) au nord, puis se dirige vers le sud le long de la côte du lac Tanganyika jusqu'à la pointe sud du Burundi. La zone traverse les provinces de Cibitoke, Bubanza, Bujumbura, Rumonge et Makamba, les villes importantes étant Rugombo, Cibitoke, Bubanza, Nyanza Lac, Rumonge et Bujumbura. Les principales caractéristiques géographiques de la zone comprennent le lac Tanganyika, les rivières Rusizi (à la frontière avec la RDC), Murembwe, Dama, Kaburantwa, Mpanda et Kagunuzi, entre autres.



BI07 - Plaine Imbo

La zone est l'une des régions les plus sèches et les plus chaudes du Burundi, recevant en moyenne moins de 900 mm de précipitations par an, avec des températures moyennes annuelles de 23-25 degrés Celsius. La zone connaît une alternance de saisons des pluies et de saisons sèches, la saison sèche pouvant s'étendre sur 4 à 5 mois. La saison des pluies commence en octobre et se termine généralement en mai et comprend les courtes pluies d'octobre à décembre et les longues pluies de février à mai. La principale saison sèche va de juin à septembre, avec une autre petite saison sèche en janvier. Les inondations sont également fréquentes dans la zone en raison de la topographie plate de la zone, traversée par des zones fluviales se terminant dans le lac.

L'agriculture (production végétale et élevage complémentaire) est la principale activité dans la zone pour générer de la nourriture et de l'argent. Les cultures pluviales telles que le manioc, le maïs, le haricot, et les patates douces sont répandues dans toute la zone. La production de céréales comme le riz et le maïs est plus importante dans les parties nord et centrale de la zone que dans la partie sud où la production de tubercules comme le manioc et la colocase est plus importante. Il existe deux principales cultures de rente dans cette zone : l'huile de palme et le riz irrigué. Les palmiers et la production d'huile de palme sont plus répandus dans le sud. Certaines poches dans le nord ont également une production de palmiers et d'huile de palme, même si l'échelle est beaucoup plus petite par rapport à la partie sud de la zone. L'inverse est vrai pour les cultures irriguées comme le riz et les cultures maraîchères comme les tomates sont plus développées dans le nord et le centre de la zone. La production agricole est moyennement bonne pour presque toutes les cultures.

L'élevage du bétail est beaucoup moins important que l'agriculture. Le nombre de têtes de bétail (principalement des porcs et des chèvres, et quelques bovins) possédées au niveau des ménages est faible dans toute la zone. Cela

[10] Le travail sur le terrain pour le profil actuel a été entrepris en juin de 2021. Les informations présentées dans ce profil se rapportent à l'année de référence, qui couvre la période allant de Juin 2019 à Mai 2020. Dans la mesure où il n'y a pas de changements fondamentaux dans l'économie, l'information contenue dans ce profil devrait demeurer valide pendant environ cinq à dix ans (c.-à-d. jusqu'en 2026-2027). Tous les prix mentionnés dans le document se rapportent à l'année de référence.

implique une faible production laitière et un revenu monétaire limité provenant de la vente du bétail et de ses produits. Cependant, dans certaines poches du nord et du centre de la zone, on trouve des ménages possédant de grands troupeaux. Également, on trouve des élevages de bovins autour de la ville de Bujumbura qui approvisionnent le marché laitier local. Les principales sources de revenus sont la vente de produits agricoles, notamment le riz, l'huile de palme, les légumes, le maïs, le haricot, le manioc, les patates douces, le soja et la colocase ; la vente de bétail ; le travail agricole et non agricole et le petit commerce/petites entreprises. Dans la partie nord, les ventes de riz et de légumes sont les principales sources de revenus (pour les ménages moyens et plus aisés) tandis que dans la partie sud, les ventes de manioc et d'huile de palme sont les principales sources de revenus (à nouveau pour les ménages moyens et plus aisés) et, dans une certaine mesure, les ventes de poissons, notamment pour les communautés vivant près des rives du lac Tanganyika, surtout dans la partie sud de la zone. En outre, le commerce s'effectue aux postes frontières avec les pays voisins et dans les ports du lac Tanganyika.

La *zone de moyens d'existence de la Plaine Imbo* peut être décrite comme ayant quatre sous-zones différentes du nord au sud, comme résumé ci-dessous.

a) Riz et autres cultures pluviales : principalement dans la province de Cibitoke où l'on produit du riz irrigué et des cultures pluviales. Quelques poches ont un petit nombre de palmiers et une production d'huile de palme.
b) La riziculture intensive : principalement dans la province de Bubanza et plus particulièrement dans la commune de Gihanga où il y a une abondante production de riz irrigué en plus des cultures pluviales. Quelques poches ont des palmiers et une production d'huile de palme. Dans Bujumbura rural, la commune de Mutimbuzi entre dans cette catégorie car elle a une production abondante de riz et un peu d'huile de palme.
c) Production intensive d'huile de palme : dans la province de Rumonge où l'on trouve de nombreuses plantations de palmiers et une production abondante d'huile de palme par rapport à toute autre partie de la zone de subsistance. Des cultures pluviales sont également pratiquées, ainsi qu'un peu de riz irrigué.
d) Huile de palme et autres cultures pluviales : on les trouve principalement dans la commune de Nyanza-Lac dans la province de Makamba. La production d'huile de palme est cultivée en plus des principales cultures pluviales ; on trouve du riz irrigué dans certaines poches.

Comme il existe des différences notables au sein de la zone de moyens d'existence, telles que résumées pour les quatre sous-zones identifiées, les données recueillies n'ont pas pu être analysées comme un seul ensemble de données. L'analyse s'est plutôt concentrée sur deux grandes sous-zones, le nord et le sud. Seules les données des groupes de richesse très pauvres et pauvres étaient suffisamment homogènes pour être analysées comme une seule zone de moyens d'existence avec de nombreux points de similitude dans les options de production alimentaire et de génération de revenus monétaires et des schémas de dépenses similaires, essentiellement parce que les très pauvres et les pauvres ne sont pas en mesure d'exploiter les deux principales cultures de rente et ont donc des moyens d'existence très similaires . Les données recueillies pour les moyens et les plus aisés montrent de très grandes variations dans les quantités d'argent générées par les différentes cultures vivrières et de rente, ainsi que des niveaux très différents d'investissements dans les intrants agricoles. L'ensemble des données était trop petit pour obtenir un compte rendu détaillé des moyens de subsistance des ménages moyens et plus aisés dans les deux ou quatre sous-zones. Cependant, les informations les plus défendables sur ces deux groupes de richesse ont été incluses ici.

Marchés

L'accès au marché est bon en raison de la situation géographique de la zone qui est proche des grands axes routiers et des centres de marché. La zone est desservie par des routes goudronnées et des routes de terre, y compris trois routes principales : la RN3, la RN5 et la RN9. Les principaux marchés utilisés par la population vivant dans cette zone de moyens d'existence se trouvent dans les principales villes et centres, notamment Rugombo, Cibitoke, Gihanga, Nyanza-Lac, Muyange et Rumonge. La plupart des gens transportent leurs produits au marché en bicyclette ou en moto. Les principales marchandises produites et vendues dans la zone suivent les itinéraires indiqués dans le tableau ci-dessous.

Produits de base	Route commerciale	Période de pointe des échanges
Riz	Rugombo/Gihanga à Bujumbura à Rumonge et autres provinces	De février à juin
Huile de palme	Rumonge à Bujumbura et autres provinces Gihanga (Musenyi) à Cibitoke et autres provinces Nyanza-Lac à Rutana à Gitega et autres provinces	D'octobre à avril
Manioc	De Nyanza-Lac à Bujumbura et autres provinces	Juillet à août

Bien que le riz soit produit dans la zone et vendu aux autres provinces du pays, il y a des périodes dans l'année (principalement d'octobre à décembre) où les ménages doivent acheter du riz importé sur les marchés. Le riz importé provient d'Inde et du Pakistan et passe par la Tanzanie (port de Dar es Salaam), puis par Mabanda, Nyanza Lac, Rumonge et enfin Bujumbura et les autres provinces du pays.

Les principaux animaux vendus dans la zone sont les porcs, les chèvres et les poulets. Ces animaux sont principalement vendus au sein des communautés de la zone. Les périodes de pointe pour la vente de bétail sont septembre et décembre, afin de couvrir les dépenses liées à la rentrée scolaire et aux fêtes de fin d'année.

La vente de la main-d'œuvre se fait principalement à l'intérieur de la zone. Environ 70 % de la main-d'œuvre vendue à l'est au sein des communautés locales, à des ménages voisins pour la production agricole et quelques travaux de construction. Environ 25% de la main-d'œuvre vendue est destinée à des travaux effectués dans les villes locales de la zone. Environ 5% de la main-d'œuvre est vendue en dehors de la zone, y compris à des endroits plus éloignés en RDC, en Tanzanie et au Rwanda, bien que cela ne se produise généralement que les mauvaises années. Les taux de la main-d'œuvre locale peuvent atteindre 4000 BIF par jour pour la main-d'œuvre agricole et 5000 BIF par jour pour les travaux de construction. Ces taux sont généralement plus élevés que dans d'autres régions du pays. En termes de demande de main-d'œuvre agricole, environ 60 % de la demande de travailleurs se fait pendant la saison A et les 40 % restants pendant la saison B+C pour toutes les activités nécessitant de la main-d'œuvre. La main-d'œuvre agricole locale est requise pour les cultures vivrières, mais aussi pour les récoltes d'huile de palme et la culture du riz irrigué. Cependant, les différences entre le nord et le sud n'ont pas considérablement modifié les schémas de la demande de main-d'œuvre et donc la quantité d'argent et les types de travaux effectués par les TP et P en matière de main-d'œuvre agricole.

Historique aléas et année de référence

L'évaluation de base se réfère à une période spécifique de douze mois appelée "année de référence". Normalement, l'année de référence commence au début des principales pluies pour les éleveurs et au début de la principale récolte pour les agriculteurs qui marque la fin de la période de soudure. Dans la *zone de moyens d'existence de la Plaine Imbo, l'*année de référence a couvert la période allant de juin 2019 à mai 2020. Toutes les informations décrites dans ce rapport relatives aux prix, aux revenus gagnés, aux dépenses et aux aliments consommés concernent la période de douze mois allant de juin 2019 à mai 2020. L'année 2020/2021 aurait dû être choisie comme année de référence car elle a été jugée " moyenne " par la communauté puisqu'il y avait une bonne production de céréales et de tubercules, mais elle a été laissée de côté en raison du covid-19 et de l'impact qu'il a pu avoir sur les prix des produits de base, les revenus des ménages ainsi que les dépenses.

Au cours des entretiens avec les chefs communautaires, il a été demandé aux informateurs de classer les cinq dernières années en termes de performance saisonnière, la note 1 indiquant une mauvaise saison et la note 5 une excellente saison. Le tableau ci-dessous résume les réponses des chefs communautaires.

Année	Score	Évènements
2020-2021	**3**	Positifs : bonnes précipitations, bonne production de tubercules et de céréales, bonne production de bétail Négatifs : maladies/ravageurs des cultures, maladies du bétail, perturbation des précipitations, mauvaise production de haricots, pandémie Covid-19
2019-2020	**3.5**	Positifs : bonne pluviométrie, bonne production végétale, bonne production animale Négatifs :, inondations et glissements de terrain, maladies/ravageurs des cultures, maladies du bétail (PPR, PPA), perturbation des pluies
2018-2019	**3**	Positifs : bonnes précipitations, irrigation améliorée, production animale et végétale moyenne Négatifs : maladies du bétail (PPR, PPA), perturbation des précipitations, vents forts
2017-2018	**2**	Positifs : aucun reporté Négatifs : maladies/ravageurs des cultures, maladies du bétail (PPR, PPA), perturbation des pluies, inondations et glissements de terrain, mauvaise production, perte de bétail
2016-2017	**2.5**	Positifs : bonnes pluies Négatifs :, maladies/ravageurs, maladies du bétail (PPR, PPA), perturbation des pluies, inondations et glissements de terrain, perte de bétail
2015-2016	**2.5**	Positifs : Bonnes précipitations Négatifs : maladies/ravageurs, maladies du bétail (PPR,PPA), perturbation des précipitations, inondations et glissements de terrain, migration de personnes

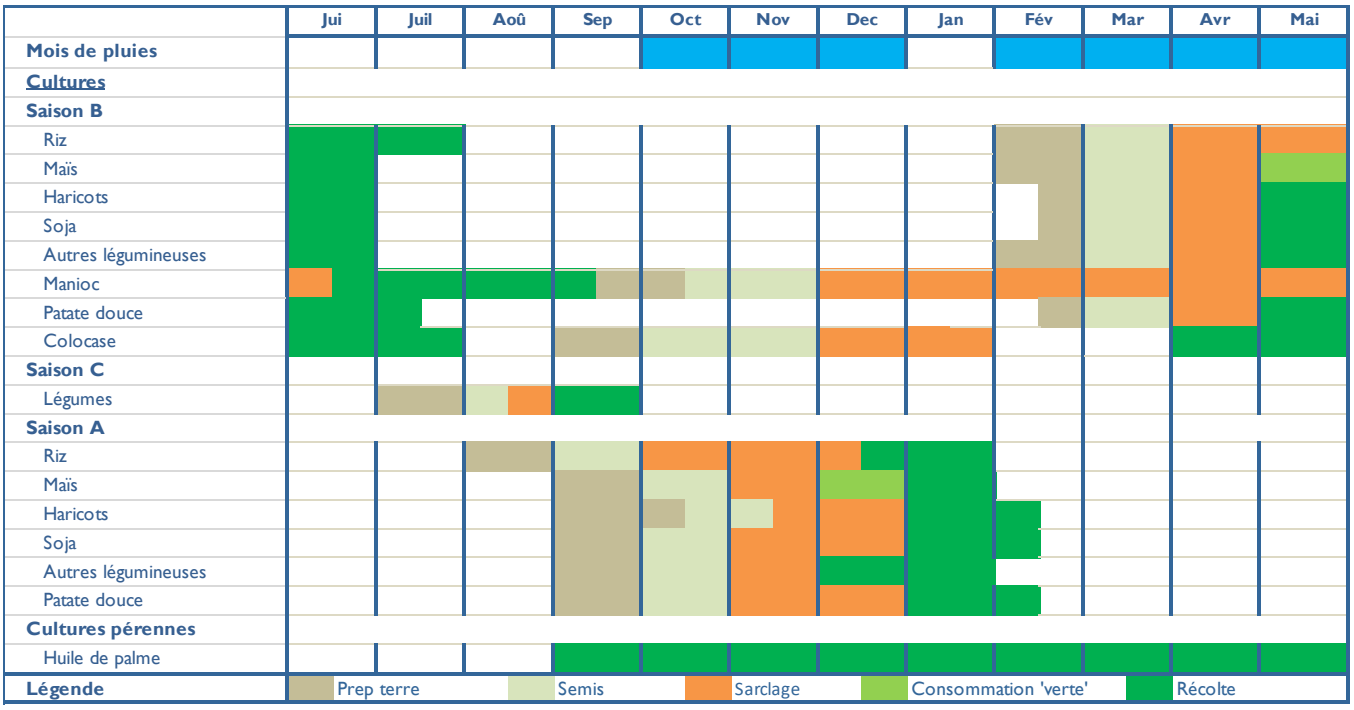
5 = une excellente saison pour la sécurité alimentaire des ménages (par exemple en raison de bonnes pluies, de bons prix, de bons rendements agricoles, etc.)
4 = une bonne saison ou une saison supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
3 = une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages
2 = une saison inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
1 = une mauvaise saison (par exemple en raison de la sécheresse, des inondations, des maladies du bétail, des attaques de ravageurs) pour la sécurité alimentaire des ménages

Calendrier saisonnier pour l'année de référence

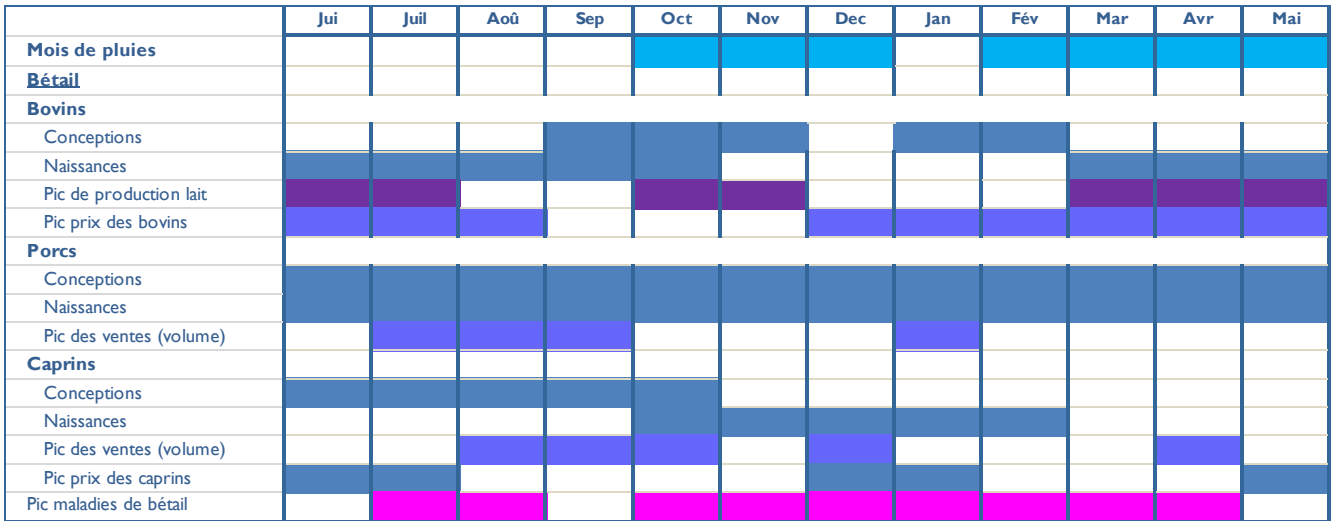
La zone de moyens d'existence de la Plaine Imbo reçoit des précipitations bimodales qui permettent trois saisons de culture par an : les longues pluies de février à mai et les courtes pluies d'octobre à décembre. Il y a également deux saisons sèches : la longue saison sèche de juin à septembre et la courte saison sèche en janvier. Pour les saisons de culture, la première saison va de septembre/octobre à janvier (saison A) ; la deuxième saison va de février à juin/juillet (saison B) et la troisième saison va de juillet à septembre (saison C). La plupart des cultures sont pratiquées au cours de la première et deuxième saisons agricole, la troisième saison étant principalement consacrée aux légumes tels que les choux, les tomates et les oignons. Certains ménages cultivent également du maïs, des haricots et des patates douces pendant cette saison sèche. Les rendements de la troisième saison sont presque insignifiants. Les cultures de contre-saison comme le riz sont également cultivées dans les zones humides et les vallées fluviales où l'irrigation peut être pratiquée.

En première et deuxième saison, on cultive le maïs, les haricots, le soja, le manioc, les patates douces, la colocase et le riz. La préparation des terres pour les cultures de première saison, c'est-à-dire le maïs, les haricots, le soja, les patates douces et la colocase, commence en septembre, immédiatement après la récolte des cultures de troisième saison. Les plantations commencent en octobre avec le début des courtes pluies et pour certaines cultures, elles se poursuivent en novembre. Les périodes spécifiques de plantation dépendent des résultats des pluies d'une année donnée, mais c'est le mois le plus courant pour la plantation. Le désherbage a lieu en novembre et en décembre également pour certaines cultures. Le maïs vert est prêt en décembre et en janvier, la récolte sèche du maïs et du soja est prête. Les haricots sont prêts à être récoltés à partir de décembre à janvier. Les patates douces sont également prêtes à être consommées en janvier. Avec toutes ces cultures disponibles pour la consommation, la période de soudure d'août à décembre est interrompue. Le manioc et la colocase sont plantés pendant la courte saison des pluies, mais il faut du temps avant qu'ils ne soient mûrs et prêts à être consommés. Le manioc est prêt à être récolté à partir de juin et peut être disponible toute l'année. La colocase est prêt d'avril à juillet.

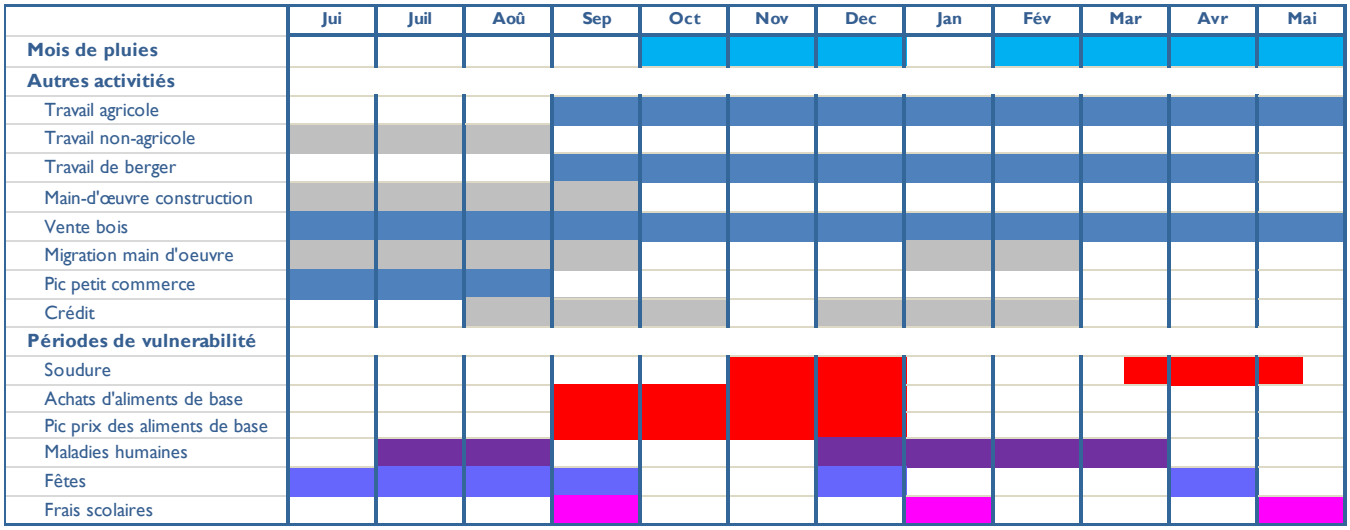
En janvier, la courte saison sèche situé entre la courte et la longue saison des pluies (avec des précipitations moins intenses et moins fréquentes) permet aux agriculteurs de manipuler les produits de la première saison de culture. La préparation de la terre pour les cultures de la deuxième saison commence en février, suivi en suite par la plantation en mars et le désherbage en avril. Le maïs frais pour la consommation est disponible en mai et la récolte ultérieure de maïs sec en mai/juin. Les haricots et le soja sont également récoltés en mai/juin. Les patates douces de deuxième saison sont disponibles pour la consommation de mai à juillet.



Le cycle du bétail dans cette zone est également lié aux saisons des pluies. Après le début des pluies, les animaux entrent en chaleur. Les naissances suivent cinq mois plus tard pour les chèvres ou neuf mois plus tard pour les bovins. Les rendements laitiers des bovins atteignent leur maximum entre mars et juillet, puis en octobre et novembre pendant la courte saison des pluies. Le cycle de reproduction des porcs n'est pas saisonnier et les naissances ont lieu tout au long de l'année. Les ventes de bétail sont les plus élevées d'août à octobre, de décembre à janvier et à nouveau en avril, ce qui coïncide avec la période de soudure où les achats de nourriture sont généralement les plus élevés et où les besoins en liquidités sont les plus importants. Cela coïncide également avec les périodes de fêtes, en particulier Noël en décembre, ainsi qu'avec les périodes de paiement des frais de scolarité en janvier, mai et septembre. Les maladies du bétail peuvent survenir à tout moment de l'année, mais elles sont plus fréquentes pendant la saison des pluies, d'octobre à avril, car le temps plus humide apporte avec lui des parasites et d'autres maladies bactériennes, virales et respiratoires.



La zone connaît deux périodes de soudure: la première et longue période de soudure peut commencer aussi tôt que le mois d'août parmi les ménages les plus vulnérables, et culmine de novembre à décembre, jusqu'au moment que le maïs frais devient disponible aux consommateurs et que le haricot frais est prêt à être récolté. Pendant la période de soudure, les ménages dépendent principalement des achats d'aliments de base sur le marché. Cependant ce sont aussi les mois où les prix des aliments de base sont également élevés. La deuxième période de soudure est plus courte et se produit vers le mois d'avril, juste avant que le maïs frais ne soit disponible en mai, ainsi que la récolte des cultures sèches qui commence également en mai pour certaines cultures comme les haricots et le soja.



Les activités génératrices de revenus sont exercées tout au long de l'année, bien que certaines activités soient associées à des saisons différentes. La demande de main-d'œuvre agricole se manifeste tout au long de l'année grâce aux trois saisons de production des cultures, les mois de pointe se situant entre septembre et mai. La main-d'œuvre non agricole, principalement dans le secteur de la construction, connaît un pic entre juin et septembre. Il existe également une main-d'œuvre migratoire dans cette zone, notamment en raison de sa situation à la frontière avec la Tanzanie, le Rwanda et la République démocratique du Congo. Les mois de pointe pour la main-d'œuvre migratoire sont de juin à septembre et de janvier à février. D'autres sources de revenus, comme la vente de bois de chauffage et de charbon de bois, sont des activités pratiquées toute l'année.

Découpage socio-économique

Dans cette zone, les ménages peuvent être définis et classés en quatre grands groupes de richesse. Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques et les actifs productifs des quatre principaux groupes de richesse, y compris la répartition en pourcentage qu'ils constituent dans la zone.

		Caracteristiques groupes socio-économiques						
		Taille ménage	Proprieté foncière (ha)	Terre cultivée (ha)	Cultures	Bétail	Volaille	Autres actifs
Tres pauvre		5-6	0.02-0.2	0.1-0.4	maïs, niébé, manioc, patate douce, soja, colocasse, fruits	0-2 cobayes	0-6	
Pauvre		5-7	0.2-0.45	0.25-0.9	maïs, niébé, manioc, patate douce, soja, colocasse, fruits, riz (nord), palmier à huile (sud)	0-6 cobayes; 0-3 caprins; 0-2 porcins	0-8	0-2 téléphones; 0-1 vélos
Moyen		6-9	0.75-1.5	0.9-1.5	maïs, niébé, manioc, patate douce, soja, colocasse, fruits, riz (nord), palmier à huile (sud)	0-2 bovins; 2-4 caprins; 1-2 porcins	0-12	1-2 téléphones; 0-1 kiosque; 0-2 bicyles; 0-1 motos
Nanti		8-11	1-3	2-3	maïs, niébé, manioc, patate douce, soja, colocasse, fruits, riz (nord), palmier à huile (sud)	0-5 bovin; 0-6 caprins; 1-3 porcins	0-12	1-3 téléphones; 0-2 kiosque; 1-3 bicyles; 0-2 motos

Note : Le pourcentage de ménages par catégorie représente le point médian d'une fourchette.

Les principaux déterminants de la richesse dans cette zone sont la quantité de terres possédées et cultivées et le montant du capital disponible pour investir dans la production agricole. Un autre facteur important pour déterminer la richesse est le nombre et le type de bétail possédé (et disponible à la vente). Les ménages possèdent un petit nombre de têtes de bétail, principalement des petits ruminants et des volailles, qui sont également vendus. Les ménages plus aisés et moyens possèdent également quelques bovins. Outre le lait, la viande et les œufs, le bétail est également gardé pour le fumier, la force de traction, l'épargne, la sécurité et le statut social.

Même si les moyens d'existence des populations rurales sont étroitement liés à l'agriculture comme source de nourriture et de revenus, l'accès aux terres arables dans cette zone est limité. La quantité de terres possédées et cultivées par ménage est généralement faible. Les ménages très pauvres possèdent entre 0,02 et 0,20 ha, les ménages pauvres entre 0,20 et 0,45 ha, les ménages moyens entre 0,75 et 1,5 ha et les ménages plus aisés entre 1 et 3 ha de terres. Les terres cultivées sont plus nombreuses que les terres possédées car les ménages de tous les groupes de richesse ont accès à des terres supplémentaires pour la culture par le biais du métayage ou de la location. Pour les terres qui sont en métayage, les règles de paiement s'appliquent. En d'autres termes, une partie de la récolte du locataire sera versée au propriétaire foncier. Les très pauvres et les pauvres paient le plus souvent avec une partie de la récolte, mais la majorité des ménages moyens et plus aisés préfèrent payer en espèces pour des terres supplémentaires louées pour la culture.

Les plus aisés cultivent des surfaces relativement importantes (2-3 ha) et possèdent un plus grand nombre de têtes de bétail (0-5 bovins, 0-6 chèvres et 1-3 porcs). Cela leur permet de tirer une grande partie de leur alimentation de la production végétale et animale. Les ménages moyens tirent également une part importante de leur alimentation et de leur argent de la production végétale et animale, malgré la taille plus réduite des terres cultivées (0,75-1,5 ha) et le faible nombre de têtes de bétail (0-2 bovins, 2-4 chèvres et 1-2 porcs). Les ménages moyens et plus aisés font appel à la main-d'œuvre saisonnière des ménages plus pauvres pour les aider à préparer la terre, planter, désherber et récolter. Les propriétés foncières des ménages moyens et plus aisés sont plus importantes dans les zones de production intensive de riz ou de grandes plantations d'huile de palme.

Les pauvres et les très pauvres cultivent de petites parcelles de terre. Les pauvres peuvent cultiver 0,25-0,9 ha de terre tandis que les très pauvres peuvent cultiver 0,04 ha. En termes de bétail, les très pauvres et les pauvres ont de très petits effectifs avec pour les très pauvres 0-2 cobayes et pour les pauvres 0-6 cobayes, 0-3 chèvres et 0-2 porcs.

Tous les groupes de richesse élèvent des volailles, leur nombre augmentant parfois avec la richesse. Les très pauvres ont 0-6 poulets, les pauvres 0-8 et les moyens et meilleurs 0-12 poulets.
Le nombre de membres du ménage augmente également avec le groupe de richesse en raison d'un grand nombre de personnes à charge.

La proportion de ménages très pauvres, pauvres, moyens et plus aisés dans la zone est de 24%, 36%, 28% et 12% respectivement. Cela signifie que les pauvres et les très pauvres combinés forment une très grande proportion de ménages, soit 60 %. Les ménages les plus aisés constituent un groupe unique et très restreint qui ne représente que 12 % des ménages de la zone. On trouve des ménages dirigés par des femmes dans chaque groupe de richesse. Le pourcentage de ménages dirigés par des femmes dans chaque groupe de richesse est le suivant : 55% dans les ménages très pauvres, 45% dans les ménages pauvres, 25% dans les ménages moyens et 10% dans les ménages plus aisés.

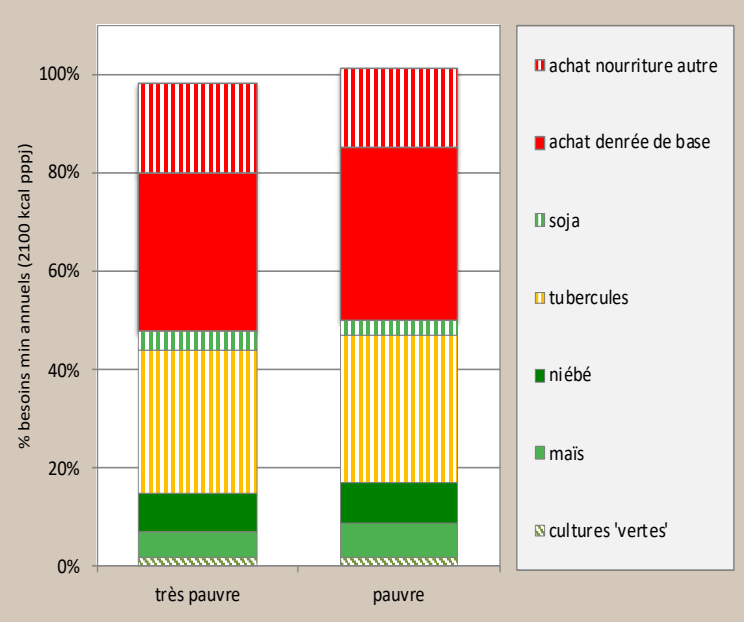
Il est important de noter que la plupart des communautés comptent un petit nombre de ménages qu'il est difficile de classer dans les quatre groupes de richesse mentionnés ci-dessus. Les ménages tels que les couples âgés vivant seuls ou les indigents sont pour la plupart économiquement non productifs et dépendent d'autres ménages. À l'autre extrémité du spectre de la richesse se trouvent les ménages que l'on peut qualifier de riches. Il n'y a généralement qu'une poignée de ménages de ce type dans une communauté. Pour des raisons de simplicité analytique, la recherche HEA se concentre sur les quatre groupes qui constituent la majorité d'une communauté.

Sources de nourriture - Ménages très pauvres et pauvres

Le graphique de droite présente les sources d'alimentation des ménages très pauvres et pauvres dans la zone de moyens d'existence pour la période juin 2019 - mai 2020, l'année de référence. La nourriture est présentée comme un pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour la période de 12 mois.

Comme on peut s'y attendre dans une zone agricole, les cultures produites par le ménage elle-même constituent la principale source de nourriture pour tous les groupes de richesse, y compris les classes moyennes et aisées non incluses ici. Cependant, pour les très pauvres, les aliments achetés étaient plus importants que leur propre production. Pour les pauvres, la production agricole propre et les aliments achetés ont fourni près des pourcentages des besoins caloriques annuels minimums.

En ce qui concerne la production propre, une part importante des calories provient de la



Dans le graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme un apport énergétique alimentaire moyen de 2100 kcal par personne et par jour. Il est à noter que les aliments sont présentés en pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour une période de 12 mois.

consommation de manioc, de haricots, de maïs, de patates douces, de soja et de colocase/taro.

En ce qui concerne les aliments achetés, les produits les plus courants sont la farine de maïs, la farine de manioc, le riz, les patates douces, les haricots et l'huile de cuisson. Les autres aliments achetés sont le poisson séché, la viande (en très petites quantités), la colocase et les légumes, notamment les tomates, les oignons et l'amarante (*lenga lenga*).

Les ménages très pauvres de cette zone, qui représentent 24% de l'ensemble des ménages de la zone, ont couvert moins de 100% de leurs besoins caloriques annuels minimums. Les ménages pauvres, qui représentent 36% de l'ensemble des ménages de la zone, ont couvert un peu plus de 100% de leurs besoins caloriques minimaux pendant les 12 mois de l'année de référence.

Sources de revenus - Ménages très pauvres et pauvres

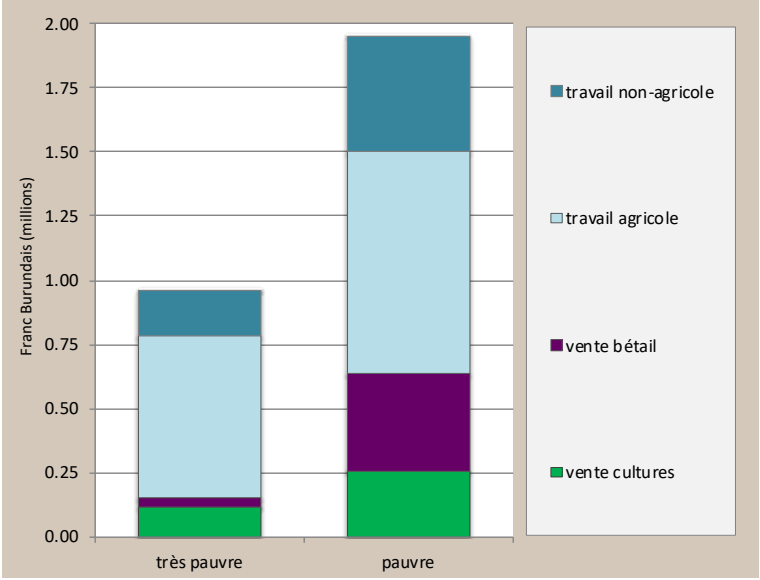
Toutes les informations de cette section concernent l'année de référence juin 2019 - mai 2020. Le tableau de droite présente la fourchette des revenus annuels par ménage selon les informations collectées, ce qui montre que, en

TABLEAU SYNTHESE REVENU ANNUEL (BIF)		
Groupe socio-économique	**Très pauvre**	**Pauvre**
Revenu annuel par ménage [11]	850,000 à 1,500,000	1,300,000 à 3,000,000

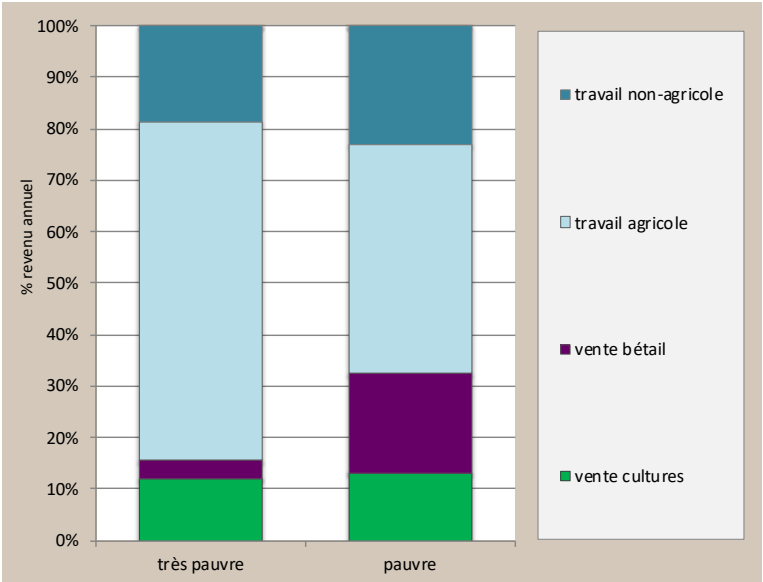
[11] Le taux de change moyen de l'année de référence de juin 2019 à mai 2020 varie entre 1796 ET 1945 BIF pour 1 USD.

moyenne, les ménages pauvres arrivent à générer entre 1,5 et 2 fois plus de revenus que les ménages très pauvres.

Le graphique de droite présente la composition des sources de revenus des ménages très pauvres et les pauvres pendant l'année de référence. Les principales sources de revenus dans la zone pour ces ménages sont le travail agricole, la vente des récoltes, l'auto-emploi et, en moindre mesure, la vente de bétail. La plupart de l'argent gagné par les ménages pauvres est payé par les ménages moyens et plus aisés résidents à l'intérieur de la zone plutôt que de venir de l'extérieur. Les ménages très pauvres ont gagné en moyenne un peu moins de 1 million de BIF pour l'année de référence, provenant de quatre sources : travail occasionnel (travail agricole), travail indépendant (fabrication de briques), vente de produits agricoles et vente de volailles. Le travail occasionnel pour des ménages moyens et plus aisés dans leur propre village ou dans les villages voisins, était principalement un travail agricole qui leur rapportait 60 % de leur revenu annuel. Le travail agricole est effectué manuellement par des hommes et des femmes adultes. La fabrication de briques ne rapporte aux ménages que 20 % de leur revenu annuel. La vente de récoltes a rapporté aux très pauvres 15% supplémentaires, la vente de volailles ne leur a rapporté que 3% au cours de l'année de référence. Le revenu monétaire total des ménages pauvres était de près de 2 millions de BIF pour l'année de référence, provenant des mêmes sources que celles des ménages très pauvres. Le travail agricole a rapporté aux ménages pauvres 44% du revenu monétaire de l'année de référence. La



Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en francs burundais (BIF) selon la source de revenu.



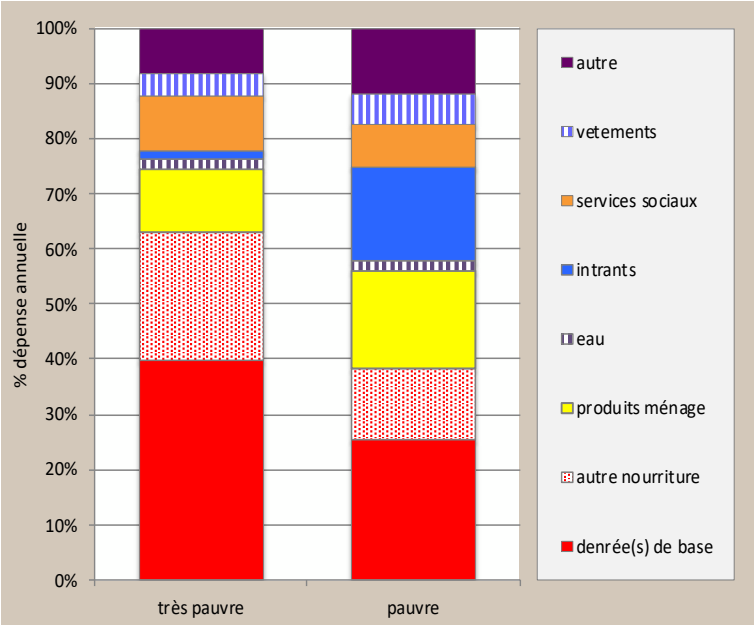
Le graphique présente les sources de revenus par ménage en pourcentage du revenu annuel en espèces.

vente des récoltes et du bétail a rapporté aux ménages moins de 15% et près de 20% respectivement. La fabrication de briques a rapporté 10% du revenu annuel. En plus de ces sources, les ménages pauvres ont également généré des revenus en travaillant dans le secteur de la construction, ce qui leur a rapporté 10 % supplémentaires au cours de l'année. Le travail de construction est principalement effectué par les hommes adultes du ménage. En plus de la vente de volailles, les pauvres ont également vendu quelques chèvres et cochons.

Postes de dépenses - Ménages très pauvres et pauvres

Toutes les informations de cette section concernent la période spécifique de douze mois allant de juin 2019 à mai 2020, l'année de référence. Alors que les dépenses absolues augmentent avec le groupe de richesse, conformément au revenu total en espèces, la ventilation des dépenses en pourcentage dans le graphique ci-dessus démontre combien de dépenses ont été consacrées à différentes catégories.

Au cours d'une année donnée, les ménages dépensent de l'argent pour une série d'articles et de services essentiels. Il s'agit notamment de la nourriture (de base et non de base), des articles ménagers, des intrants productifs, des services sociaux (santé et éducation), des vêtements ainsi que d'autres articles non essentiels.



Le graphique présente les dépenses annuelles totales en espèces par ménage et par catégorie de dépenses.

Les achats d'aliments de base et de produits non alimentaires représentent une part importante de toutes les dépenses en espèces des ménages très pauvres et pauvres au cours de l'année de référence. Les achats d'aliments de base et de produits non alimentaires représentaient 65% des dépenses des ménages très pauvres et 40% des dépenses des ménages pauvres. Les aliments de base achetés comprenaient la farine de maïs, la farine de manioc, le riz, les haricots et les patates douces. Les aliments non essentiels comprenaient l'huile de cuisson, la viande, le poisson séché et les légumes.

Outre la nourriture, les ménages ont également acheté des articles ménagers essentiels, notamment du sel, du savon, de l'éclairage (torche et pile et kérosène), de la mouture et des ustensiles. Les pauvres ont également dépensé pour du charbon de bois. Les dépenses en articles ménagers représentaient 10 % et 20 % des dépenses annuelles en espèces pour les groupes très pauvres et pauvres respectivement.

L'eau était une dépense essentielle importante au cours de l'année de référence. Les groupes très pauvres et pauvres ont tous deux payé pour l'eau à usage domestique. Les ménages très pauvres ont dépensé environ 20 000 BIF et les ménages pauvres environ 35 000 BIF pour l'eau au cours de l'année de référence, bien que les dépenses varient considérablement d'un ménage à l'autre et d'une communauté à l'autre.

Les ménages très pauvres et pauvres ont dépensé de très faibles montants (en termes absolus) pour les intrants productifs, qui représentaient respectivement un maigre 2% des dépenses totales pour les très pauvres, mais près de 20% pour les ménages pauvres. Les ménages très pauvres n'ont acheté que des semences. Les ménages pauvres ont dépensé pour des produits vétérinaires, des semences, des pesticides, la location de terres, ainsi que des outils agricoles.

Le budget de l'éducation et de la santé constituait une catégorie de dépenses relativement faible pour les groupes de richesse très pauvres et pauvres. Les coûts de l'éducation représentaient 5 % et 6 % des dépenses totales des ménages très pauvres et pauvres respectivement. Les coûts liés à la santé représentaient 5 % et 2 % des dépenses annuelles des ménages très pauvres et pauvres respectivement.

Les ménages très pauvres et pauvres ont tous deux dépensé pour des vêtements au cours de l'année de référence. Les vêtements représentaient respectivement 4% et 6% des dépenses annuelles des ménages très pauvres et pauvres.

La catégorie "autres" comprend des articles non essentiels comme les boissons alcoolisées (traditionnelles ou autres), les dépenses liées aux festivals, les cadeaux, les contributions religieuses et autres obligations sociales, la

communication, le transport, les cosmétiques et autres dépenses discrétionnaires, dont certaines peuvent être réduites ou éliminées lors d'une mauvaise année. Au cours de l'année de référence, cette catégorie représentait environ 10% des dépenses totales des ménages très pauvres et des ménages pauvres . Le produit le plus couramment acheté dans cette catégorie était la bière.

Moyens d'existence des ménages moyens et aisés dans les deux sous-zones

Le tableau ci-dessous résume les grandes différences entre les ménages moyens et les ménages plus aisés dans les deux sous-zones du nord (Cibitoke-Bubanza) et du sud (Nyanza Lac). Les résultats sont présentés sous formes de fourchettes reflétant les informations collectés dans les 10communautés visités, cependant il faut noter que la subdivision en deux grandes sous-zones et l'impossibilité d'accroître l'échantillonnage n'a pas permis de faire une analyse plus exhaustif des moyens d'existence des ménages moyens et nantis dans les deux sous-zones.

	Sous-zone Cibitoke-Bubanza		**Sous-zone Nyanza Lac**	
Groupe socio-économique	**M**	**BO**	**M**	**BO**
Sources de nourriture (% des besoins annuels minimum)				
Production agricole propre	50-80%	80%-100%	55%-100%	60%-100%
Contribution riz - saison A	5%-20%	5%-15%	0%-15%	
Contributions riz - saisons B et C	5%-20%	6%-15%	0%-7%	8%-30%
Contribution huile de palme			2%-15%	5%-20
Aliments achetés	25%-65%	25%-45%	30%-45%	30%-60%
Sources de revenus				
Vente de riz – saison A	1m[12]-3m	2m-8m	100,000-300,000	
Vente de riz - saison B et C	0,8-2,5m	2m-5m	0-80,000	0,2-3m
Vente d'huile de palme			0,15-1,8m	0,5-3,5m
Ventes d'autres cultures	1m-4m	0,9-3m	0,5-0,7m	0-1,8m
Vente de bétail : chèvres	50,000-100,000	50,000-150,000	60,000-300,000	50,000-500,000
Vente de bétail : porcs	200,000-900,000	350,000-640,000	240,000-600,000	300,000-400,000
Commerce	0-100,000	0-8m	0-3m	0-8m
Dépenses principales				
Alimentation	25,000-800,000	130,000-425,000	150,000-550,000	200,000-600,000
Intrants agricoles	1.5-5 m	1-9 m	0.3 – 2m	1-4 m
Santé	50,000-350,000	100,000-600,000	30,000-300,000	40,000-800,000
Éducation	50,000-400,000	200,000-300,000	100,000-450,000	250,000-500,000

Les populations moyennes et plus aisées de la zone (sous-zones nord et sud) dépendent principalement de la production agricole et de l'élevage tant pour la production d'aliments pour la consommation du ménage que pour la génération de revenus pour l'achat d'autres produits et biens essentiels. En plus de la vente des cultures et du bétail, ils s'engagent également dans le commerce et les activités de transport pour obtenir des revenus supplémentaires.

La principale différence entre le nord et le sud est que la production de riz tend à être plus importante dans le nord que dans le sud, où la production d'huile de palme est plus importante en raison des nombreux palmiers qui parsèment la sous-zone. Le riz est le principal produit agricole vendu par les ménages moyens et plus aisés dans le nord, tandis que l'huile de palme est le principal produit agricole vendu dans le sud.

[12] Millions de BIF

Les dépenses en intrants diffèrent également entre les ménages moyens et plus aisés du nord et ceux du sud. Les coûts de la main-d'œuvre agricole sont élevés dans le nord par rapport au sud car la production de riz est plus intensive en main-d'œuvre que la production d'huile de palme et la quantité d'intrants agricoles nécessaires est également plus élevée. Par exemple, les dépenses en pesticides sont plus élevées dans le nord que dans le sud.

Aléas

La zone (sous-zones nord et sud) est affectée par des risques similaires, même si une partie est plus dépendante de la production de riz (nord) et l'autre partie plus dépendante de la production d'huile de palme (sud).

Aléas chroniques

Les risques chroniques observés dans cette zone de moyens d'existence sont les ravageurs et les maladies des cultures, les maladies du bétail, les maladies humaines, la dégradation de l'environnement et les événements extrêmes considérés comme liés au climat, tels que les inondations et les chutes de pluie.

Ravageurs et maladies des cultures – La maladie de cultures la plus courante est la chenille légionnaire d'automne qui affecte le maïs et les légumes. Les chenilles légionnaires d'automne attaquent les cultures presque chaque année, ce qui affecte la production. Pour lutter contre les légionnaires d'automne, on utilise des méthodes de contrôle mécanique et chimique ainsi que des pièges. Les contrôles chimiques sont fournis par les agences gouvernementales et les ONG et peuvent également être achetés sur le marché. Les maladies courantes des cultures comprennent le flétrissement xanthosomas du bananier (BXW) ou flétrissement bactérien du bananier qui affecte les bananes et la mosaïque sévère qui affecte principalement le manioc. Les ménages ont recours à la lutte mécanique pour atténuer les maladies.

Maladies du bétail - Il s'agit également d'un problème chronique dans la zone. Différents types de maladies du bétail sont répandus dans la zone, mais les plus courants sont la peste des petits ruminants (PPR) qui est une maladie virale aiguë ou subaiguë des chèvres, la peste porcine africaine affectant les porcs et la maladie de Newcastle affectant les volailles. Ces maladies sont contrôlées par des vaccinations fournies gratuitement par le gouvernement et les ONG.

Maladies humaines - Le Burundi est l'un des pays d'Afrique centrale et orientale où le choléra est endémique. Les cas signalés sont généralement concentrés le long du lac Tanganyika, près de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC). Les provinces présentant des cas de choléra, officieusement appelées "ceinture de choléra", se situent le long de la Plaine d'Imbo et comprennent les provinces du nord-est bordant la RDC (Cibitoke, Bubanza) et les provinces situées le long du lac Tanganyika (Rumonge, Makamba et Bujumbura Mairie/Rural). Il est intéressant de noter que cette tendance persiste depuis plusieurs décennies. L'augmentation des températures moyennes pendant la saison des pluies crée des conditions relativement plus favorables au cycle de transmission et de survie des vecteurs de certaines maladies dont le paludisme reste la plus fréquente. .

Dégradation environnementale - La forte densité de population a produit une pression accrue sur les terres arables, conduisant progressivement à l'expansion des zones cultivées sur les terres marginales et à une réduction de la surface moyenne par ménage et à un sous-emploi généralisé dans les campagnes. Ceci a contraint les ménages à une intensification continue des systèmes de culture avec deux composantes principales : la multiplication des cycles culturaux et la généralisation des cultures mixtes ou multiples, avec disparition progressive des périodes de jachère intercalées. La surexploitation des terres a entraîné une baisse de la fertilité des sols et des rendements, ainsi qu'une augmentation de la déforestation et de l'érosion des sols.

Défauts pluviométriques - Les basses terres de la zone Imbo et de la plaine de la Rusizi à l'ouest et au nord-est reçoivent les plus faibles précipitations, inférieures à 900 mm/an. Cette zone est vulnérable aux déficits pluviométriques annuels.

Inondations et glissements de terrain - Bien que la zone connaisse des déficits pluviométriques presque toutes les années, elle est également sujette aux inondations, à l'érosion des sols et aux glissements de terrain. Les pluies excessives fréquentes provoquent des inondations et des augmentations occasionnelles importantes du niveau

des eaux du lac Tanganyika. Certains fleuves comme le Kajeke, le Dama, le Murembwe, le Rwaba provoquent des inondations associées à de fortes précipitations dans les hautes terres du bassin Congo-Nil.

Aléas périodiques

Instabilité politique - Le Burundi a une longue histoire de conflits civils qui, associés à des catastrophes naturelles, ont contribué à un degré élevé de migration. Les migrations vers les pays voisins surviennent en raison de conflits violents, mais sont parfois liées à la recherche d'un emploi. Les migrants sont rentrés chez eux depuis 2017 après la crise de 2015. Cependant, ils ont souvent des difficultés à se réintégrer en raison de la densité de population élevée, du manque d'emploi et de la perte des terres qu'ils possédaient auparavant.

Risque/mois	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M
Ravageurs/maladies des cultures												
Défaut de pluviométrie												
Inondations												
Glissements de terrain												
Dégradation de l'environnement												

Stratégies d'adaptation

En réponse aux aléas et aux années de mauvaise production, les ménages tentent de satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et leurs besoins en argent par le biais de plusieurs stratégies. Ces stratégies sont détaillées ci-dessous pour cette zone de moyens d'existence :

Pour les ménages très pauvres et pauvres, il s'agit notamment de :

Augmentation du travail occasionnel - Les ménages très pauvres et pauvres essaient d'augmenter leurs revenus en espèces en **augmentant le travail occasionnel** (à la fois sur l'exploitation et en dehors). Ils se déplaceront également plus loin à la recherche d'opportunités de travail, y compris en dehors de la zone de subsistance.

Migration de la main-d'œuvre - Pendant les mauvaises années et en réponse aux dangers, l'exode massif des hommes et des jeunes est une stratégie d'adaptation courante. La migration vers les pays voisins tels que la RDC, le Rwanda et la Tanzanie, à la recherche d'opportunités de travail, est courante.

Réduction des dépenses pour les produits non essentiels : Les dépenses pour les articles non essentiels tels que la bière et les vêtements sont supprimées. Les dépenses pour des articles tels que le sel, le savon, les piles de torches sont également réduites.

Réduction des dépenses en produits alimentaires : Les dépenses en produits alimentaires de base sont réduites lorsque la situation devient plus difficile.

Recherche d'un soutien social/d'une aide extérieure - lors d'une mauvaise année, les ménages très pauvres et pauvres recherchent un soutien social au niveau local, notamment des cadeaux de la part de la famille/des proches et une aide.

Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire

Les principaux paramètres énumérés dans le tableau ci-dessous sont les sources de nourriture et de revenus qui contribuent de manière substantielle à l'économie des ménages dans la zone d'existence de la Plaine Imbo. Celles-ci devraient faire l'objet d'un suivi afin d'indiquer les pertes ou les gains potentiels pour les économies locales des ménages, soit par le biais de systèmes de suivi permanent, soit par des évaluations périodiques. Il est également important de surveiller les prix des principaux postes de dépenses, y compris les denrées alimentaires de base.

	Paramètre clé - Quantité	Paramètre clé - Prix
Cultures	• Maïs - saison A - quantité produite • Manioc - saison A - quantité produite • Manioc - saison B&C- quantité produite • Patates douces - saison A - quantité produite	
Production animale	• Chèvres - taille du troupeau, ventes • Porcs - ventes	• Chèvres - prix aux producteurs • Porcs - prix aux producteurs
Autres sources de nourriture et de revenus	• Travail agricole - pré-récolte • Travail agricole - récolte • Travail de construction • Vente de bois de chauffage/charbon de bois	• Taux de salaire • Taux de salaire • Taux de salaire • Prix du bois de chauffage/charbon de bois aux producteurs
Dépenses (denrée de base)		• Farine de maïs - prix aux consommateurs • Farine de manioc - prix aux consommateurs • Riz - prix aux consommateurs • Patates douces - prix aux consommateurs • Haricots - prix aux consommateurs • Huile de cuisson/huile de palme - prix aux consommateurs • Poisson séché - prix aux consommateurs
Autres postes de dépenses		• Savon • Eau

Recommandations

Les recommandations à plus long terme suggérées ci-dessous, classées par ordre de priorité, comprennent celles qui ont été mises en évidence par les personnes interrogées elles-mêmes et celles qui ont été faites par l'équipe d'évaluation à la suite de discussions détaillées et d'observations sur le terrain. Toutes ces suggestions nécessitent d'autres études de faisabilité détaillées.

Les priorités de développement pour **tous les** ménages comprennent :

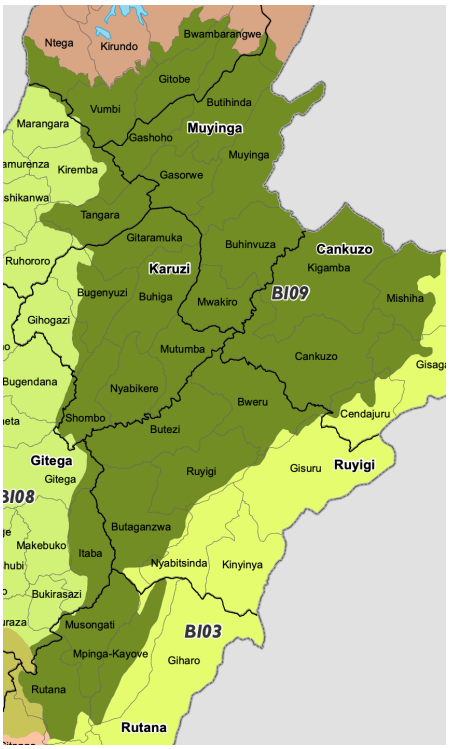
- Améliorer l'accès à une eau propre, sûre et abordable
- Fourniture d'intrants agricoles subventionnés, notamment d'engrais chimiques et de semences améliorées.
- Fourniture et repeuplement du bétail
- Accès aux systèmes d'irrigation, aux pompes à eau et aux motopompes
- Amélioration des infrastructures scolaires et sanitaires
- Construction de hangars de stockage
- Coopératives agricoles et accès au crédit
- Fourniture d'électricité
- Améliorer l'accès à l'emploi, y compris la formation
- Améliorer la conservation des sols

BURUNDI Profil Zone de Moyens d'Existence

Plateaux secs de l'est haricot, manioc et maïs (BI09) Juillet, 2021[13]

Description de la zone

La zone de moyens d'existence *Plateaux secs de l'est, haricot, manioc et maïs* constitue la partie orientale du grand plateau central du pays. Elle est caractérisée par des collines qui descendent lentement pour former des vallées à fond plat et des étendues de marais. Cette zone agricole est fortement peuplée, avec un climat plus doux que les zones environnantes, notamment les zones BI08, BI03 et BI04. Les précipitations sont relativement fiables et élevées, allant de 1100 mm à 1400 mm par an. Ces précipitations abondantes associées à des températures douces à fraîches favorisent une grande variété de cultures essentiellement pluviales. La principale saison des pluies s'étend d'octobre à mai, permettant deux cycles de récolte pour la plupart des cultures. Les températures moyennes varient, avec les forêts de montagne en altitude généralement plus fraîches et plus humides que les basses terres. L'altitude varie de 1200 à 1800 mètres. La végétation naturelle est une savane arbustive et le sol acides et argilo-sableux est pour la plupart stérile en raison de l'érosion, de la déforestation et de la surexploitation causée par la surpopulation. Le sol est généralement plus fertile dans les basses terres et les marais et moins sur les collines en pente, où l'érosion remet en cause la production agricole.



BI09 - Plateaux Secs de l'Est

Le haricot, le maïs et le riz sont les principales cultures de rente pour les ménages de la zone, le riz poussant bien pendant la saison « C » en raison de l'abondance des marais. La plupart des ménages ont accès à ces marais, mais les ménages les plus pauvres qui pouvaient y travailler doivent louer auprès des autres groupes qui en possèdent en échange d'un paiement en espèces. La nourriture est accessible principalement par le biais d'achats sur le marché et de la propre production pour tous les ménages de la zone. Considérée comme autosuffisante sur le plan alimentaire malgré les changements climatiques, notamment le retard et /ou l'abondance des pluies, la zone reçoit souvent une aide humanitaire d'urgence nécessaire pour couvrir les déficits alimentaires des ménages pauvres.

Les sources de revenus diffèrent grandement selon le niveau de richesse. Les pauvres gagnent des revenus principalement de la main d'œuvre agricole, à la fois locale et migratoire vers la Tanzanie, et dans une moindre mesure de la vente de récoltes et des volailles. La majorité des revenus des ménages nantis provient de la vente et du commerce des récoltes. La zone contient plusieurs marchés de cultures et de bétail.

Marchés

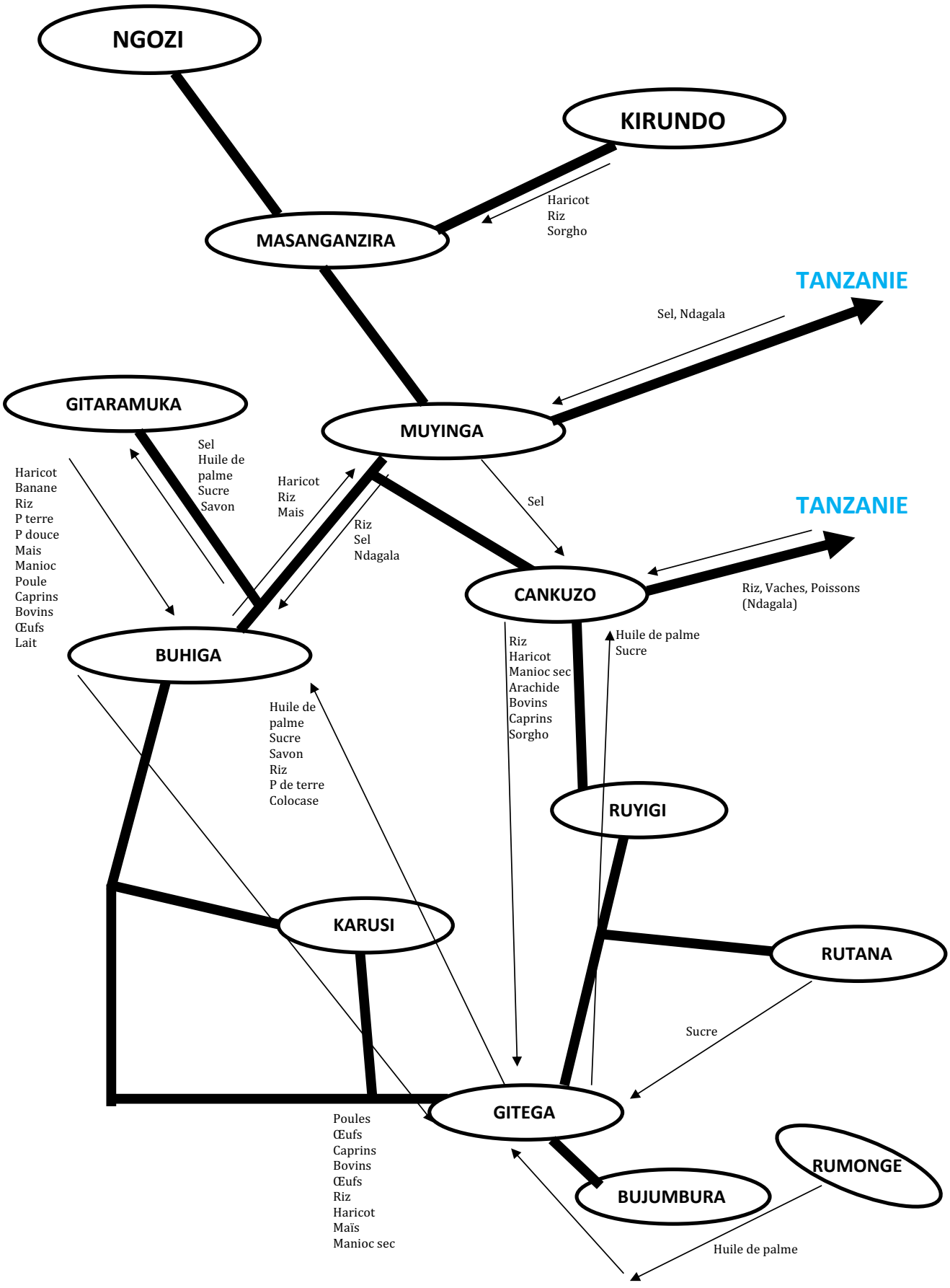
Dans l'ensemble, l'accès aux marchés est moyen parce que les routes principales sont goudronnées et accessibles toute l'année, mais les routes secondaires et intercommunales sont souvent difficiles d'accès surtout pendant la période de pluie. L'existence et le fonctionnement normal des marchés sont des conditions indispensables pour garantir des moyens d'existence stables et durables aux populations locales. Le circuit ci-dessus de la zone étudiée

[13]Le travail sur le terrain pour le profil actuel a été entrepris en juin de 2021. Les informations présentées dans ce profil se rapportent à l'année de référence, qui couvre la période allant de juin 2019 à mai 2020. Dans la mesure où il n'y a pas de changements fondamentaux dans l'économie, l'information contenue dans ce profil devrait demeurer valide pendant environ cinq à dix ans (c.-à-d. jusqu'en 2025-2030). Tous les prix mentionnés dans le document se rapportent à l'année de référence.

présente une situation de regroupement des centres commerciaux notamment autour des principales voies d'accès de la zone vers Bujumbura et de la zone vers la principale frontière de la Tanzanie.

Malgré le mauvais état des routes, toutes les denrées alimentaires sont disponibles en fonction de leurs périodes de récolte sur les marchés locaux. Les échanges se font principalement autour des produits locaux et importés. La plaque tournante de cette interconnexion reste les marchés de Cankuzo, Gitega, Muyinga et Bujumbura qui constituent les centres d'approvisionnement. Ces marchés servent de carrefour de collecte des produits locaux notamment le manioc sec, le haricot, le maïs, les patates douces, les arachides, les fruits, les légumes ainsi que la bière locale à base de banane. Les producteurs pauvres qui ont besoin d'argent avant la récolte vendent ces produits au moment des récoltes ou des fois quand les produits sont encore dans les champs, à un prix très bas pour revenir les acheter à un prix élevé après quelque mois. Les prix des céréales connaissent une évolution saisonnière qui explique les différentes fluctuations au cours de l'année. En retour, ces marchés reçoivent des produits comme le riz, le poisson sec ainsi que des vaches provenant de la Tanzanie. En effet le riz est principalement importé de la Tanzanie par les ports de Dar-es-Salaam et entre au Burundi par Muyinga, d'où il est transporté à Muyinga, Cankuzo et Rutana pour être commercialisé sur les marchés locaux. Les achats d'aliments de base augmentent régulièrement au fur et à mesure que les stocks des ménages diminuent et surtout pendant la période de soudure d'octobre à décembre.

Le marché du travail a toujours été local et les effets du covid-19 notamment la fermeture de frontière tanzanienne aurait un impact sur le quotidien des ménages des collines voisines et surtout ceux qui y vont pour travailler. Selon les informateurs clés des communautés interviewés 90 % de la main-d'œuvre occasionnelle est effectuée dans les zones rurales et comprend généralement les activités agricoles dans les champs des ménages moyens et nantis, comme la préparation des terres, le semis, le sarclage et la récolte. Environ 5 % de la main-d'œuvre est employée dans les villes locales et 5% de cette main d'œuvre se tourne dans le marché du travail hors zone mais aussi hors du pays notamment en Tanzanie. Le pic de migration de la main-d'œuvre a lieu en octobre-décembre mais aussi mars-avril.


NGOZI
KIRUNDO
Haricot
Riz
Sorgho
MASANGANZIRA
TANZANIE
Sel, Ndagala
GITARAMUKA
MUYINGA
Sel
Huile de
palme
Sucre
Savon
Haricot
Riz
Mais
Haricot
Banane
Riz
P terre
P douce
Mais
Manioc
Poule
Caprins
Bovins
Œufs
Lait
Riz
Sel
Ndagala
Sel
TANZANIE
CANKUZO
Riz, Vaches, Poissons
(Ndagala)
Huile de palme
Sucre
Riz
Haricot
Manioc sec
Arachide
Bovins
Caprins
Sorgho
BUHIGA
Huile de
palme
Sucre
Savon
Riz
P de terre
Colocase
RUYIGI
KARUSI
RUTANA
Sucre
GITEGA
Poules
Œufs
Caprins
Bovins
Œufs
Riz
Haricot
Maïs
Manioc sec
RUMONGE
BUJUMBURA
Huile de palme

Historique aléas et année de référence

Une évaluation de référence de l'AEM se réfère à une période très spécifique appelée " année de référence ". En AEM, l'année de référence coïncide généralement avec l'année de " consommation ", c'est-à-dire une année qui commence à partir du début des plus importantes récoltes des principales cultures dans une zone. Dans la zone de moyens d'existence *Plateaux secs de l'est,* l'année de référence a couvert la période de consommation de juin 2019 à mai 2020. Le mois de juin marque le début de la principale récolte du riz, des patates douces et des haricots et l'année de référence se termine un mois après la saison de soudure en mai. L'année a été une année moyenne par rapport à la consommation ; la récolte de maïs et du haricot a été relativement acceptable. L'année n'a pas subi de choc climatique particulier qui pourrait affecter les rendements agricoles annuels de la zone.

L'année plus récente 2020/2021, bien qu'étant une année bonne en termes de sécurité alimentaire, n'a pas été utilisée comme année de référence en raison des impacts potentiels de COVID-19.

Lors des entretiens avec les chefs communautaires, il a été demandé aux informateurs de classer les cinq dernières années en termes de performance saisonnière, " 1 " indiquant une mauvaise saison et " 5 " une excellente saison. Le tableau ci-dessous, qui résume la réponse des chefs communautaires, montre que la sécurité alimentaire est considérée comme ayant été relativement moyenne au cours des trois dernières années.

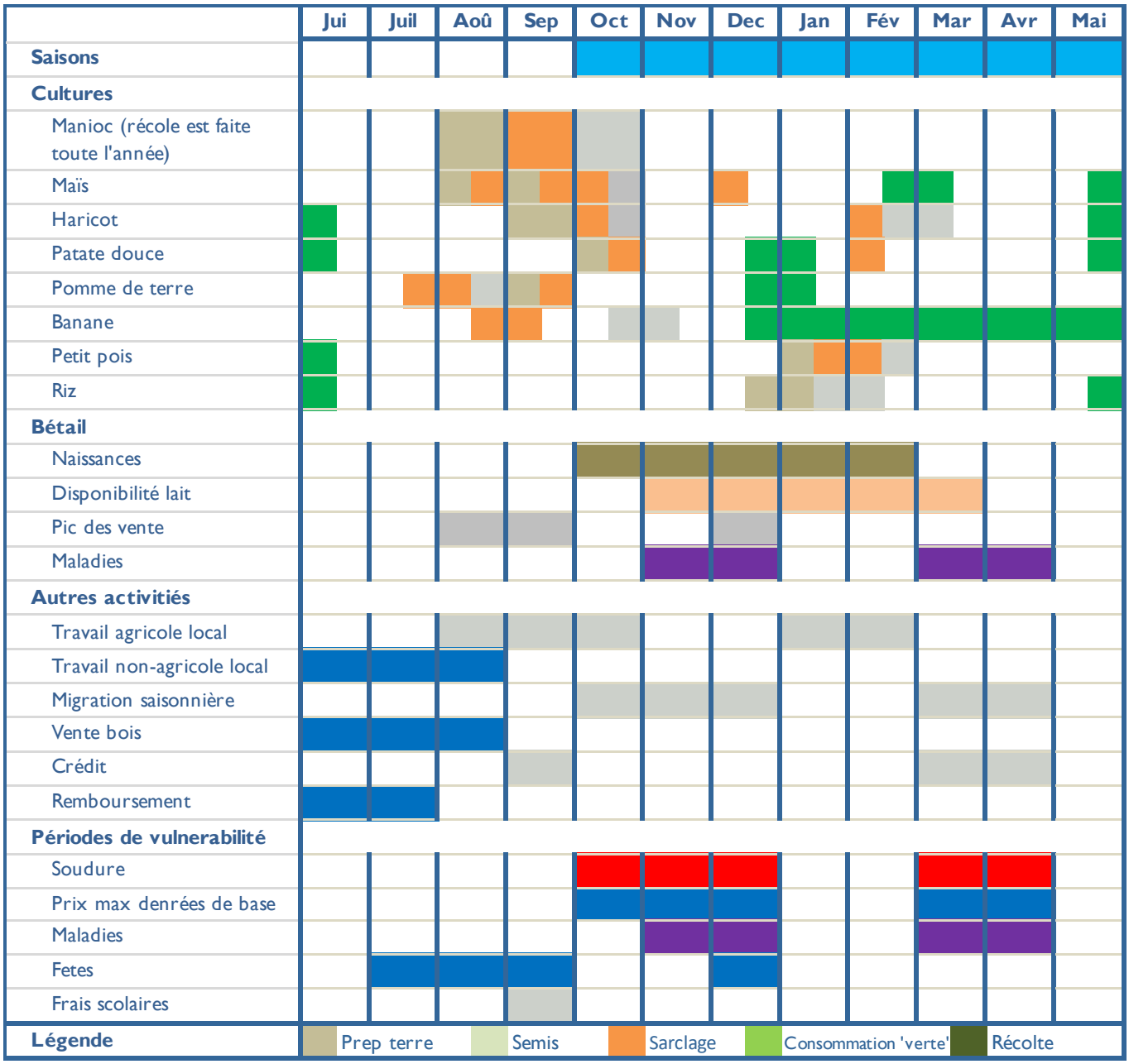
Année	Score	Évènements
2020 – 2021	**4**	Précipitations régulières et la disponibilité des intrants ont permis une bonne récolte malgré la déclaration de la pandémie covid-19.
2019 - 2020	**4**	Précipitations régulières et la disponibilité des intrants ont permis une bonne récolte.
2018 – 2019	**3**	Une année de consommation moyenne malgré les inondations.
2017 - 2018	**3**	Une année moyenne avec des précipitations et une production moyenne.
2016 - 2017	**3**	Faibles rendements agricoles dus aux changements climatiques.

5 = une excellente saison pour la sécurité alimentaire des ménages (par exemple en raison de bonnes pluies, de bons prix, de bons rendements agricoles, etc.)
4 = une bonne saison ou une saison supérieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
3 = une saison moyenne en termes de sécurité alimentaire des ménages
2 = une saison inférieure à la moyenne pour la sécurité alimentaire des ménages
1 = une mauvaise saison (par exemple en raison de la sécheresse, des inondations, des maladies du bétail, des attaques de ravageurs) pour la sécurité alimentaire des ménages

De manière générale, l'année 2019/2020 a été une année supérieure à la moyenne, avec des pluies favorables qui ont produit des récoltes supérieures à la normale. Mais l'année 2018/2019 a été une année moyenne en raison de fortes pluies, de grêle ainsi que des vents qui ont provoqué une réduction des récoltes. Les années 2017/2018 et 2016/2017 ont été des années aussi moyennes pour les mêmes raisons que 2018/2019 en plus des maladies du bétail.

Calendrier saisonnier pour l'année de référence

Le calendrier saisonnier ci-dessous illustre les principales activités économiques de la zone de moyens d'existence Plateaux secs de l'est ainsi que les principaux évènements vécus au cours de l'année de référence. Ce calendrier saisonnier montre que les communautés sont occupées durant toute l'année avec une prédominance des activités agricoles. La production agricole au niveau de la zone est essentiellement pluviale, avec une pluviométrie moyenne annuelle de 1100 à 1400 mm, pendant la période d'octobre à mai. La saison sèche dure en moyenne trois mois, de juin à août. Globalement les activités agricoles débutent à la veille de la longue saison de pluie. Avec trois saisons au niveau de la zone, la première période qui commence en septembre correspond principalement aux activités champêtres notamment la préparation de la terre de la saison A suivie des semis en octobre et novembre et des récoltes des patates douces et pomme de terre en décembre-janvier (saison A) mais aussi les récoltes du maïs au mois de février-mars sans compter les récoltes principales de juin (saison B).



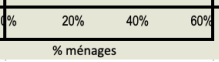
Grâce aux multiples saisons de culture, la demande de main-d'œuvre locale est presque constante. Les ménages les plus riches emploient des travailleurs locaux pour aider au défrichage, au labour et aux semis, au désherbage et à la récolte. Les travailleurs peuvent choisir d'être payés en nature ou en espèces selon les besoins de leur ménage, mais les paiements en espèces sont les plus courants. Du coup, les ménages très pauvres et pauvres tirent une partie de leur revenu à travers ces travaux champêtres pour combler leur déficit. En outre, les travailleurs peuvent choisir que leur repas de midi soit fourni par l'employeur (moyennant une petite déduction sur leur salaire journalier).Malgré le revenu tiré de ces activités, les ménages très pauvres et pauvres s'endettent aussi pendant les mois de septembre coïncidant avec la première période de soudure, qui est la période la plus difficile en termes d'accès à la nourriture à cause de la cherté des prix des denrées, l'épuisement des stocks alimentaires et de la pression économique supplémentaire liée au début de l'année scolaire.

La main-d'œuvre non agricole connaît un pic de juin à août, lorsqu'il n'y a pas assez de récoltes pour ceux qui cherchent du travail ou immédiatement après la récolte, avant que le nouveau cycle de culture offrant de nouvelles opportunités de travail ne reprenne.

Le pic des naissances de bétail a lieu généralement d'octobre à février pendant la saison des pluies, lorsque de nouveaux pâturages permettent la production de lait. A partir des mois de novembre à mars le pic de la production laitière est constaté. Les ventes d'animaux qui constituent une source de revenu pour les ménages moyens et nantis augmentent également pendant la période de soudure, entre octobre et décembre, lorsque les ménages ont besoin

d'argent pour combler les déficits alimentaires. Les animaux peuvent également être vendus pour acheter des intrants agricoles au début des saisons agricoles ou pour couvrir les coûts de la nouvelle année scolaire qui commence généralement en septembre. Cette période de vente de bétail qui coïncide aussi avec le moment où les maladies affectent les animaux est une belle stratégie des ménages qui ne voulaient pas perdre leurs animaux. C'est aussi pendant cette période pluvieuse que les maladies humaines notamment le paludisme sévit dans la zone entrainant des dépenses supplémentaires pour toutes les catégories de ménages. Il faut enfin noter que la période de pointe pour les achats de nourriture se situe aussi pendant la période de soudure d'octobre à décembre et de mars à avril ; c'est également à ces moments que les prix des aliments locaux augmentent.

Découpage socio-économique

		Caracteristiques groupes socio-économiques							
		Taille ménage	Proprieté foncière (ha)	Superficie cultivée (ha)	Marais (ha)	Cultures	Bétail	Volaille	Autres actifs
Tres pauvre		3-5	0,2-0,8	0,1-0,7	0	maïs, haricot, manioc, banane	0-2 caprins	2-10	
Pauvre		5-7	0,9-1,1	0,7-1,3	0-0,5	maïs, haricot, manioc, banane, riz, patate douce, pomme de terre, arachide	1-3 caprins; 0-2 porcs	2-18	
Moyen		6-8	1-2,5	1-2,4	0-0,8	maïs, haricot, manioc, banane, riz, patate douce, pomme de terre, arachide, petit pois	0-2 bovins; 3-5 caprins; 0-2 porcs	5-25	0-2 téléphone; 0-2 vélo
Nanti		6-8	2,5-5	2,5-4,5	0-1,4	maïs, haricot, manioc, banane, riz, patate douce, pomme de terre, arachide, petit pois	3-5 bovins; 4-8 caprins; 1-3 ovins; 1-2 porcs	5-30	1-3 téléphone; 0-2 vélo; 0-2 moto
									

Note : Le pourcentage de ménages par catégorie représente le point médian d'une fourchette.

Le graphique ci-dessus résume les types et le nombre d'actifs productifs que les ménages types de chaque groupe socio-économique possèdent. En effet, la catégorisation socio-économique des ménages de la zone a été faite par les communautés elles-mêmes sur la base des facteurs discriminants propres à la zone. Le type de ménage retenu dans la zone est le ménage économique qui est un groupe de personnes vivant ensemble, mettant en commun leurs revenus sous l'autorité d'un chef de ménage et partageant les mêmes repas.

La colonne de gauche du tableau ci-dessus indique le pourcentage des ménages de la zone qui appartiennent à chaque groupe socio-économique. Ainsi, 65% des ménages de la zone sont considérés pauvres dont 15% de très pauvres et 50% de pauvres alors que les ménages les aisés représentent 35% dont 25% de moyens et 10% de nantis.

L'agriculture est la base de l'économie locale, à la fois comme la source la plus importante de nourriture et de revenus. La terre est donc le principal facteur discriminant dans la zone suivie du bétail ainsi que le capital pour payer la main-d'œuvre agricole engagée. Les ménages nantis exploitent en moyenne 3,5 hectares de terres, tandis que les ménages pauvres cultivent en moyenne 1 ha et les ménages très pauvres 0,4 ha. Les ménages moyens et nantis disposent d'un capital suffisant pour embaucher des travailleurs agricoles et acheter des intrants plus nombreux et de meilleure qualité. Disposant de plus de terres, ils cultivent également une plus grande variété de cultures, y compris des cultures à haute valeur économique telles que les haricots.

Tous les ménages possèdent du bétail notamment les caprins et les porcs mais ce ne sont que les ménages nantis qui possèdent les ovins. Il est à noter que les ménages moyens et nantis possèdent seuls les bovins et ont donc accès à leur propre source de lait pour la consommation mais aussi pour générer du revenu. Ces ménages disposent de suffisamment de terres pour faire paître les animaux et ont généralement suffisamment de résidus de récolte pour compléter leur alimentation et sont en mesure d'acheter du fourrage supplémentaire en cas de besoin. Les ménages

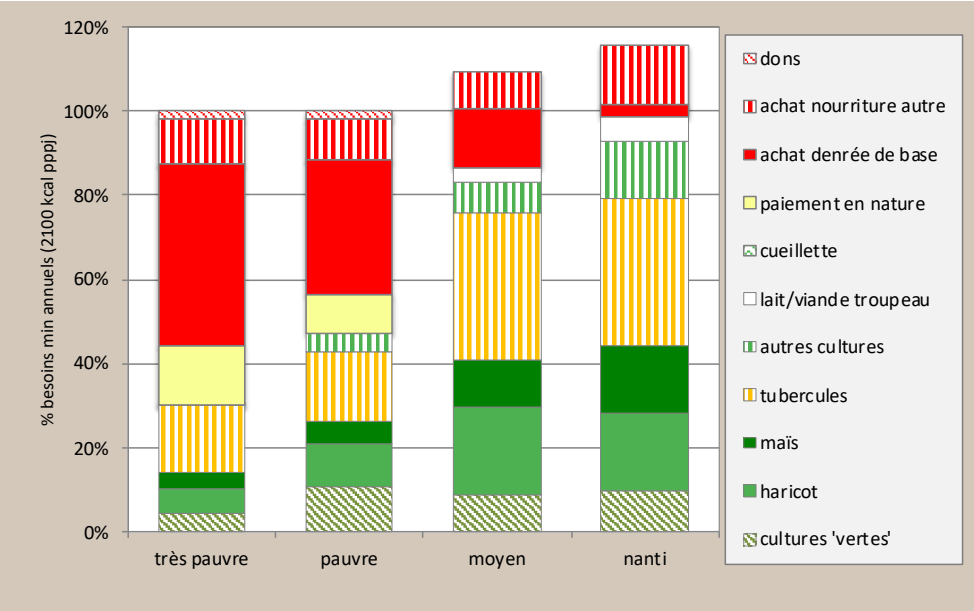
très pauvres possèdent uniquement de caprins ainsi que des poulets. Les animaux peuvent être vendus à tout moment de l'année lorsque le besoin d'argent liquide se fait sentir.

En dépit des potentialités agricoles de la zone, tous les groupes socio-économiques ne pouvaient produire suffisamment de production agricole pour couvrir les 12 mois de l'année et cette incapacité est encore plus notoire chez les ménages les plus pauvres dont la production annuelle ne couvre que 30% des besoins.

Globalement, la terre et le bétail sont les actifs les plus importants pour les ménages moyens et nantis, mais pour les ménages très pauvres et pauvres, l'actif le plus important est le travail à travers leur propre force.

Sources de nourriture

Le graphique de droite montre les sources de nourriture des ménages de différents groupes socioéconomiques déterminés et pendant l'année de référence allant de juin 2019 à mai 2020 dans cette zone de moyens d'existence. Le mois de juin représente le début de l'année de consommation, période à partir de laquelle les communautés ont plus de récolte. Dans le graphique, la nourriture est présentée comme un pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour la période de 12 mois.



Dans le graphique, l'accès à la nourriture est exprimé en pourcentage des besoins alimentaires minimums, pris comme un apport énergétique alimentaire moyen de 2100 kcal par personne et par jour. Il est à noter que les aliments sont présentés en pourcentage de 2100 kcal par personne et par jour pour une période de 12 mois.

On retient que tous les ménages des différents groupes socioéconomiques ont réussi à couvrir leurs besoins énergétiques minimum au cours de l'année de référence, même si les ménages très pauvres et pauvres n'y parviennent que grâce à la solidarité communautaire. On constate qu'au cours de l'année de référence, il y avait deux sources principales sources de nourriture et d'autres sources mineures. En effet, les sources principales étaient la production agricole et le marché. Les sources mineures étaient les produits de l'élevage, les paiements en nature pour le travail agricole des ménages pauvres et très pauvres ainsi que les dons provenant de la solidarité communautaire. Les ménages nantis et moyens cultivent plus de terres et dépendent donc davantage de leurs propres cultures; ils possèdent également plus de bétail, ce qui leur permet de cultiver davantage et leur donne accès au fumier, au lait et à la viande. Les ménages très pauvres et pauvres, en revanche, avec moins de terres et moins de bétail, font recours aux achats sur le marché pour leurs besoins alimentaires. Ainsi les ménages très pauvres de la zone ont encore moins accès à la terre pour la production alimentaire, et ne couvrent que 30% de leurs besoins alimentaires par leurs propres cultures bien que la production agricole de la zone soit la première source pour la couverture des besoins alimentaires pour chacun des groupes socio-économiques. Ce faible taux se confirme aussi chez les pauvres avec 48% de contribution des besoins alimentaires malgré le potentiel de la zone. Mais chez les nantis et les moyens cette production agricole contribue respectivement pour plus de 90% et 80% aux besoins énergétiques annuels compte tenu des avantages dont ces ménages bénéficient. Les ménages moyens et nantis possédant de plus grandes propriétés foncières--et du bétail pour fournir de l'engrais qui permet l'augmentation des rendements-étaient presque autosuffisants en termes de production alimentaire malgré la vente de quantités importantes de leur propre production.

L'ensemble des ménages de la zone procèdent à des achats sur les marchés locaux soient pour combler les déficits de production soit pour acquérir des aliments complémentaires afin de diversifier leurs rations. Les achats des aliments de base concernent le haricot, la farine de manioc, le maïs et le riz. En plus des aliments de base, d'autres

denrées comme le sucre, l'huile, la viande et le poisson sec (*ndagala*) sont aussi achetées. Si l'essentiel des achats sont constitué des aliments de base pour les ménages très pauvres et pauvres, il est cependant plus axé sur les autres aliments pour les ménages moyens et nantis. L'ensemble des nourritures achetées constituent environ 50% des sources de nourriture chez les très pauvres, 40% chez les pauvres contre environs 20% chez les moyens et les nantis. Pendant que les ménages moyens et nantis concentrent leurs achats sur d'autres produits comme le poisson sec ou le sucre (avec une contribution annuelle de 1 %), de produits de « luxe » que les ménages très pauvres ; pauvres et même moyens ne peuvent typiquement pas se permettre. Comme les ménages nantis produisent de grandes quantités de produits vivriers, ils ne dépendent pas du marché pour ces aliments de base. Cette dépendance à l'égard du marché signifie que les variations des prix des aliments de base impacteraient d'abord les ménages pauvres compte tenu de leur faible pouvoir d'achat. Cependant la dépendance des ménages pauvres au marché a été quelque peu atténuée par la possibilité des payements en nature après le travail agricole.

Généralement dans cette zone de moyens d'existence, un ou deux actifs des ménages très pauvres et pauvres, travaillent dans les champs agricoles des ménages nantis de la zone. Ces bras valides appuient dans la préparation des terres, de semis, de repiquage, de sarclage et de récolte pour recevoir en retour (à part le revenu) des paiements en nature ou des repas. Ainsi ces paiements en nature contribuent environs 10% aux besoins annuels des ménages très pauvres et pauvres.

Et dans le cadre de la solidarité communautaire, une partie de la production agricole des ménages nantis et moyens est donnée gratuitement aux ménages très pauvres et pauvres généralement pendant les périodes de fêtes ou cérémonies religieuses et culturelles.

La consommation de la propre production de bétail (lait et viande) représente aussi une source de nourriture non négligeable chez les ménages moyens et nantis. Cette source n'est pas accessible aux catégories inférieures notamment les très pauvres et pauvres puisqu'ils ne disposent pas de bétail.

Le nombre total de calories consommées par les ménages varie en fonction de la richesse, c'est d'ailleurs pourquoi les ménages nantis arrivent à couvrir 115% de leurs besoins minimums au cours de l'année de référence et les ménages très pauvres ne couvrent difficilement que 100% de leurs besoins en calories, ce qui démontre les disparités de richesse dans cette zone de moyens d'existence.

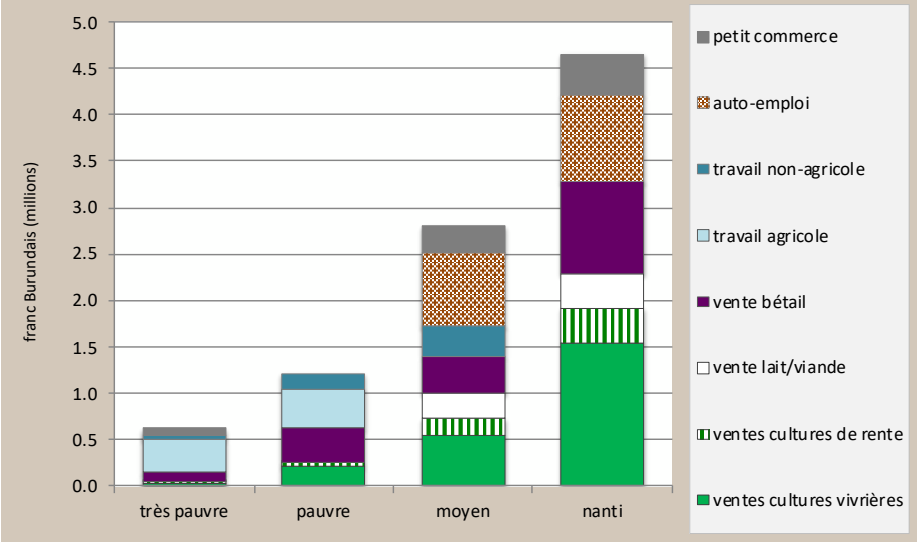
Sources de revenu

Les graphiques ci-dessous montrent les sources typiques de revenus et les niveaux de revenus gagnés par les quatre groupes socio-économiques pendant l'année de référence. Le tableau ci-contre montre la fourchette des revenus

TABLEAU SYNTHESE REVENU ANNUEL (Francs burundais)				
Groupe socio-économique	**Très pauvre**	**Pauvre**	**Moyen**	**Nanti**
Revenu annuel par ménage[14]	620 000 à 650 000	1,2 à 1,3 million	2,75 à 3 million	4,6 à 4,8 million

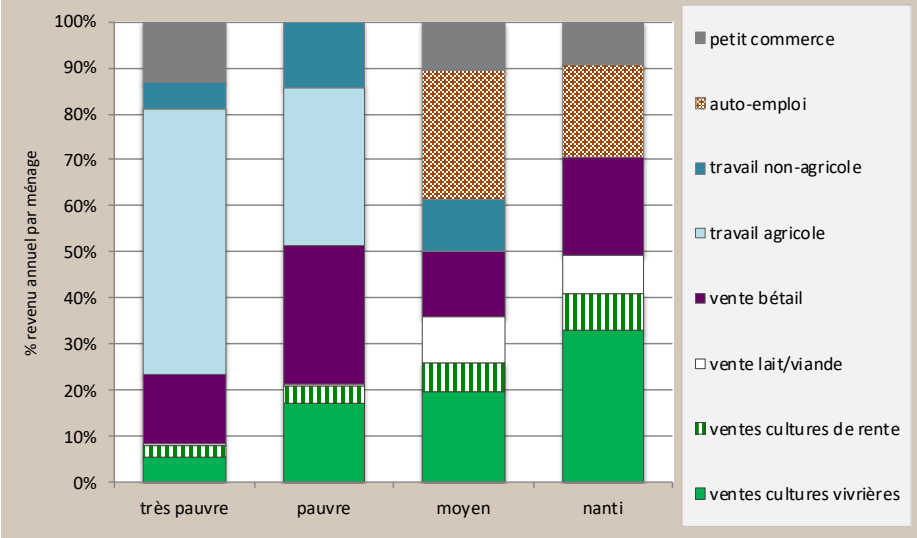
[14]Le taux de change moyen de l'année de référence de juin 2019 à mai 2020 varie entre 1796 ET 1945 BIF pour 1 USD.

annuels moyens par ménage pour les quatre groupes selon les informations collectées. Une analyse comparative de ces niveaux de revenu pour les différents groupes de richesse montre une grande disparité économique entre ces groupes. En moyenne, au cours de l'année de référence, les ménages moyens ont généré quatre fois plus de revenus que les ménages très pauvres et deux fois plus que les pauvres. Aussi les revenus des ménages nantis étaient plus de sept fois supérieurs que celui des ménages très pauvres et environ quatre fois plus que les revenus des ménages pauvres.



Le graphique présente le revenu annuel total par ménage en espèces (en francs Burundais) selon la source de revenu.

Le deuxième graphique donne une image plus claire des profils de revenus des différents groupes socio-économiques. On peut y voir que les ménages très pauvres dépendaient de la vente de leur force à travers le salariat agricole pour générer 60% de leur revenu annuel. Ce travail agricole, incluait le défrichage, les semis, le désherbage et la récolte. A peu près 20% du revenu annuel des ménages très pauvres provenait du travail non agricole, qui comprenait le petit commerce de produits alimentaires dans le village ainsi que la main d'œuvre sur les chantiers de



Le graphique présente les sources de revenu comme pourcentage du revenu annuel.

construction. La vente des récoltes et du bétail représentait respectivement les 8 % et 16% restants du revenu annuel des ménages très pauvres. Et les récoltes présentant un excédent suffisant pour être vendues étaient le manioc, le maïs, le haricot et les bananes. Le nombre de jours et personnes consacrés au travail agricole était plus élevé que ce qu'indique le revenu monétaire, car une partie de celui-ci était payée en nature, comme le montre le graphique des sources de nourriture de la section précédente.

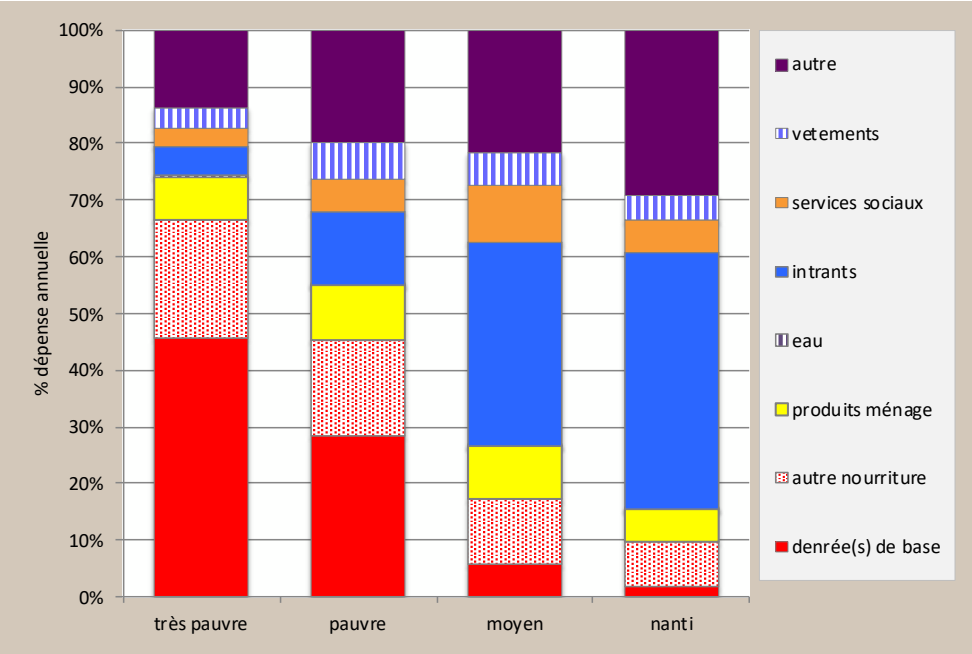
Contrairement aux ménages très pauvres, Les ménages moyens et nantis qui possèdent de plus grandes propriétés foncières, ont généré respectivement 30% et 40 % de leurs revenus annuels à travers la vente de leurs propres productions agricoles. Le haricot et le manioc sont de loin les cultures les plus rentables pour les ménages moyens et nantis, qui tirent en moyenne respectivement 8% et 20 % de leur revenu total de la vente de ces seules cultures. Les autres cultures vendues notamment la patate douce, les arachides, les pommes de terre, le petit pois ainsi que les bananes contribuent de manière importante aux revenus annuels des ménages moyens et nantis.

Les activités économiques non basées sur l'agriculture représentaient respectivement plus de 75% et 60% du revenu annuel des ménages moyens et nantis. Parmi ces activités, la vente du bétail et de ses dérivés est une source importante de revenu pour les ménages moyens et nantis de la zone. Cette vente a contribué respectivement à 25% et 30% des revenus annuels, les ménages moyens et nantis. Ces derniers ont vendu en moyenne 7-10 porcs, 2-4 chèvres, 4-6 volailles et 1 vache pendant l'année de référence. Le fumier provenant de ces grands élevages de porcs, chèvres et bovins joue un rôle important dans la fertilisation des champs et l'augmentation de la productivité des cultures. Le lait issu de l'élevage des bovins contribuait respectivement aux revenus annuels des ménages moyens et nantis à 10% et 8% grâce aux soins vétérinaires et à l'alimentation complémentaire que ces ménages pouvaient

se permettre. Il est à noter que les ménages moyens et nantis participent à d'autres activités génératrices de revenu notamment le petit commerce ainsi que la production et la vente de bière de banane. La bière de banane est vendue en gros toute l'année à des commerçants qui viennent des centres urbains pour acheter de grandes quantités de bière locale. Ainsi, les ménages nantis ont gagné 30% de leur revenu annuel contre 40% du revenu total chez les moyens.

Postes de dépenses

L'analyse des dépenses permet de mieux comprendre comment le revenu monétaire a été utilisé pendant l'année de référence par les ménages des quatre groupes socio-économiques. Elle permet de faire ressortir les dépenses les plus essentielles pour chacun des groupes. Le graphique de droite présente les schémas de dépenses pour l'année de référence juin 2019 - mai 2020.Tous les ménages doivent dépenser de l'argent tout au long de l'année pour une série de biens et de services. C'est pourquoi les dépenses absolues augmentent considérablement avec la richesse relativement



Le graphique présente les dépenses annuelles totales en espèces par ménage et par catégorie de dépenses.

au revenu monétaire total de chaque groupe. Ces dépenses concernent en effet les aliments de base et autres aliments, les articles ménagers, les intrants de production, les services sociaux, les vêtements, les transports et d'autres produits divers. Le graphique ci-dessus montre que les deux groupes les plus pauvres consacrent une part beaucoup plus importante de leur revenu annuel à la nourriture uniquement. Ainsi les très pauvres allouent environ 70% de leur revenu à l'alimentation dont 50% pour les aliments de base alors que les pauvres investissent 45% de leur revenu monétaire pour cette consommation alimentaire dont 30% directement pour l'aliment de base.

Les ménages très pauvres et pauvres qui ont accès aux petites terres cultivables et dont les récoltes ne sont pas suffisantes pour subvenir aux besoins de leurs familles, dépendent logiquement des achats sur le marché pour se nourrir. Environ 8% de l'argent dépensé pendant l'année de référence par les ménages très pauvres a servi à acheter du maïs, 17% du haricot et 28% de la farine de manioc. Environ 16% ont été dépensés pour d'autres produits alimentaires tels que la patate douce, l'huile et de petites quantités de riz. Il est à noter que les deux groupes les plus pauvres n'achètent pas de sucre qui est l'apanage des manages nantis. Aussi les ménages très pauvres et pauvres ne peuvent se permettre d'acheter une quantité de viande. Il est loisible de rappeler que les fluctuations des prix des aliments exerceraient une pression importante sur le revenu monétaire faible des ménages très pauvres et pauvres.

Les ménages moyens et nantis ont une structure de dépenses très différente des autres groupes pauvres. En effet ils achètent certains aliments de base notamment le haricot, le maïs et le riz si bien que les nantis n'achètent pas le manioc compte tenu de leur production suffisante. Ils achètent aussi les mêmes produits non alimentaires que les très pauvres et les pauvres mais à un niveau plus important, avec en plus de la viande et du sucre ils font recours aussi à l'achat du poisson sec. Dans l'ensemble, les achats alimentaires ne représentent que respectivement 17% et 9% du budget annuel des ménages moyens et nantis, dont seulement 6 % chez les moyens et 2% chez les nantis environ sont consacrés aux aliments de base.

L'autre différence remarquable est l'investissement dans les intrants productifs, qui représentait environ 45% de l'argent total dépensé par les ménages nantis et environ 35% de l'argent dépensé par les ménages moyens contre seulement 5% et 13% respectivement chez les très pauvres et pauvres. Ces deux derniers sont obligés de consacrer

la majeure partie de leurs revenus à la nourriture et aux produits de première nécessité, du coup ils ne peuvent pas investir beaucoup d'argent liquide dans les actifs productifs pour améliorer leurs productions. Ils ne dépensent qu'un montant minimal pour l'achat de semences et d'outils. La dépense d'intrants la plus importante pour les ménages moyens et nantis est le coût de l'embauche de la main-d'œuvre agricole pour leurs grandes propriétés foncières.

Les dépenses sur les services sociaux de bases ainsi que pour les achats d'habillement varient aussi en fonction du revenu gagné. Ce budget représente respectivement 7% et 12% des dépenses totales chez les très pauvres et pauvres alors que ces dépenses atteignent 16% et 10% des dépenses annuelles respectivement chez les moyens et les nantis.

Les dépenses relatives aux articles ménagers varient également pour tous les groupes de richesse et augmentent avec la richesse en termes absolus. Ces dépenses sont celles du sel et autres condiments, le savon, l'éclairage et les ustensiles de cuisine. Mais l'essentiel de ces dépenses est consacré au savon, à l'éclairage et aux condiments. Dans la plupart des collines, l'eau est payée à un taux fixe, soit mensuellement, soit sur une base annuelle. En général le montant forfaitaire est de 1500BIF par an pour l'eau ce qui permettrai de payer la main d'œuvre après la réparation de la pompe ou autres travaux techniques à cet effet. L'achat de bois de chauffage et de charbon de bois n'est pas typique dans la zone car les ménages possèdent des arbres si bien que les nantis de certaines collines disent avoir dépensé dans ce sens.

Les dépenses restantes étaient consacrées à des articles divers non essentiels. Ces articles comprenaient les articles tels que l'argent dépensé pour la consommation de la bière, les transports, les crédits de téléphonie mobile, les festivals, les cadeaux, les dons religieux, les cosmétiques et autres dépenses discrétionnaires, dont certaines peuvent être réduites ou éliminées lors d'une mauvaise année. Au cours de l'année de référence, cette catégorie "autre" représentait environ 15% des dépenses des très pauvres, 20% de celles des pauvres et des moyens contre 30% des dépenses des ménages nantis, qui disposaient de plus de revenus discrétionnaires à dépenser.

Aléas

Les principaux **aléas chroniques** (c'est-à-dire ceux qui surviennent chaque année) sont les maladies des cultures, celles du bétail et le changement climatique. Ces derniers ainsi que les grêles et les maladies de cultures représentent le stress commun de toutes les communautés de la zone pour la production agricole. Ces maladies des cultures affectent toutes les cultures et endommagent les produits dans les champs ou après les récoltes. En effet les chenilles légionnaires affectent le maïs tandis que le riz et le haricot sont affectés respectivement par la pyriculariose et les pucerons noirs. Il est à noter que certains ménages des groupes moyens et nantis peuvent acheter des produits sur le marché pour lutter contre ces maladies des cultures. Les principales maladies du bétail la grippe aviaire qui affecte la volaille et la peste porcine africaine (PPA) qui affecte les porcs sans compter les maladies bovines comme les tiques et les dermatoses nodulaires. Les ménages ayant les capacités paient en espèces pour vacciner leurs animaux si bien qu'il n'y a pas de prévention ou de traitement conséquent. Ce manque de facilités vétérinaires n'est pas sans conséquence sur la stabilité des moyens d'existence des communautés.

Aléas chroniques

- Grêle
- Maladies du bétail
- Maladies des cultures
- Changement climatique

Aléas périodiques

- Irrégularité pluviométrique
- Fortes pluies et inondations
- Vents violents
- Érosion des sols

Les **risques périodiques** constatés dans cette zone de moyens d'existence sont :

- Le retard, abondance ou mauvaise répartition de la pluviométrie. Cela nuit à la croissance des cultures et se produit une fois tous les deux ans ainsi que les sécheresses plus graves avec un effet plus négatif si elles arrivent.

- Les inondations dues à de fortes pluies qui détruisent les cultures, provoquent l'envasement des marais et augmentent l'incidence des maladies des cultures. Les inondations se produisent une fois tous les deux ans aussi. Ces inondations qui perturbent le calendrier agricole peuvent également réduire la demande de la main-d'œuvre agricole, ce qui a des répercussions sur les ménages très pauvres et pauvres qui dépendent beaucoup du salariat agricole pour leurs revenus.

- Les vents violents qui détruisent les récoltes ainsi que les maisons qui ne sont pas pour la plupart en matériaux définitifs.

- L'érosion du sol sur les collines exacerbée par certaines pratiques de culture ,la déforestation ainsi que les pluies excessives affecte les récoltes

Stratégies d'adaptation

En réponse aux aléas et aux années de mauvaise production, les ménages tentent de répondre à leurs besoins alimentaires et à leurs besoins d'argent par le biais d'un certain nombre de stratégies. Ces stratégies sont détaillées ci-dessous pour cette zone.

Pour les ménages très pauvres et pauvres, il s'agit notamment de :

Augmenter la main-d'œuvre agricole : Compte tenu du potentiel agricole de la zone, la demande de la main-d'œuvre est en grande partie satisfaite par l'offre locale, en particulier pendant les périodes de pointe autour de la préparation des terres, de la plantation et des récoltes. Les ménages réagissent pendant les périodes de difficultés en augmentant le nombre de jours qu'ils consacrent au travail agricole. Dans une mauvaise année, certains migrent hors de la zone vers Gitega ou la Tanzanie soit en octobre-novembre soit en mars-avril à la recherche de travail agricole.

Augmenter la main-d'œuvre non agricole : Certains aléas de la zone comme les inondations ne favorisent pas une augmentation de la main-d'œuvre agricole et réduisent même les possibilités du travail saisonnier dans une mauvaise année. Lorsque cela se produit, les ménages se tournent vers un certain nombre d'autres activités quotidiennes moins dépendantes du climat comme la fabrication de briques, la main d'œuvre sur le chantier de construction et parfois la migration.

Augmenter la vente de charbon de bois : La collecte de bois de feu pour la fabrication de charbon de bois est une forme courante d'auto-emploi dans la zone et les ménages pauvres sont en mesure d'accroître ces activités en période de difficultés économiques. Le bois de chauffage et le charbon de bois sont vendus toute l'année, sauf pendant la saison des pluies, et les ventes se font entre juin-juillet.

Réduction des dépenses d'articles non essentiels : Les ménages réduisent leurs dépenses en articles non essentiels comme l'huile, les vêtements, la bière locale ainsi que les cotisations religieuses.

Consommer des aliments moins préférés : En réponse aux aléas qui limitent la production agricole et augmentent les coûts alimentaires, les ménages modifient leurs habitudes de dépenses et de consommation notamment l'option de consommer les produits moins préférés et moins cher, par exemple augmenter la quantité du manioc réduisant l'achat de riz qui est plus cher.

Migration : Pendant une mauvaise année avec des limites évidentes au revenu supplémentaire qui peut être gagné, les ménages très pauvres et pauvres se déplacent soit hors de la zone de moyens d'existence soit hors du pays en Tanzanie à la recherche de l'agent qui leurs permettrai de faire face aux besoins du ménage.

Pendant les mauvaises années, les ménages emploient également certaines stratégies qui sont considérées comme des stratégies d'adaptation négatives. Il s'agit de stratégies préjudiciables qui ne sont pas recommandées car elles menacent la santé, la sécurité ou la dignité et affectent de manière irréversible la capacité des ménages à se rétablir. Les stratégies d'adaptation qui endommagent ou mettent en danger l'environnement sont également considérées comme des stratégies d'adaptation négatives. Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages très pauvres et pauvres de cette zone au cours d'une mauvaise année comprennent **la réduction de la taille des repas** et **le saut de repas, la vente du petit bien animalier** et **la vente de leurs terres**.

Les stratégies d'adaptation des ménages à revenu moyen et des ménages plus aisés comprennent :

Réduction des dépenses d'articles non essentiels : Les ménages réduisent leurs dépenses en articles non essentiels comme les fêtes, la viande, le poisson sec, l'huile, les vêtements, la bière, la communication ainsi que les cotisations religieuses et les cadeaux.

Vente et consommation de stocks de réserve : Les ménages nantis stockent généralement des réserves après la récolte pour les vendre lorsque le prix atteint un pic ou pour les consommer plus tard dans l'année. Dans une mauvaise année où leur production est réduite, ces ménages vendent leur stock ou le consomment plus tôt.

Vente de bétail : Bien que les troupeaux ne soient pas importants dans cette zone, les ménages moyens et nantis possèdent généralement 3 à 8 caprins, 0 à 5 bovins et 0 à 3 porcs. Ces animaux peuvent être vendus en période de soudure pour économiser de l'argent afin d'acheter d'autres équipements ou d'utiliser l'excédent pour acheter des aliments complémentaires afin de diversifier la ration alimentaire. Il est à noter que la valeur du bétail a tendance à baisser les mauvaises années, ce qui limite l'efficacité de cette stratégie.

Réduction de la main d'œuvre agricole : Pendant une mauvaise année les ménages moyens et nantis réduisent l'emploi des travailleurs agricole en temps. Cette stratégie utilisée a un effet d'entrainement inverse pour les ménages pauvres car elle réduit les gains dont bénéficient ces ménages.

Les semis multiples sont une stratégie de réponse aux mauvaises récoltes fréquentes causées par les aléas climatiques. Les ménages qui peuvent se permettre d'acheter un deuxième et parfois un troisième lot de semences réensemencent plus tard dans la saison.

Emprunter de l'argent : Les ménages disposant d'actifs à utiliser en garantie pourrait contracter un prêt au cours d'une mauvaise année, il peut généralement être perçu au début de la campagne agricole, en septembre /octobre. En supposant que la récolte est bonne, le prêt est remboursé généralement avec intérêts pendant la période de récolte en juin.

Les stratégies d'adaptation négatives utilisées par les ménages moyens et nantis au cours d'une très mauvaise année comprennent **la vente de tous leurs bovins, caprins et porcs** et **l'hypothèque d'une partie ou de la totalité de leurs terres**. Ils prennent du temps pour les récupérer une fois que ces actifs productifs ont été vendus.

Paramètres clés pour le suivi de la sécurité alimentaire

Les principaux paramètres énumérés dans le tableau ci-dessous sont les sources de nourriture et de revenus qui contribuent de manière substantielle à l'économie des ménages dans la zone d'existence plateaux secs de l'est. Celles-ci devraient faire l'objet d'un suivi afin d'indiquer les pertes ou les gains potentiels pour les économies locales des ménages, soit par le biais de systèmes de suivi permanent, soit par des évaluations périodiques. Il est également important de surveiller les prix des principaux postes de dépenses, y compris les denrées alimentaires de base.

	Paramètre clé - Quantité	Paramètre clé - Prix
Cultures	• Manioc – niveau de récolte • Haricot – niveau de récolte • Maïs – niveau de récolte • Riz – niveau de récolte	• Prix manioc • Prix haricot • Prix maïs • Prix riz
Production animale	• Vente de lait de vache • Ventes de porcs • Ventes de vaches • Ventes de chèvres	• Prix lait • Prix porc • Prix caprin • Prix bovin
Autres sources de nourriture et revenu	• Main d'œuvre agricole (pré-récolte)-demande • Main d'œuvre agricole (récolte) – demande • Main d'œuvre non agricole (construction) - demande	• Taux de rémunération du travail agricole (pré-récolte et récolte) • Taux de rémunération du travail non agricole (construction)
Dépenses (denrée de base)	•	• Manioc • Haricot

Autres postes de dépenses	•	• Prix semences • Prix engrais

Recommandations

Les recommandations à plus long terme suggérées ci-dessous, classées par ordre de priorité par groupe de richesse, comprennent celles qui ont été mises en évidence par les personnes interrogées elles-mêmes et celles qui ont été faites par l'équipe d'évaluation à la suite de discussions détaillées et d'observations sur le terrain. Toutes ces suggestions nécessitent d'autres études de faisabilité détaillées.

Très Pauvres et Pauvres	Moyens et Nantis
Faciliter l'accès aux petits bétails à travers la distribution.	Faciliter l'accès et accroître la disponibilité des intrants agricoles (engrais, pesticides, semences améliorées).
Accès aux terres cultivables.	Formation en technique agricole et accroître la disponibilité des services vétérinaires.
Faciliter l'accès et accroître la disponibilité des intrants agricoles (engrais, semences améliorées).	Promouvoir et faciliter l'accès aux crédits agricoles et d'investissement.
Amélioration de l'approvisionnement en eau potable à travers l'adduction des sources d'eaux.	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable à travers l'adduction des sources d'eaux.
Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux notamment la santé et l'éducation.	Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux notamment la santé et l'éducation.
Réhabiliter et /ou améliorer l'infrastructure routière afin de permettre une facile accessibilité et accroitre le développement des activités économiques.	Réhabiliter et /ou améliorer l'infrastructure routière afin de permettre une facile accessibilité et accroitre le développement des activités économiques.
Rénover les maisons et rendre les structures résistantes aux aléas notamment les vents et les inondations.	Construction des coopératives ainsi que des marchés sur certaines collines qui n'en possèdent pas